

André DUBOSCQ



Extrême = Orient

1931 - 1938



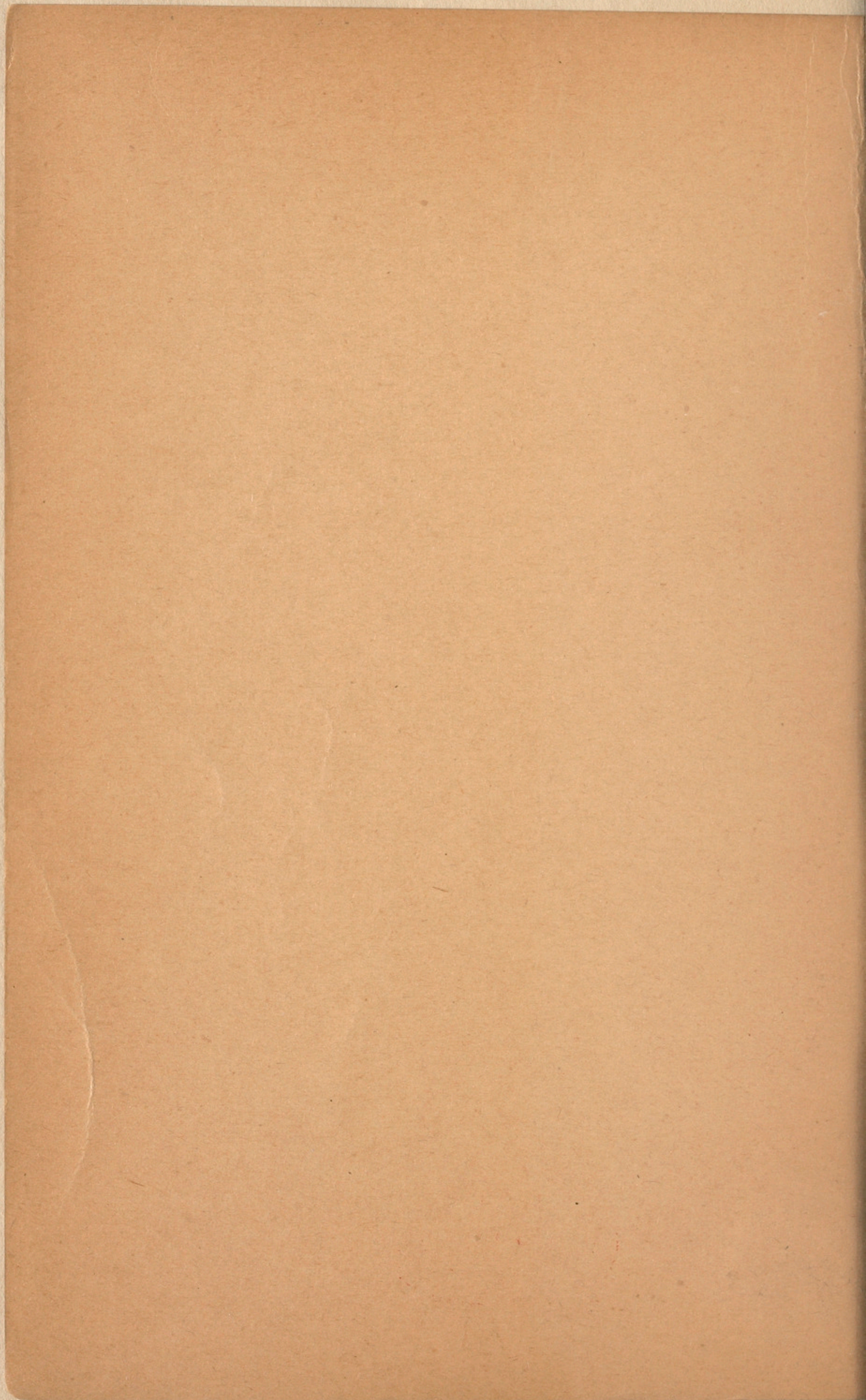
IMPRIMERIE-LIBRAIRIE MILITAIRE UNIVERSELLE

L. FOURNIER et C^{ie}

PARIS

264, Boulevard Saint-Germain, 264

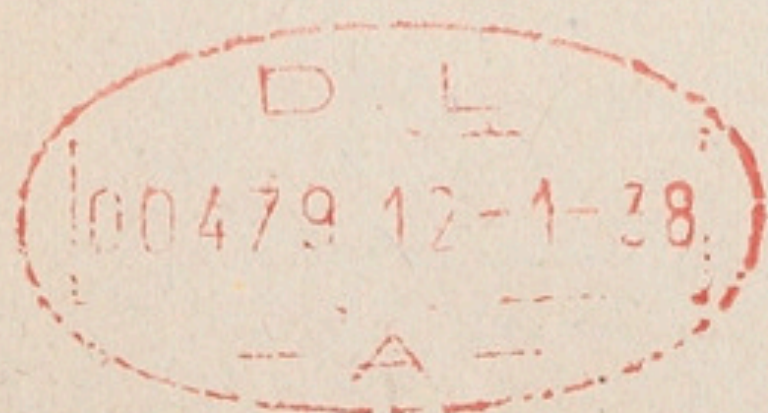




EXTRÊME-ORIENT

1931 - 1938

80²
1521



B

DU MÊME AUTEUR

Syrie, Tripolitaine, Albanie (ALCAN).

Budapest et les Hongrois, préface de René Millet, ambassadeur de France (RIVIÈRE).

La Hongrie d'hier et de demain. Epuisé.

L'Orient méditerranéen (PERRIN).

L'évolution de la Chine, récompensé par l'Académie des Sciences morales et politiques (Editions BOSSARD).

La Chine en face des Puissances, préface de M. Jacques Ancel (DELAGRAVE).

Le problème du Pacifique (DELAGRAVE).

Le Pacifique et la rencontre des races (A. FAYARD et Cie).

La Chine et le Pacifique (A. FAYARD et Cie).

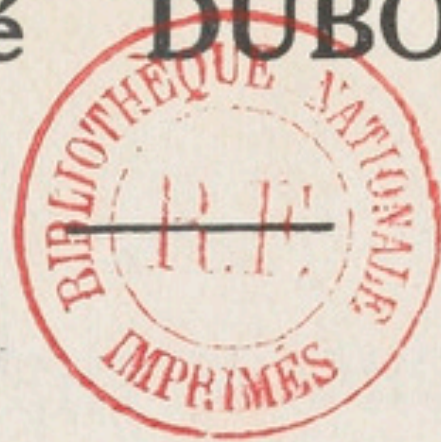
Unité de l'Asie (Editions UNITAS).

Louis Bonaparte en Hollande, d'après ses lettres, récompensé par l'Académie des Sciences morales et politiques. Epuisé.

La Victoire sans ailes, avant-propos de Gaston Deschamps (FIGUIÈRE).

Sous le ciel de Pékin (CRÈS).

André DUBOSCQ



Extrême = Orient

1931 - 1938



IMPRIMERIE-LIBRAIRIE MILITAIRE UNIVERSELLE

L. FOURNIER et C^{ie}

PARIS

264, Boulevard Saint-Germain, 264

1880

1880

1880



1880

1880

1880

1880

AVERTISSEMENT

Des lecteurs m'ont demandé de grouper mes chroniques du Temps sur la politique d'Extrême-Orient. Je me tiens pour honoré d'avoir été sollicité de façon si flatteuse, mais ce n'est pas sans appréhension que je sou mets ce recueil à l'appréciation du public.

Si près des événements que soient ces chroniques, elles n'en restent pas moins des vues successives projetées sur l'écran de la politique et qui ne constituent pas le film d'une seule trame que serait un livre composé. Ce qu'elles offrent pourtant de particulier, c'est la vie que leur donne précisément l'actualité sans cesse renouvelée qu'elles contiennent et commentent. De l'historien de demain peut-être faciliteront-elles le travail de synthèse; à l'homme d'État peut-être fourniront-elles des précédents à imiter ou à ne pas suivre.

Mais je songe tout d'abord au lecteur d'aujourd'hui. C'est de lui qu'à mon tour je sollicite audience. Je lui apporte au moins la variété des questions, reflet de la vie politique des deux principaux peuples d'Asie dont le destin a pris depuis quelques années une allure qu'il n'avait jamais eue. Je lui garantis la sincérité de mes commentaires. On ne me fit jamais de meilleur compliment qu'en me reprochant quelquefois de n'être ni pro-chinois ni pro-japonais. Je n'ai jamais désiré qu'être assez moi-même pour n'être ni l'un ni l'autre et je souhaite que le lecteur s'en aperçoive encore.

Depuis 1931 la politique extrême-orientale est dominée par l'action du Japon, mais au moment où nous écrivons, la poussée japonaise en Chine éprouve une résistance sérieuse de la part des Chinois et le conflit sino-japonais bat son plein. On s'étonnera

peut-être de lire dans plusieurs chroniques qui précèdent ces événements, l'opinion qu'un certain rapprochement était possible entre les deux peuples. C'est que de l'avis de Chinois et d'étrangers avertis, un rapprochement fondé sur l'intérêt économique était dans l'air, et nous avons pu le constater nous-même à Nankin, dans les milieux gouvernementaux, en mai 1937. Malheureusement ces tendances ont été réduites à néant; mais tout n'est peut-être pas à recommencer. Il est même probable que les batailles d'à présent feront place à une collaboration économique dont beaucoup de Chinois du nord demeurent malgré tout partisans.

Quant à l'unité chinoise, elle reste pour nous, en dépit des faits d'aujourd'hui, moins politique que morale. Elle est fondée sur la notion innée qu'ont tous les Chinois, quel que soit leur lieu d'origine, d'une âme commune coulée dans le moule d'une éthique traditionnelle qui trouve son véhicule dans une écriture idéographique identique pour tous. Toutefois, il n'est pas contestable que les Japonais ont créé soudain entre les Chinois une unité dans la haine et la défense; mais avant de proclamer définitive cette sorte d'unité politique, il faut au moins attendre la fin du conflit.

Enfin le Kouomintang qui a donné des gages au bolchévisme avant et pendant ce conflit apparaîtra-t-il dans l'Histoire comme un facteur de progrès ou comme un maître néfaste? Il n'est guère à craindre en tout cas que Moscou bolchévise purement et simplement la Chine. Opportuniste, le Chinois décevra toujours à la longue ceux qui prétendront l'asservir à leurs doctrines. Qu'une fois la tourmente passée, la Chine se dégage : nous n'en serons nullement surpris. L'avenir est sur les genoux des dieux. Celui de l'Extrême-Orient n'appartient pas aux bolchévistes.

A. D.

1931

L'autorité de Tchiang Kai Chek grandit au fur et à mesure que s'accroît son effort pour mettre de l'ordre en Chine. Aux yeux des étrangers, la Chine gagne au point que ceux-ci consentent à examiner avec elle la suppression du privilège d'exterritorialité. Mais en même temps les Japonais semblent fixer leur attention sur la Mongolie et se montrent de plus en plus ombrageux sur tout ce qui touche à la Mandchourie. Au mois de septembre l'incident de Mandchourie éclate pour des raisons profondes que les causes immédiates ne sauraient faire oublier.

LES JAPONAIS SUR LE CONTINENT ASIATIQUE

6 Janvier 1931.

Il semble que du côté chinois, comme du côté russe des difficultés menacent certaines positions japonaises sur le continent asiatique.

Depuis l'intervention des troupes mandchoues dans la guerre des nordistes contre Nankin et l'occupation du nord de la Chine par le maître de Moukden, Tchang Sue Liang, les relations semblent s'être maintenues assez étroites entre ce dernier et Tchiang Kaï Chek.

Le point le plus important de la collaboration sino-mandchoue, est pour l'instant le programme ferroviaire; par malheur cette collaboration crée un problème international. Tandis que Nankin accepte que les autorités mandchoues poursuivent l'exécution de ce programme qui consiste à doubler le chemin de fer japonais du « Sud-Mandchourien » qui aboutit à Daïren et Port-Arthur, Tokio tout naturellement s'émeut. Une conférence ferroviaire japonaise a décidé : 1° d'adresser des représentations à la Chine à ce sujet; 2° de lui proposer une combinaison, les Japonais concédant aux Chinois des intérêts dans le Sud-Mandchourien et prenant des participations dans les chemins de fer, chinois, Tokio offrant même des crédits pour la fourniture du matériel; 3° de déléguer auprès des autorités locales des personnalités nippones sympathiques à la Chine, pour faire de la propagande en faveur de la collaboration.

Le journal japonais *Hochi* écrit : « Bien des problèmes se posent entre la Chine et le Japon. Ils pourront être résolus si les deux pays les abordent dans l'état d'esprit qu'il faut. Le plus important est celui des chemins de fer de Mandchourie. »

La même feuille remarque qu'il serait très regret-

table que le gouvernement chinois réussit à placer des emprunts à l'étranger pour construire des lignes concurrentes du Sud-Mandchourien.

Un autre journal, le *Jiji Shimpo* du 22 octobre, se plaint également de cette concurrence. Il conclut par des considérations générales sur les intérêts du Japon en Mandchourie et exhorte ses lecteurs à s'intéresser activement à cette contrée et à encourager le gouvernement à y sauvegarder les positions économiques acquises par le Japon.

Mais le programme ferroviaire en Mandchourie n'est pas la seule indication de la nouvelle attitude politique de la Chine à l'égard du Japon. On apprenait dernièrement de Tokio que le ministre des affaires étrangères chinois, M. C. T. Wang, avait présenté au chargé d'affaires à Nankin une demande de restitution à la Chine de la concession japonaise de Hankéou. Avant même la réponse du gouvernement de Tokio, la presse japonaise s'étonne de la démarche du ministre chinois. La République chinoise, à son avis, devrait adopter une attitude plus conciliante au moment où elle s'efforce d'obtenir l'aide des puissances nécessaires à sa réorganisation. Le *Jiji* se demande si Tchiang Kai Chek et Tchang Sue Liang, qui se sont entretenus à Nankin récemment, n'ont pas pris de mesures pour évincer peu à peu les Japonais de toute la Chine.

Or au moment où surgissent ces difficultés entre Chinois et Japonais, éclate entre ces derniers et Moscou un incident que les télégrammes de presse ont relaté. Des inspecteurs russes ont reproché depuis plusieurs mois à la direction de la succursale de Vladivostok de la Banque de Corée de spéculer sur le change d'une façon illicite ce qui permettait aux entreprises japonaises de prendre une extension rapide et facile au détriment, disaient-ils, des entreprises russes.

Finalement une perquisition eut lieu à la banque, et l'ordre de fermeture suivit. Le préjudice pour le Japon était considérable, cette banque finançant la plupart des pêcheries du Kamtchatka louées au Japon, les exploitations minières, forestières, pétrolières par les Japonais.

Le gouvernement japonais protesta par la voix du ministre des finances, qui déclara que la succursale de

la Banque de Corée opérait suivant les règles partout en usage, c'est-à-dire qu'elle fixait son change non point certes arbitrairement comme l'eussent voulu les Russes, mais d'après l'offre et la demande. Malgré cela la banque demeura fermée et fut même condamnée à payer 2.600.000 roubles représentant, d'après les Soviets, ses fraudes depuis mars 1928.

Sans parler de connivence entre Russes et Chinois, on peut supposer que les uns et les autres ont profité de certaines conditions actuelles, pour pousser une botte aux Japonais. Tout d'abord Nankin s'aperçoit aisément que les puissances, qui jouissent encore de privilèges en Chine, se montrent plus conciliantes que précédemment lorsqu'il est question desdits privilèges, et escompte par conséquent de leur part une renonciation pratique plus ou moins prochaine. La place que tiennent les Japonais en Mandchourie apparaît de ce fait aux Chinois comme devant être un jour chez eux le dernier vestige d'une ingérence étrangère, d'autant mieux que la situation des Japonais étant surtout économique ne disparaîtrait pas en même temps que les privilèges. Cette perspective qui les révolte fournit une explication morale plausible de la concurrence ferroviaire qu'ils ont décidé de faire au Japon en Mandchourie; sans parler bien entendu de l'intérêt matériel. Devant cette attitude il n'y a rien d'étonnant à ce que les Russes de leur côté aient trouvé le moment favorable pour agir à Vladivostok comme ils l'ont fait.

AFFAIRES CHINOISES

3 Avril 1931.

On sait que le gouvernement de la Chine qui siège à Nankin est le gouvernement d'un parti : le Kouomintang. Il est composé de cinq « yuans » ou conseils : le législatif, le judiciaire ; l'exécutif, le yuan d'examen et le yuan de contrôle. Il n'y a pas de président de la République mais un président du gouvernement, le généralissime Tchiang Kaï Chek, et un président à la tête de chaque yuan.

Or le président du yuan législatif était hier encore M. Hou Han Min. Des télégrammes laconiques ont annoncé au début de mars qu'il avait donné sa démission, et un ou deux jours plus tard, d'autres télégrammes annonçaient sans beaucoup plus d'explications qu'il était mis sous surveillance par ordre de Tchiang Kaï Chek. *La Politique de Pékin* du 7 mars apporte enfin des détails sur cette affaire jusqu'à présent si peu claire.

D'après cette revue, le généralissime avait invité à dîner, le 28 février, les présidents des cinq yuans en même temps qu'une vingtaine de notabilités politiques. Au dessert Tchiang Kaï Chek aborda une question délicate, celle de savoir s'il fallait durant « la période de tutelle politique » prévue par Sun Yat Sen et dans laquelle se trouve actuellement le peuple chinois, adopter une Constitution provisoire, en attendant l'avènement de « la période constitutionnelle ». Tchiang affirmait hautement quant à lui qu'il le fallait et que c'était conforme aux principes de Sun Yat Sen. Son opinion aurait dû suffire. Cependant Hou Han Min protesta, invoquant à son tour à l'appui de son opinion opposée les intentions de Sun. Tchiang l'emmena alors dans une pièce voisine et quand ils

reparurent au bout d'un moment, Hou était démissionnaire. Puis quelques heures plus tard, il était conduit sous bonne escorte dans une résidence aux murs hauts de douze pieds.

Le 2 mars, Tchiang convoquait les membres du conseil central exécutif. Quelqu'un trouvait-il à redire à l'emprisonnement de Hou Han Min? Personne évidemment. Alors quatre propositions suivaient immédiatement : acceptation de la démission de Hou, nomination de Lin Chen, vice-président du yuan législatif, à sa place, désignation d'un successeur à ce dernier, organisation d'un comité pour l'élaboration d'une Constitution provisoire à la prochaine Convention nationale. Naturellement les quatre propositions étaient adoptées.

Officiellement le point de départ de ce scénario asiatique serait donc une différence d'interprétation de certains principes de Sun Yat Sen; ce ne serait pas la première et cela, ajoute la *Politique de Pékin*, « tend à perpétuer le schisme qui a éclaté dès la mort de Sun et à stériliser l'œuvre du Kouomintang. Mais n'y a-t-il là véritablement qu'un conflit de principes et qu'une divergence d'opinions? »

Après avoir posé cette question, la revue rapporte que le généralissime avait tenu le 2 mars, un peu avant la réunion du conseil central exécutif, dans une autre réunion les propos suivants : « Notre regretté chef (Sun Yat Sen) avait insisté maintes fois sur la nécessité d'élaborer une Constitution provisoire qui serait appliquée durant la période de tutelle politique. Lorsque M. Hou Han Min affirme que cette Constitution provisoire est inutile et qu'elle n'est pas de la compétence de la Convention nationale, il commet une grave hérésie et s'éloigne manifestement des enseignements de notre chef défunt. Quelles peuvent donc être les raisons qui portent M. Hou Han Min à contester le droit de la Convention nationale à discuter la Constitution provisoire du pays? N'est-il pas clair que s'il n'y a point de Constitution c'est au yuan législatif que revient le droit unique et total de faire et défaire les lois pendant la période de tutelle? Si un tel état de choses était toléré, la raison d'être de la Convention nationale cesserait d'exister, et tous les

sacrifices consentis au cours de ces dernières années par le parti et la nation ne l'auraient été qu'en pure perte ».

Il semble donc que Tchiang avait contre Hou un autre grief que celui qu'il a invoqué tout d'abord, et qu'il l'accusait en outre de chercher à confisquer à son profit le droit unique de légiférer, Hou Han Min étant président du yuan législatif. En tout cas en l'écartant il paraît avoir mis l'opinion de son côté, car dans toutes les classes de la société on désire une Constitution provisoire; en même temps il s'est libéré d'un contact qui lui était désagréable depuis longtemps, Hou Han Min s'étant montré à différentes reprises hostile à ses vues. Sans couleur de faire respecter les principes fondamentaux de la République, Tchiang aurait ainsi pris sa revanche sur un adversaire véritable, qui même, dit-on, avait au cours des dernières hostilités conspiré contre lui.

Mais parallèlement à ce point de vue il y en a un autre qui veut que Hou Han Min, ancien ami intime de Sun Yat Sen, vétérans du parti kouomintang, ait essayé en s'opposant à l'idée d'élaborer une Constitution provisoire d'empêcher Tchiang Kaï Chek d'accaparer tous les pouvoirs. Une Constitution provisoire diminuera en effet l'autorité du parti, et Tchiang pourra en profiter pour se faire nommer président de la République.

Ce point de vue qui a certainement déjà des partisans nombreux semble devoir en recruter passablement surtout parmi l'élément civil, de sorte qu'au lieu d'une solution, Tchiang aurait provoqué par son geste autoritaire une difficulté de plus. Il a cru devoir démentir tout récemment par voie d'agences les ambitions que d'aucuns lui prêtent. Il a déclaré catégoriquement ne songer ni de près ni de loin à la présidence de la République, et n'avoir d'autre désir que de continuer à agir de toutes ses forces pour le bien du pays.

AVANT LA CONVENTION NATIONALE CHINOISE

26 Avril 1931.

Le 5 mai doit se réunir à Nankin une Convention nationale, qui élaborera une Constitution provisoire. On se rappelle que Tchiang Kai Chek, président du gouvernement de Nankin, tient essentiellement à cette Constitution, et que l'opposition que Hou Han Min, président du « yuan » (conseil) législatif fit à ce projet fut cause que Tchiang l'obligea à donner sa démission.

Depuis lors, le bruit court avec plus de persistance qu'auparavant dans les milieux politiques chinois, que Tchiang a l'intention de se faire nommer président de la République. Il s'en défend avec énergie, tout en se déclarant prêt à assumer toutes les responsabilités.

En réalité la personnalité de Tchiang en est arrivée à trop déborder le cadre ordinaire des fonctions politiques pour qu'elle ne tende pas à se manifester en marge et au-dessus. Les gens informés s'attendent à une crise qui aboutira, soit à la nomination en question, soit à la disparition de Tchiang de la scène politique devant un obstacle comme il en surgit soudain quelquefois sous les pas des puissants de la Chine. Mais d'où pourrait bien venir cet obstacle dans le cas de Tchiang Kai Chek? De concurrents à la présidence de la République il ne saurait en avoir. D'opposition au nom des principes : on a vu le cas qu'il a fait de celle de Hou Han Min. Reste l'opposition par les armes. Or, depuis la défaite de Yen Si Chan et de Feng Yu Siang, seul Tchang Sue Liang, de Moukden, est de force à se mettre en travers des ambitions du généralissime.

Cependant, les informations les plus récentes ne font nullement redouter de difficultés graves pouvant

dégénérer en conflit entre Nankin et Moukden. Nankin, d'une part, sait que tout souci militaire du fait des Russes ne peut lui être épargné que par Tchang Sue Liang. Celui-ci, d'autre part, en étendant comme il l'a fait son pouvoir au delà de son fief de Mandchourie et en assumant le contrôle de plusieurs provinces en Chine proprement dite, au nord du fleuve Jaune, s'est affaibli militairement en Mandchourie, et doit pouvoir compter sur Nankin s'il avait de nouveau à faire face à des attaques russes à la frontière sibérienne. Chacun des deux chefs a, comme on le voit, besoin de l'autre, et en même temps chacun d'eux a intérêt à écarter toute menace soviétique, c'est d'ailleurs pourquoi l'on peut penser que les négociations sino-soviétiques qui viennent de reprendre à Moscou finiront cette fois par aboutir.

On sait qu'il ne s'agit plus seulement d'un règlement de la question du chemin de fer de l'Est-Chinois, mais d'un règlement général des relations sino-soviétiques. Si comme il est probable les pourparlers aboutissent, il faut s'attendre à une recrudescence de l'influence russe en Mandchourie, rançon d'une sécurité d'un autre ordre. Déjà l'on constate que les Soviets regagnent peu à peu dans cette vaste région et à Kharbine notamment les avantages que leur avait fait perdre le conflit de l'Est-Chinois. « Déjà, dit le *Journal de Shanghai*, le dumping russe sévit dans la Mandchourie qui est envahie par toutes sortes de produits, vendus à un prix inférieur à celui du marché russe. Tout cela n'est qu'un avant goût de ce que nous verrons quand le nouveau traité sino-soviétique aura permis à Moscou de réinstaller dans toute la Chine ses consuls, le personnel de la Dalbank, ses agents commerciaux et sa légion de propagandistes ».

Il est permis de faire un rapprochement entre les craintes ainsi exprimées et un programme de politique extérieure chinoise que la presse chinoise, probablement inspirée, a esquissé à diverses reprises. Alors que certaines personnalités marquantes sont d'avis de continuer la politique de Nankin, c'est-à-dire de tâcher de s'entendre par de patientes négociations avec l'Angleterre, l'Amérique, la France et le Japon sur les grandes questions pendantes, telles que celle

de l'exterritorialité, d'autres, plus pressées, prises surtout parmi les militaires, conseillent de se tourner vers la Russie, l'Allemagne, l'Italie et la Turquie. C'est au programme de ces dernières que nous faisons allusion.

Il est indubitable que si les négociations en cours avec Moscou se terminent par un accord, pareil résultat donnera plus d'autorité aux partisans du dit programme. Sans exagérer le danger de voir les Chinois le réaliser de point en point, car ils savent bien ce qu'ils auraient à perdre à se mettre à dos le premier groupe de puissances que nous venons de citer, il convient pourtant que ces puissances se gardent de favoriser ou simplement de faciliter inconsidérément par leur passivité l'activité multiple de l'Union soviétique en Chine et la concurrence économique d'autres pays.

La date du 5 mai sera une date mémorable pour la Chine, non seulement en matière de politique intérieure, mais aussi en politique extérieure, à cause du commencement de fixité et du caractère définitif qu'elle donnera aux institutions, après l'instabilité et le désordre de ces dernières décades.

APRÈS LA CONVENTION NATIONALE CHINOISE

30 *Mai* 1931.

La Convention nationale s'est réunie le 5 mai. Une loi relative à cette réunion avait été promulguée le 24 avril. Elle spécifiait les diverses catégories de membres qui la composaient; elle précisait la formule du serment que l'on exigerait d'eux à la cérémonie d'ouverture; elle fixait la durée de la session et son règlement intérieur. Finalement la Convention groupa 520 députés représentant les 23 provinces, les municipalités des grandes villes et les colonies chinoises à l'étranger, qui avaient été élus par l'union des fermiers, des syndicats ouvriers, des chambres de commerce, des universités, et des associations de professions libérales, avec l'assentiment du gouvernement. Dans ces conditions, les votes ne pouvaient être que favorables au gouvernement et ils le furent.

La Convention vota donc le projet gouvernemental d'une Constitution qui entrera en vigueur le 1^{er} juin, elle approuva à l'unanimité, à la demande du gouvernement, la décision de celui-ci d'abolir l'exterritorialité et celle de combattre par la force le mouvement séparatiste de Canton. Tels sont les trois actes principaux de la Convention.

Entendons-nous bien sur le sens du mot Constitution tel qu'il est pris ici. La politique du gouvernement de Nankin est celle du parti kouomintang; elle est basée sur les trois principes de Sun Yat Sen et sur la « constitution » des cinq pouvoirs (exécutif, législatif, judiciaire, d'examen et de contrôle). C'est dans ce sens qu'il faut prendre le mot Constitution; autrement dit la Convention nationale a voté la formation d'un gouvernement à cinq pouvoirs, ce qui ne change donc rien au fond des choses, mais prouve

d'abord que les hommes qui ont mené jusque-là leur doctrine ou leur programme ne manquent pas de suite dans les idées. Il faut voir ensuite dans le vote de la Convention une sorte de consécration officielle du régime qui, si surprenant que cela puisse paraître, n'avait jamais eu lieu.

On se souvient que, suivant les enseignements de Sun Yat Sen, l'exécution du programme de rénovation politique de la Chine a été divisée en trois périodes : conquête du pouvoir par la guerre, tutelle politique, gouvernement démocratique. Dans la première période, la loi militaire domine; la seconde période est celle de la Constitution provisoire et la troisième celle de la Constitution définitive.

Ainsi la formation des cinq pouvoirs qui a suivi l'installation à Nankin de Tchiang Kai Chek, victorieux des généraux gouverneurs de provinces, correspond à la seconde période, celle qu'il est convenu d'appeler période de la Constitution provisoire.

Pendant cette période il n'est pas prévu de président de la République. L'article 6 du chapitre IV (organisation du gouvernement central et des gouvernements locaux) de la Constitution provisoire (*Yueh Fa*) dit simplement : « A la tête du gouvernement national se trouveront le président et un certain nombre de conseillers d'Etat ». « Tchiang Kai Chek est ce « président du gouvernement ». Sans doute il a le commandement des forces de terre et de mer et c'est lui qui traite avec les puissances étrangères, mais il n'a pas le titre de président de la République. D'aucuns pensaient qu'à l'occasion de la réunion de la Convention nationale il se le ferait donner, mais il a eu la sagesse de ne rien ôter au caractère exclusif de consécration du régime qu'à eu cette assemblée par un geste inopportun. Il est demeuré jusqu'au bout dans la note digne et solennelle de l'événement et très habilement il s'est contenté de déclarer dans la séance de clôture du 17 mai qu'il s'efforcera de maintenir l'ordre, de restaurer la situation économique et de combattre le communisme. Cette dernière assurance faisait pendant à son discours d'ouverture et n'était pas la moins heureuse, vu l'écho qu'elle devait avoir au dehors.

Cependant, des questions délicates restent pendantes

qui, un jour ou l'autre, peuvent remettre son prestige et sa situation en question. La plus délicate est celle des négociations relatives à la suppression de l'exterritorialité, étape sur le chemin de l'abolition des « traités inégaux ».

Ces négociations que les Chinois auraient voulu voir se terminer par un traité ou du moins la signature d'un protocole préliminaire, avant le 5 mai, ont au contraire été suspendues la veille de ce jour; certains les voyaient rompues et renvoyées *sine die*. En réalité, il n'en était rien, à telles enseignes que le 11 mai, à la Chambre des Communes, M. Henderson, ministre des Affaires étrangères de Grande-Bretagne, déclarait qu'elles continueraient et que dans ces conditions mieux valait attendre pour publier les détails qu'il possédait déjà; puis le 17 mai un télégramme de Chine au *Times* annonçait que le ministre de Grande-Bretagne accrédité auprès du gouvernement chinois, sir Miles Lampson, allait à Nankin afin de reprendre avec M.C.T. Wang, ministre des Affaires étrangères, les négociations sur l'exterritorialité, ce qui eut lieu en effet. Un peu après, l'on apprenait que le représentant du Japon retournerait pour le même motif à Nankin.

Nous ne voulons pas préjuger l'avenir. Constatons seulement que les négociations continuent. Bien qu'on ne les ait vues menées ouvertement qu'entre la Grande-Bretagne et la Chine, nul n'ignore que des conversations sur le même sujet ont été entamées entre cette dernière et les autres puissances intéressées. Aucune de celles-ci n'est hostile en principe à l'abolition du privilège d'exterritorialité, mais ce qu'elles désirent toutes, c'est une garantie de sécurité pour leurs ressortissants établis en Chine après l'abolition du privilège.

On sait à présent les trois conditions auxquelles les Anglais dans leurs négociations se seraient vus en sécurité :

1° Une période de transition d'une durée à fixer entre la suppression de l'exterritorialité et l'exercice du régime de droit commun à leur égard;

2° Différenciation suivant la nature des causes (cri-

minelles ou civiles) dans l'application de la justice (question des conseillers juridiques étrangers);

Enfin 3° zones auxquelles serait limité le régime d'exterritorialité : Shanghai, Tien-Tsin, Canton et Hankéou. Il est clair que c'est à peu près sur les mêmes bases qu'aux yeux des autres puissances se fonderait la sécurité de leurs ressortissants.

LES JAPONAIS EN MONGOLIE INTÉRIEURE

4 Août 1931.

Le 1^{er} janvier 1912, la Mongolie, possession extérieure de la Chine, profitant de la révolution chinoise, se déclara indépendante. En novembre de la même année, elle signait à Ourga, ville principale, avec la Russie, une convention reconnaissant l'autonomie de son territoire septentrional qui, sous le nom de Mongolie extérieure, comprenait plus des deux tiers du pays et s'étendait, en bordure de la Sibérie, au-dessus de la Mongolie dite extérieure. Cette convention était conclue en dehors de la Chine et en violation de ses droits. Celle-ci pourtant s'était résignée à constituer le 23 octobre 1913, d'accord avec le gouvernement russe, une commission mixte chargée de délimiter les frontières de la Mongolie extérieure. Mais la guerre européenne, en détournant l'attention de la Russie, incita Pékin à replacer toute la Mongolie sous la suzeraineté de la Chine par un accord signé à Kiachta, le 7 juin 1915, par les délégués des gouvernements russe, chinois et mongol (un des deux délégués chinois était M. Tcheng-Loh, qui devint par la suite ministre de Chine à Paris). Peu de temps après la signature de cet accord, qui reconnaissait l'autonomie de la Mongolie, la débâcle russe engagea le gouvernement chinois à éliminer même cette indépendance théorique.

Cependant après de nombreuses péripéties, la Mongolie extérieure put proclamer de nouveau en avril 1922, son indépendance; mais les troupes de Moscou, qui à la faveur des circonstances, étaient entrées à Ourga, s'y maintinrent, et ce n'est qu'en 1924, dans le traité sino-soviétique du 31 mai, que fut de nouveau rétablie la souveraineté absolue de la Chine sur la Mongolie extérieure. L'article V de ce

traité stipulait : « Le gouvernement de l'Union des républiques socialistes soviétiques reconnaît que la Mongolie extérieure fait partie intégrante du territoire de la République chinoise et déclare qu'il y respectera la souveraineté de la Chine ».

Les droits de la Chine sur la Mongolie intérieure, aussi bien dans ce traité que dans les différentes conventions qui, pendant les douze années écoulées, intervinrent entre les pays intéressés, n'ont jamais été mis en question, pas même mentionnés. Pourtant, malgré la reconnaissance hautement proclamée de la souveraineté de la Chine, la propagande russe n'a cessé de s'exercer pour que la Mongolie intérieure et la Mongolie extérieure soient réunies en une « Grande Mongolie » constituée en république de fait sous l'égide de Moscou.

Mais un obstacle s'oppose de plus en plus aux visées russes sur la Mongolie intérieure.

Dans la fameuse liste des « vingt et une demandes » présentées par le Japon à la Chine le 18 janvier 1915, il était dit : « En Mongolie tous les droits miniers seront réservés au Japon; aucun chemin de fer ne sera construit sans son consentement. Les Japonais pourront commercer, s'établir et acheter des terrains ». A vrai dire les Japonais n'ont pas tenté, jusqu'à présent, de grandes exploitations en Mongolie. Ce n'est que tout récemment que des capitalistes nippons se sont assurés la possession de vastes domaines, afin d'y faire de l'élevage.

Un commencement de contrariété s'est marqué à ce sujet autant chez les Chinois que chez les Russes, non pas que ces derniers n'aient pas assez de terres chez eux à peupler et à cultiver, mais le voisinage des Japonais, pour la Mongolie extérieure où leur influence est prépondérante les inquiète. L'inquiétude des Chinois n'est pas moindre. Les uns et les autres connaissent les procédés d'infiltration des Japonais dans un pays. Ce n'est toutefois, quant à présent, de la part de ceux-ci qu'un timide essai, qu'ils justifient par le principe de la « porte ouverte » et des « chances égales pour tous » reconnu par les puissances en Chine et dans les possessions extérieures de la Chine. Mais les relations officielles sino-japonaises sont en général

difficiles et coupées d'incidents fâcheux qui auraient tendance à être grossis par une opinion publique de part et d'autre de plus en plus susceptible.

L'attitude de la Chine a du reste passablement changé devant son vainqueur de 1894. Au boycottage dont elle s'est longtemps servie contre lui faute de mieux, quand il le fallait, elle a substitué des mesures plus positives encore. De cet ordre sont : l'abrogation unilatérale du traité de commerce sino-japonais visant l'exterritorialité et le refus d'accepter M. Obata comme ministre du Japon en Chine; les entreprises de construction de chemins de fer et l'encouragement de l'émigration chinoise en Mandchourie; la construction d'un port également en Mandchourie, à Hou-Lou-Tao, dans le golfe du Tchéli, destiné à concurrencer Dairen, et dont les travaux sont en cours depuis un an; les difficultés créées par la Chine aux colons coréens en Mandchourie et sa campagne tant officielle qu'officieuse, contre les empiètements ou soi-disant empiètements du Japon.

Tout cela crée une atmosphère évidemment défavorable à des essais de pénétration japonaise en Mongolie intérieure.

EN MANDCHOURIE

10 Octobre 1931.

Depuis décembre 1928, la Mandchourie a cessé d'être possession extérieure de la Chine et ses trois provinces ont été annexées à l'État chinois. Les rapports du Japon avec Moukden sont devenus plus difficiles qu'au temps où celui-ci pouvait s'entendre avec une sorte de gouvernement autonome et le tenir plus ou moins sous sa coupe sans se préoccuper de Pékin. Maintenant, Nankin ne saurait être tenu en dehors de ce qui se passe en Mandchourie et, de ce fait, les événements mandchous quels qu'ils soient sont appelés à avoir un plus grand retentissement qu'autrefois.

A cette première considération une autre s'ajoute sur les causes profondes qui entretiennent une certaine tension et un état d'esprit dangereux dans les rapports sino-japonais en Mandchourie.

La Chine d'aujourd'hui n'est plus la Chine défaite et résignée de 1895 et de 1905 qui subissait toutes les contraintes. Elle n'est même plus celle de 1915 qui dut s'incliner devant les « vingt et une demandes » japonaises. Elle est la Chine alliée des vainqueurs de 1918 et si elle n'a pas signé le traité de Versailles, c'est de son plein gré, en quoi elle a marqué son indépendance absolue. Elle n'est surtout plus la Chine isolée. Elle a pris part à de nombreuses conférences, elle a passé des traités avec maints États, elle fait partie enfin de la Société des Nations. Ce nouveau « standing » lui a donné une assurance qu'elle n'avait pas en face des puissances et en particulier du Japon qu'elle sait à présent tenir en échec à toute occasion par le boycottage de ses produits. Au boycottage se sont même ajoutées, ces temps-ci, des mesures plus sévères ou des dispositions de grande envergure que nous avons indiquées précédemment.

Si un différend surgit, Japon et Chine trouvent toujours le moyen de le régler entre eux. Mais sur un point le Japon est intransigeant : ses « intérêts spéciaux » en Mandchourie. Et si sur ce point les arrangements étaient encore relativement aisés quand Moukden était à peu près indépendant, ils deviennent, nous le répétons, beaucoup plus difficiles depuis le ralliement de Moukden à Nankin.

Ayant renoncé à faire de la Mandchourie une colonie de peuplement, le Japon entend y maintenir la colonie d'exploitation pour laquelle il a fait de grands sacrifices. Il a investi des capitaux considérables dans l'industrie, l'agriculture, la construction de villes, de ports, de voies ferrées dont la principale est celle du Sud-Mandchourien.

Le chemin de fer du Sud-Mandchourien (South Manchourian Railway Cie) qui descend de Tchang-Tchoun (sud de Kharbine) à Dairen (800 kil.) passa en 1905 des mains des Russes qui l'avaient construit et l'avaient à bail pour vingt-cinq ans, aux mains des Japonais par le traité de Portsmouth qui mit fin à la guerre russo-japonaise. Le traité stipulait toutefois que pour en être rendus possesseurs, les Japonais devaient recevoir l'assentiment du gouvernement chinois. Après des négociations qui durèrent plus d'un an, la Chine donna son assentiment au transfert par la Russie au Japon. En 1915, le bail de vingt-cinq ans fut transformé en un bail de quatre-vingt-dix neuf ans en tout.

Dans l'ouvrage intitulé *la Chine et le droit international* (Pedone) que vient d'écrire M. Jean Escarra, professeur à la faculté de droit de Paris, conseiller du gouvernement chinois, on lit : « Le South Manchourian Railway est la pièce essentielle de toute cette politique. C'est non seulement une entreprise de chemins de fer, mais encore une organisation politico-économique complexe, comprenant des concessions de mines, des droits de navigation, des institutions militaires, financières, de justice, de police, des écoles, des laboratoires, des hôtels, des municipalités. La compagnie fut fondée le 7 juin 1906 et ce qui la caractérise est son absolue subordination au contrôle du gouvernement japonais ».

Sur les 112 milles carrés, que comprend la zone territoriale allouée tout le long de la ligne et en même temps qu'elle, les agglomérations couvrent 26 milles carrés.

La condition juridique de cette zone, dit M. Escarra, est « une autre particularité remarquable du statut du S.M.R. Ici il existe un conflit irréductible entre le point de vue japonais et le point de vue chinois. D'après les auteurs japonais, le système administratif du Japon en Mandchourie, envisagé du point de vue international, est l'exercice actuel de droits dérivant des traités, tandis que dans les rapports intérieurs des diverses parties de l'empire cette administration est seulement une pièce du système administratif japonais ». L'opinion de notre auteur est que « la situation du Japon est celle d'un pays qui a su, par une ténacité indomptable, le mépris total du droit, la complicité ou l'indifférence de certaines puissances, se créer en Mandchourie, à l'aide d'un chemin de fer, une position inexpugnable ».

Le Sud-Mandchourien s'accorde à l'Est-Chinois à Tchang-Tchoun. Six lignes secondaires s'y rattachent. Enfin le Japon exerce un contrôle sur trois lignes chinoises de Mandchourie qui ont été construites par la Chine avec des capitaux japonais.

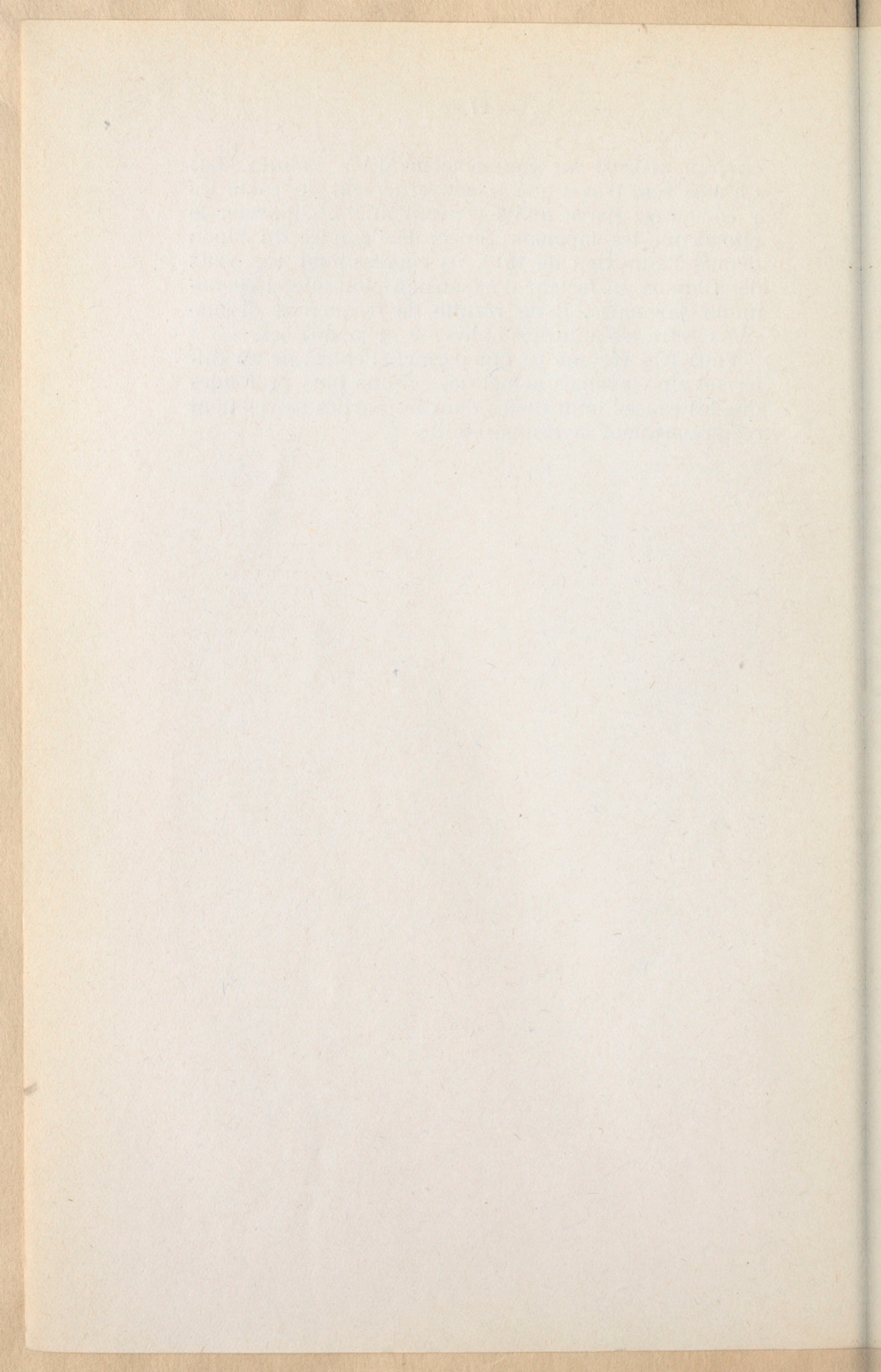
La Chine a riposté à cette politique ferroviaire par une politique analogue. Entre 1925 et 1931, trois lignes ont été construites avec de l'argent purement chinois. Les Japonais à leur tour s'en sont émus. Une conférence s'est ouverte en janvier dernier entre Moukden et la direction du Sud-Mandchourien. Le Japon y a offert sa participation financière, mais en même temps a montré des exigences. La conférence suit péniblement son cours plusieurs fois interrompu.

Depuis 1925, parallèlement à la politique ferroviaire chinoise, l'immigration chinoise en Mandchourie, utile jusqu'à un certain point aux Japonais puisqu'elle leur procure une main-d'œuvre abondante, prend des proportions qui tout de même les inquiètent. Des habitants du Chantoung et du nord de la Chine, chassés par les bandits et la famine, arrivent en masse.

Et voici depuis trois ans que les Coréens viennent eux aussi s'établir en Mandchourie. On en comptait

environ 900.000 au commencement de l'année. Les Chinois sont d'avis que le gouvernement de Tokio les y encourage parce qu'ils peuvent mieux supporter le climat que les Japonais. Sujets de l'empire du Japon depuis l'annexion de 1910, ils représentent aux yeux des Chinois un facteur d'expansion politique et économique japonaise. Il en résulte de fréquentes discussions entre les autorités chinoises et japonaises.

Voilà très résumé ce qui permet d'entrevoir au différend sino-japonais actuel des raisons plus profondes que les causes immédiates dont les parties se rejettent réciproquement la responsabilité.



1932

Le boycottage des produits japonais par les Chinois, conséquence de l'affaire de Mandchourie, vaut à ces derniers des ripostes japonaises gênantes pour le commerce étranger et en particulier le commerce américain dans le nouvel Etat du Mandchoukouo.

La tension plus ou moins marquée des rapports nippon-américains précise le problème du Pacifique et la sourde campagne américaine menée à Genève contre le Japon permet déjà d'envisager le retrait possible de ce dernier de la Société des Nations.

La question de l'indépendance des Philippines est définitivement posée.

AUTOUR DE L'AFFAIRE DE MANDCHOURIE

23 Janvier 1932.

Les événements sino-japonais ont naturellement inspiré nombre de livres et d'articles aux écrivains spécialisés dans l'étude de la politique d'Extrême-Orient. Or, cette étude, si spéciale qu'elle puisse paraître, n'en est pas moins rattachée à celle de la politique générale.

Qui dit politique d'Extrême-Orient ne pense pas, en effet, exclusivement à la Chine et au Japon, mais à la Russie, à l'Amérique, à l'Angleterre, à toutes les puissances ayant des intérêts dans cette contrée du monde. Ou bien ces puissances sont d'accord sur cette politique, ou elles s'opposent, ou bien encore, opposées sur l'ensemble, elles s'entendent sur un point. C'est sous ce dernier aspect que se présente l'intérêt principal des événements d'aujourd'hui.

Russie et Japon, en concurrence active en Extrême-Orient depuis le traité de Shimonoseki, ont fait taire leur inimitié réciproque lorsqu'il s'est agi de la Mandchourie. Il est dorénavant établi que, là, chacun des deux pays oubliera ses propres ambitions en face des intérêts de l'autre, et qu'il n'y a aucun espoir, contrairement à ce qu'escomptaient déjà les personnes qui prennent leurs désirs pour des réalités, de voir, au moins jusqu'à nouvel ordre, les Soviets partir en guerre en Mandchourie et s'y faire battre de nouveau par les Japonais.

La position géographique de la Mandchourie, au carrefour de trois peuples : Chinois, Russes, Japonais, explique l'intérêt considérable qu'elle offre pour eux. Depuis quelques années surtout, elle a pris une valeur concrète par l'immigration de Chinois du nord, l'investissement de capitaux japonais, la construction

de voies ferrées, l'exploitation de mines, etc. Le développement du pays qui s'ensuivit contribua à stabiliser entre les exploiters étrangers les positions économiques qu'ils y avaient acquises et, partant, leurs rapports politiques en ce qui concerne cette contrée. Par le traité de 1925, qui renouvelait des assurances échangées en 1910, Russes et Japonais s'engagèrent à respecter les droits qu'ils détenaient en Mandchourie, les Japonais dans le sud, les Russes dans le nord, en vertu des accords conclus par eux avec Pékin et Moukden.

Voici, en gros, les accords que le Japon a passés avec Pékin : après avoir battu la Russie en 1904-1905, le Japon a hérité de tous les avantages que la Chine avait reconnus à cette puissance en Mandchourie, de par les clauses du traité de Portsmouth, d'abord, et ensuite en vertu des traités conclus directement avec Pékin. Ces traités furent approuvés par les puissances. Or, ils reconnaissent aux Japonais la propriété des lignes du Sud-Mandchourien, de Kouang-Tcheng-Tsé à Port-Arthur, de Moukden à Antoung, et quelques autres tronçons. De plus, les Japonais possèdent le droit d'administration — et non de propriété — d'une bande de terrain de 50 kilomètres de chaque côté de ces voies ferrées. Sur ces zones, sont situées les riches houillères de Fu-Shun et les importantes mines de fer de Pen-Si-Hou. Enfin, le Japon occupe à bail la presque île de Kouang-Toung, où se trouvent Daïren, le troisième port de la Chine, et Port-Arthur.

Voici maintenant pour les Russes : en 1924, les Soviets ont conclu sur le pied d'égalité, avec les gouvernements de Pékin et de Moukden, deux traités destinés à régler la situation du chemin de fer de l'Est-Chinois. La possession du chemin de fer a été alors reconnue à la Chine, mais l'exploitation en a été confiée à un consortium russo-chinois. Dans la Mandchourie du nord, la souveraineté de la Chine a donc été limitée au profit de l'Union soviétique, qui est représentée dans le personnel administratif et technique du réseau transmandchourien et qui perçoit la moitié des recettes de ce réseau.

Ne nous étonnons donc pas que les Russes n'interviennent pas dans les affaires actuelles de Mand-

chourie. Ils pratiquent sur ce point, à l'égard de la Chine, la même politique que les Japonais, c'est-à-dire une politique de force, qui s'est manifestée en 1929, quand les Chinois prétendirent s'emparer par un coup de main de l'administration entière du chemin de fer de l'Est-Chinois. Russie et Japon déclarent s'en tenir aux accords et se sentent solidaires du respect de ces derniers. Dans ces conditions, la thèse des Russes et des Japonais, que ni les uns ni les autres n'ont violé le pacte Kellogg en envahissant, les premiers la Mandchourie du nord en 1929, les seconds la Mandchourie du sud en 1931, s'explique, la défense des accords par la force ne pouvant constituer la guerre comme « instrument de politique nationale ».

La Société des Nations, ne s'étant pas prononcée sur ce point, qui constitue le fond de l'affaire sino-japonaise, ne pouvait contenter ni les Japonais ni les Chinois. D'aucuns en ont tiré cette conclusion pessimiste que les Chinois, n'ayant pas obtenu satisfaction, allaient non seulement se désintéresser de la Société des Nations, mais s'orienter vers une alliance avec Moscou. C'est aller un peu vite.

Sans doute, le cabinet chinois qui dut se retirer devant le mécontentement causé dans le pays par l'attitude de la Société des Nations fut remplacé par des personnalités cantonaises; mais les Chinois savent trop bien discerner l'égoïsme sous l'aide qui leur est offerte pour s'y confier sans réserve. Les Russes et les Américains en ont fait l'expérience. Ce que l'on peut redouter, c'est un sentiment marqué d'antipathie à l'égard des étrangers et un désir plus vif que jamais de supprimer les privilèges de ceux d'entre eux qui en ont encore en Chine.

BOURRASQUE SUR LE PACIFIQUE

17 Février 1932.

Ne dramatisons point. Toutefois gardons-nous de considérer ce qui se passe en Chine uniquement sous l'angle de ce que l'on appelle couramment l'actualité, c'est-à-dire le fait présent qui alimente les journaux, que rien, souvent, ne précède et ne suit, et qui, même dans le cas contraire, n'a pour le lecteur que l'intérêt d'être, au moment où il le lit. L'affaire de Mandchourie et celle de Shanghai doivent éveiller un autre intérêt.

Que pour apprécier ces deux affaires on les sépare à tous égards comme le veulent les Japonais ou qu'on les réunisse au contraire comme y tiennent les Chinois, elles sortent du cadre extrême-oriental. La première y serait restée cette fois encore sans l'intervention de la Société des Nations. C'est donc par accident qu'elle en est sortie. La seconde s'en échappait d'emblée d'elle-même à cause du caractère essentiellement international de la ville où elle avait surgi.

Quoi qu'il en soit, les deux affaires se présentent maintenant sous un jour tel que leur côté international est manifeste, et c'est précisément ce qu'il ne faut pas considérer avec indifférence.

Le fameux problème du Pacifique, et tout ce qu'il comporte, d'aucuns s'en sont moqués, certains s'en moqueront encore; d'autres en ont parlé sans en saisir la gravité, et par une sorte de « snobisme diplomatique qui sévit à ce sujet », comme l'écrit en judicieux observateur l'amiral Castex. Tout de même, ce qui se déroule à présent en Extrême-Orient fera sans doute réfléchir les uns et les autres. Pour notre part, cela nous fait l'effet de ces bourrasques qui généralement précèdent une tempête; bien que cette dernière quelquefois se détourne, elles y ont fait penser.

Oh ! l'orage n'éclatera pas nécessairement. Nous croyons même sincèrement qu'il se détournera. Le conflit du Pacifique, que nous ne sommes pas seul à pressentir, et dont nous n'avons cessé depuis des années, d'étudier les préliminaires en étudiant le problème du Pacifique, n'est pas encore pour demain. Mais nous ne saurions isoler dans le temps les événements d'aujourd'hui. Nous ne pouvons nous empêcher de les rattacher à l'avenir. Ils sonnent comme un avertissement pour éveiller notre attention ou pour donner un sens positif à ce qui, jusqu'ici, ne se présentait à l'esprit de beaucoup d'entre nous que sous la forme d'une théorie.

N'étant pas stratège, nous ne saurions dire par où s'accrocheront les adversaires. Nous avons entendu sur ce point bien des choses dont la vraisemblance ne nous a pas paru satisfaisante; ces jours derniers encore nous entendions parler de points d'appui en Asie même pour des flottes conjuguées d'Amérique et de Grande-Bretagne... Faudrait-il encore que l'entente politique des deux pays existât au préalable, et d'autres ententes aussi; nous craignons, en effet, que ceux qui espèrent pouvoir « compter les coups » ne se trompent. Mais laissons de côté les hypothèses et constatons que dès le début des affaires actuelles, Londres ne s'est pas laissé entraîner par Washington contre Tokio. Visible-ment, les Américains entendent mener du point de vue international, mais ils le font avec une modération non moins évidente.

Et cependant, l'envoi de leurs navires dans les eaux chinoises a immédiatement pris devant l'opinion mondiale un caractère différent de celui qu'a eu l'envoi d'autres forces navales étrangères. Immédiatement, les deux concurrents d'aujourd'hui en Chine se sont détachés en adversaires de demain sur l'horizon du Pacifique. Américains et Japonais, malgré la forme modérée des notes qu'ils ont échangées, ont fait songer à autre chose qu'à Chapeï, et ce qui ne passait pour certains que pour de simples vues de l'esprit, soudain prit l'aspect de possibilités, disons de réalités en puissance. On peut dire que pendant ces dernières semaines, l'opinion publique a fait partout, à cet égard,

un progrès considérable. Est-ce à dire qu'elle doive s'alarmer? Non.

Le conflit du Pacifique nécessitera des décisions et des mesures préalables dont la succession ne pourrait pas échapper totalement à l'observateur. Mais nous tenons pour un avertissement ce qui se passe à Shanghai. Le destin a voulu qu'à la suite de la malheureuse affaire créée inconsidérément en Mandchourie, le boycottage, l'arme que les Chinois manient avec le plus de succès, frappât si cruellement les Japonais dans leur commerce, que ceux-ci furent dans l'obligation de riposter.

Ne pouvant atteindre individuellement leurs clients d'hier et les convaincre de leur passer des commandes, ils s'en prirent aux organisations antijaponaises installées à Shanghai et dont les ramifications s'étendent jusqu'au fond de la Chine, puis au gouvernement de Nankin qui, pour le moins, laissait faire.

Bref, l'action de force des Japonais à Shanghai, où sont 25.000 blancs, inquiète naturellement ces derniers et met leurs gouvernements dans la nécessité d'intervenir. Le rappel par les signataires de la conférence de Washington du fameux principe de la « porte ouverte » a paru suffire à ces gouvernements en Mandchourie. A Shanghai il ne leur a pas suffi. Leurs vaisseaux sont venus mouiller devant la grande cité. Les notes diplomatiques ont pris un tour plus pressant, ont eu plus de précision. Tout ce qui pouvait être dit sur un certain ton a été dit. Le haussera-t-on? Pas cette fois. Le conflit n'est pas mûr, autrement dit les esprits ne sont pas suffisamment entraînés à l'idée de recourir à l'unique moyen de modifier une situation de fait créée par la force : une plus grande force opposée. Car le conflit — comme la paix — doit être dans les esprits avant d'exister dans les faits.

Mais un premier pas a été fait qui n'est plus à faire. Le contact a été pris, à l'occasion de la Chine, entre Américains et Japonais.

LES PHILIPPINES ET LE PROBLÈME DU PACIFIQUE

21 *Avril* 1932.

Comme si le destin eût voulu rappeler le caractère profond des événements qui se déroulent en Extrême-Orient en les plaçant dans leur vrai cadre politique, une des questions qui constituent un des éléments essentiels du problème du Pacifique, et dont on n'avait pas parlé depuis assez longtemps, a soudain surgi de nouveau : celle de l'indépendance des Philippines.

Il y a beau temps que les avis en Amérique sont divisés sur ce point. On a vu des hommes tels que Taft, Roosevelt, Wilson, Harding, favorables à l'indépendance. Les dépêches d'hier rappelaient que les démocrates avaient promis l'autonomie aux Philippines en 1916. Depuis lors, à différentes reprises, il en fut question, mais à vrai dire sans grande précision. Cette fois, au contraire, par 306 voix contre 47, la Chambre américaine des représentants a adopté un projet de loi déposé par M. Hare, président de la Commission des affaires insulaires, accordant l'indépendance aux îles Philippines dans un délai de huit années.

D'ici là les Philippines pourront instituer un gouvernement qui jouira de l'autonomie absolue dans les affaires intérieures politiques et financières. Mais d'ici là également des événements se dérouleront peut-être qui pourront faire revenir les Etats-Unis sur leur décision d'aujourd'hui. Rien ne permet donc d'affirmer que tout se passera comme la majorité de la Chambre des représentants l'a décidé.

Cette forte majorité provient de ce que les producteurs américains dont les produits sont concurrencés par les importations de l'archipel actuellement

admises en franchise, notamment le sucre, se sont joints aux hommes politiques partisans de l'indépendance. Ce qui le prouve, c'est que le projet voté comporte une clause qui limite dans une large mesure les importations des Philippines pendant la période de transition de huit ans : elles seront soumises à un contingentement; par exemple, les 750.000 tonnes de sucre actuellement importées de Manille seront peut-être réduites à quelques dizaines de mille. A l'expiration des huit ans, le tarif général sera appliqué à tous les produits philippins au même titre qu'aux autres pays étrangers.

L'on comprend qu'après deux ans de crise économique les députés à la veille des élections qui doivent avoir lieu exactement en novembre prochain, veuillent aider leurs électeurs à combattre la concurrence des Philippines, mais il ne paraît pas moins naturel que l'opposition du gouvernement fasse appel aux intérêts politiques. La mesure, nous dit-on, est vivement combattue par M. Hoover et par M. Hurley, secrétaire à la guerre. De son côté, M. Stimson, secrétaire d'Etat, redoute qu'à l'autorité américaine ne succède aux Philippines celle d'une puissance étrangère, telle que le Japon ou la Chine. « Pour les Etats-Unis, dit-il notamment, abandonner les Philippines serait une preuve de lâcheté et d'inconscience qui serait considérée comme telle par toutes les nations étrangères. Le prestige moral de l'Amérique en Extrême-Orient en serait immédiatement diminué, car cet acte apparaîtrait comme l'abandon d'une garde que les Etats-Unis se sont engagés à monter. En Orient, plus qu'en Occident, le prestige est le critérium du succès, et un tel changement serait un coup irréparable porté à l'influence des Etats-Unis, car, que nous nous en apercevions ou non, nous sommes déjà une grande puissance dans le Pacifique et nous devons porter un intérêt de plus en plus vif aux affaires de cette partie du monde ».

On remarquera que la considération de la puissance des Etats-Unis dans le Pacifique, n'a pas manqué d'apparaître dans l'argumentation gouvernementale. La position géographique des Philippines a permis déjà trop d'hypothèses en fonction d'un conflit possible

dans le Pacifique, pour que nous revenions sur ce sujet; mais quoi que vailent ces hypothèses, il suffit qu'elles aient pu être formulées pour que la question des Philippines prenne un aspect particulier.

Bref, c'est à une question nippo-américaine et par conséquent à un élément du problème du Pacifique qu'aboutit le vote de la Chambre américaine des représentants. A cet égard, que le Sénat le ratifie ou non, il n'en restera pas moins caractéristique.

Il n'a cessé d'être évident dans le conflit sino-japonais que les États-Unis ont tenu à jouer un rôle directeur du point de vue international, sans toutefois s'engager à fond dans une affaire où ils risquaient de ne pas être secondés. En somme il n'était pas besoin de vote de la Chambre américaine des représentants à propos des Philippines pour démontrer l'actualité du problème du Pacifique; les événements qui se déroulent en Extrême-Orient depuis sept mois la démontrent suffisamment; mais plus cette actualité apparaîtra réelle et vivante, plus peut-être les peuples s'appliqueront-ils à écarter la menace qu'elle porte en soi.

Le moyen le plus sûr d'y parvenir réside selon nous dans un équilibre constitué par l'Europe, l'Amérique et le Japon, autrement dit dans une coopération, une sorte d'union des trois civilisations. C'est sous cet angle et pour ce but essentiellement pratique que nous avons toujours envisagé et recommandé la reconnaissance du principe de l'égalité des races, car c'est par là qu'il faut commencer. Nous parlons de reconnaissance d'un principe. Certains nous ont fait dire là-dessus tout autre chose que ce que nous avons dit. Le refus des Américains en 1919 de reconnaître ce principe est une erreur dont les événements se chargent de démontrer la gravité. Ce refus nous étonnera quelque jour, tout autant que nous étonnent l'état d'esprit et les procédés de nos pères à l'égard des noirs.

La base de tout équilibre et de toute paix dans le Pacifique, où trois civilisations se rencontrent en même temps que la race blanche et la race jaune, c'est la reconnaissance du principe de l'égalité des races. Prétendre que cette reconnaissance est un danger c'est parler contre la vérité. Le danger est au contraire dans

un refus catégorique qui décèle aux peuples humiliés la fausseté d'un idéal trop souvent invoqué, l'ambition secrète d'une domination positive, et qui finalement rend impossible toute coopération, donc tout équilibre de paix.

L'INFLUENCE ACTUELLE DE L'ARMÉE AU JAPON

20 Mai 1932.

Le crime perpétré par les militaires contre la personne du premier ministre japonais, M. Inukai, incite plus que jamais à mesurer la part de l'armée dans les résolutions prises à Tokio au cours du conflit sino-japonais. Il a souvent été question de l'influence prépondérante qu'elle y eut. On peut cependant se demander si vraiment cette influence l'emporta sur celle du pouvoir civil. Un télégramme de Tokio, publié dans le numéro du *Temps* du 13 mai, fixe jusqu'à un certain point les idées à ce sujet, au moins en ce qui regarde l'affaire de Shanghai. « Les milieux officiels japonais, dit ce télégramme, espèrent que l'évacuation de Shanghai par les troupes japonaises fera disparaître une fois pour toutes les soupçons concernant les motifs de l'intervention armée du Japon dans le grand port chinois. C'est le conseil supérieur de l'armée qui a inspiré la politique du cabinet, mais il ne s'est résolu à conseiller l'envoi des troupes à Shanghai que lorsque les forces navales et les civils japonais se sont trouvés en danger grave. Le conseil privé a accepté l'explication du général Araki, ministre de la guerre, selon laquelle l'armistice relevait de la compétence du haut commandement et que les représentants diplomatiques n'étaient intervenus dans les négociations que pour en faciliter la conclusion ».

De tout cela retenons que le conseil supérieur de l'armée inspira la politique du cabinet; mais telle qu'elle est ici présentée, l'initiative des militaires n'a rien que de naturel.

En ce qui concerne la Mandchourie, où la marche des troupes japonaises vers le Nord a été maintes fois

expliquée par l'esprit conquérant des chefs d'armée, un télégramme de Tokio au *Journal de Shanghai* donne indirectement de cette opinion, ou plutôt du fait sur lequel elle se fonde, la raison suivante : « Bien que l'armée ait eu l'appui unanime de toute la nation japonaise au début des opérations de Mandchourie, ce n'est un secret pour personne qu'il existe certaines divergences d'opinion entre le gros commerce et les autorités militaires... Les capitalistes cherchent surtout à ouvrir en Mandchourie des marchés pour l'industrie japonaise et à obtenir des concessions. D'autre part, l'armée voudrait que la Mandchourie servit de débouché au trop-plein de la population nipponne. Autrement dit, l'armée voudrait que la collectivité japonaise tout entière, et non pas seulement un petit groupe de capitalistes, pût profiter de ses sacrifices en hommes et en argent. Bien qu'il soit extrêmement douteux que l'émigration massive puisse être pratiquée par le Japon en Mandchourie, le fait que l'armée songe à être utile à la nation, plutôt qu'aux éléments capitalistes, est un facteur significatif. L'armée peut mériter des critiques à certains égards; il n'en est pas moins vrai qu'elle montre actuellement un exemple digne d'éloges, tant aux capitalistes qu'aux politiciens, lorsqu'elle a en vue l'intérêt du peuple tout entier ».

Ainsi ce serait le désir qu'a l'armée de trouver un débouché au trop-plein de la population qui expliquerait l'ampleur donnée aux opérations japonaises en Mandchourie. Les autorités militaires auraient imposé leur volonté tant à Tokio que sur le théâtre des opérations. D'aucuns assurent même que des personnages politiques et diplomatiques de premier plan auraient exprimé le regret que l'affaire eût été menée si loin et fût allée jusqu'à l'autonomie de la Mandchourie sous le contrôle de fait du Japon, situation que la Chine, naturellement, se refuse à reconnaître; ces personnages craignent que la position soudaine du Japon en Mandchourie ne nuise à la lente emprise économique de celui-ci sur le territoire chinois tout entier et ne l'arrête en chemin.

Ce n'est d'ailleurs pas notre avis, et nous répétons sans tendre au paradoxe ce que nous avons dit ici pré-

cédemment, à savoir que selon nous une reprise générale des affaires commerciales entre la Chine et le Japon, dont aucun des deux pays n'aura à se plaindre, suivra la période actuelle de boycottage. Mais ce n'est pas ce qui nous occupe. Ce que nous essayons de déchiffrer, c'est la part de l'armée dans les résolutions prises ces temps derniers en Mandchourie.

D'après le télégramme de Tokio que l'on vient de lire, cette part serait considérable. Pourtant, la fin du télégramme, qui contient un éloge à l'armée, implique aussi autre chose.

On ne doit pas oublier qu'au cours de ces derniers mois un mouvement d'ultra-nationalisme s'est rapidement développé au Japon, bénéficiant de la sympathie non seulement de l'armée, ce qui est naturel dans un pays militaire comme le Japon, mais encore de hautes personnalités civiles, et de l'appui d'une association à tendance plus ou moins fasciste : le « Kokouhonsha », dont le président, M. Hiranouma, est vice-président du conseil privé.

Si donc l'esprit militaire s'est manifesté hautement, comme on l'assure, au cours des récents événements, il pouvait s'appuyer sur un sentiment largement répandu dans la population, et nous ajouterons représenté au sein du parti Seyukai qui hier encore détenait le pouvoir. C'est pourquoi, sans nier l'influence actuelle des militaires, nous ne pensons pas qu'elle se soit exercée seule dans le sens de l'extension des opérations de Mandchourie.

LES RAPPORTS NIPPO-AMÉRICAINS EN FACE DE L'ÉTAT MANDCHOU

25 Juillet 1932.

Le « Mandchoukouo » tel est son nom (Kouo peut être traduit par nation), a trois puissants voisins : le Japon qui le protège, la Chine qui le menace, l'U.R.S.S. dont l'attitude, d'abord énigmatique, est de plus en plus conciliante. Nous avons expliqué dans un précédent article pour quelles raisons, selon nous, la création de l'Etat mandchou ne saurait entraîner Russes et Japonais dans un conflit. La menace chinoise, outre le caractère très mobile des opinions politiques des Extrême-Orientaux et en particulier des Chinois, est en connexion trop étroite avec la politique internationale pour présenter tout le danger qu'on pourrait croire.

Il reste à envisager un aspect de la question. C'est celui des rapports nippo-américains en face de l'Etat mandchou. Pareille considération peut sembler imprévue à quiconque commet la faute d'examiner isolément les questions d'Extrême-Orient au lieu de les examiner en fonction du problème qui relie la plupart d'entre elles, à savoir le problème du Pacifique. Quand au contraire on songe aux intérêts des Etats-Unis dans les affaires chinoises on ne tarde pas à distinguer dans les événements asiatiques de ces dix derniers mois une sorte de signe avant-coureur d'événements de plus grande envergure, qui constituent ce qu'il est convenu d'appeler le problème du Pacifique.

Un des hommes les plus en vue de la politique japonaise, le vicomte Ishii, qui fut ministre des Affaires étrangères, ambassadeur à Washington et à Paris, a prononcé, à Tokio, le mois dernier, à un banquet en l'honneur de M. Grew, le nouvel ambassadeur des

Etats-Unis au Japon, des paroles qui eurent un grand retentissement dans les deux pays. Elles méritent d'être mieux connues à l'étranger. Peu de personnes étaient mieux qualifiées pour parler des rapports nippon-américains. On se souvient que c'est le vicomte Ishii qui étant ambassadeur à Washington signa, le 2 novembre 1917, avec le secrétaire d'Etat Robert Lansing, le fameux accord qui porte leur nom, et aux termes duquel les États-Unis reconnaissent que « le Japon a des intérêts particuliers en Chine », et les deux puissances « déclarent adhérer au principe dit de la porte ouverte » dans ce pays.

Dans son discours au banquet offert en l'honneur de M. Grew, le vicomte Ishii n'hésita pas à envisager, avec l'autorité qui s'attache à son nom en pareille matière, le côté le plus délicat du problème du Pacifique : les possibilités de conflit entre le Japon et les États-Unis, et il conclut qu'elles se réduisaient à deux cas :

1° Celui où le Japon se mêlerait de l'Occident pour y imposer ses vues ou son influence;

2° Celui où les États-Unis tenteraient de dominer l'Asie et s'opposeraient au développement pacifique du Japon sur ce continent.

Si l'orateur qualifia ensuite d'« impossibles » ces deux éventualités, il n'en reste pas moins qu'en les envisageant il traduisait la pensée de la très grande majorité de ses concitoyens. De plus, si on les examine de près, la première paraît évidemment bien peu probable, mais la seconde par contre ne se laisse pas écarter si aisément.

Lorsque le vicomte Ishii parle d'une tentative de domination américaine sur l'Asie, il n'entend nullement parler de conquête territoriale; mais depuis longtemps les Américains considèrent l'Extrême-Orient et tout d'abord la Chine comme un débouché indispensable pour leur production industrielle. Conquérir les marchés chinois est donc devenu pour eux une nécessité, et pour y parvenir ils n'ont pas hésité à façonner dans la mesure du possible les esprits chinois par la propagande de leurs missionnaires, l'enseignement de leurs professeurs et l'action de leurs médecins, pen-

sant que la conquête morale faciliterait la conquête économique.

Or, en même temps, les Japonais qui ont développé leur industrie dans le but de remédier en partie tout au moins aux inconvénients de plus en plus grands de leur surpopulation, ont naturellement besoin du débouché des marchés chinois. Aussi quand en langage diplomatique le vicomte Ishii met en garde les Américains contre toute tentative de leur part de s'opposer au développement pacifique du Japon sur le continent asiatique, ceux-ci, aussitôt ombrageux, traduisent ses paroles en les comparant à une sorte de doctrine de Monroe asiatique.

On peut alors se demander si l'intervention actuelle des Japonais en Mandchourie n'est pas aux yeux des Américains l'application de cette doctrine et une mesure prise par le Japon contre ses concurrents dans cette partie du territoire asiatique. Il est même permis de se répondre affirmativement si l'on s'en rapporte aux articles qui ont paru ces temps-ci dans la presse de New-York.

Sans pousser au noir cette opinion, nous ne pouvons nous empêcher de penser que la formation de l'Etat mandchou est, du point de vue des rapports nippon-américains et par conséquent du problème du Pacifique, plus intéressante à examiner que de tout autre point de vue. Nous ne voyons pas dans ce fait nouveau un péril immédiat, plus exactement un *casus belli* entre deux puissances à la poursuite de leur expansion commerciale dans la même région, mais simplement l'occasion de rattacher une question extrême-orientale de plus à la question du Pacifique. En dépit de l'intérêt qu'offrent déjà les problèmes de voisinage qui se posent à l'Etat mandchou, celui-ci offre par lui-même un intérêt plus grand encore comme donnée nouvelle du problème, beaucoup plus vaste, dont la réalité s'affirme de plus en plus et s'impose lentement aux yeux les moins exercés.

LES AMÉRICAINS ET LE PROBLÈME DU PACIFIQUE

23 Août 1932.

Commentant le discours de M. Stimson, secrétaire d'Etat des Etats-Unis, le correspondant particulier du *Temps* à New-York concluait : « L'évolution de la politique américaine vers une action concertée des grandes puissances en faveur du maintien de la paix s'explique aisément par les événements d'Extrême-Orient. L'expérience a prouvé que seule cette pression pouvait constituer une menace suffisante pour arrêter le Japon. » Cette conclusion est, selon nous, très juste. L'affaire de Mandchourie a précisé une fois de plus et d'une nouvelle manière le problème du Pacifique, dont la réalité, écrivions-nous ici le 25 juillet, s'impose de plus en plus aux yeux les moins exercés.

Pressentant à cette date le contre-coup des événements de Mandchourie sur les rapports nippon-américains, nous rappelions certain passage d'un discours prononcé en juin, à Tokio, par le vicomte Ishii, ancien ambassadeur à Washington. Envisageant les possibilités de conflit entre le Japon et les États-Unis, il en voyait une sans hésiter dans le cas où ces derniers tenteraient « de dominer l'Asie (moralement et économiquement s'entend) et s'opposeraient au développement pacifique du Japon sur le continent asiatique ». Aussitôt, disions-nous, les Américains ombrageux comparaient ces paroles à une sorte de doctrine de Monroe asiatique, et même, si l'on s'en rapportait aux articles parus dans la presse de New-York, l'intervention actuelle des Japonais en Mandchourie était déjà aux yeux des Américains l'application de cette doctrine.

Or voici que cette impression est suivie d'une inter-

prétation du pacte Briand-Kellogg par le secrétaire d'État des États-Unis qui se traduit par un désir de ces derniers de se rapprocher des puissances.

On se souvient qu'au début de l'année les Américains avaient tenté ce rapprochement contre l'action du Japon en Mandchourie et que, devant le peu d'empressement marqué par certaine puissance à se lancer dans une affaire qui risquait d'ailleurs de compliquer la situation internationale déjà suffisamment délicate, ils avaient adopté à l'égard du Japon une attitude extrêmement modérée. Élargissant leur horizon politique, ils englobent aujourd'hui le cas spécial qui les occupe dans une mesure générale; mais, comme l'écrit encore le correspondant du *Temps* : « Washington désire pouvoir disposer d'une pression des grandes puissances au cas où le nouveau gouvernement militaire de Tokio tenterait de renouveler une opération similaire à celle de Shanghai. »

On ne peut s'empêcher de faire un parallèle entre cette politique de sauvegarde et celle qui aboutit en 1921 à la conférence de Washington, où le Japon dut s'incliner devant l'intransigeance unanime des puissances convoquées par l'Amérique. L'on ne tarda pas toutefois à s'apercevoir alors que le problème du Pacifique n'avait pas été résolu par la conférence, que la paix n'avait pas été solidement assurée, que les compétitions reprenaient de plus belle, que la Chine inspirait la politique du Japon plus encore depuis que la rupture de l'alliance qui européanisait celui-ci le rendait sans réserve à ses destinées asiatiques.

Que, devant la nouvelle initiative américaine à laquelle nous assistons, le Japon rentre de nouveau en lui-même comme il sait le faire, le problème n'en sera pas pour cela résolu. Il pourrait l'être d'autant moins que la position internationale du Japon menace de ne plus être demain ce qu'elle est aujourd'hui. Nous voulons dire que le Japon est peut-être à la veille de reprendre son indépendance vis-à-vis des puissances membres de la Société des Nations. Tout dépend de ce que contiendra le fameux rapport de la commission Lytton en Mandchourie. Il est devenu évident pour tout le monde qu'après les déclarations faites ces temps-ci par diverses personnalités officielles

de Tokio, le Japon n'hésitera pas à se retirer de la Société des Nations si ledit rapport gêne en quelque manière ce que le vicomte Ishii appelait « son développement pacifique sur le continent asiatique »; formule aussi élastique que l'on veut et qui réserve amplement l'avenir.

Le bruit court depuis un mois que, malgré l'effort de la commission pour éviter de compliquer la situation internationale, ce rapport ne contentera pas le Japon. On laisse même entendre à présent que le mécontentement de celui-ci se traduira par son départ de Genève. Il faut reconnaître que la situation des rédacteurs de ce rapport est fort embarrassante. Pris entre la crainte de provoquer ce départ désastreux pour le prestige de la Société des Nations et celle d'affermir le Japon dans une position qui porte ombrage aux États-Unis, leur sort n'est pas enviable.

Les chancelleries sont manifestement préoccupées de ce qui suivra. Certaines paraissent redouter de sérieuses difficultés, et leurs préoccupations dépassent les limites de la Mandchourie. Le souvenir de la conférence de Washington pèse sur elles. Le détachement du Japon de la Société de Genève n'est pas fatalement pour lui l'isolement qui naguère encore eût pu les rassurer.

Quoi qu'il en soit, il faut attendre sans redouter le pire, sans escompter le mieux, car, suivant le mot de Frédéric le Grand, « tout le mal comme tout le bien qu'on prévoit n'arrive pas ». Il faut éviter en tout cas de tenir une solution éventuelle de l'affaire de Mandchourie comme un événement décisif. L'affaire de Mandchourie n'est, nous le répétons — et l'attitude des États-Unis le prouve, — qu'une difficulté de plus ajoutée à toutes celles qui constituent le problème du Pacifique ou de la concurrence internationale, et en particulier des États-Unis et du Japon, en Extrême-Orient.

L'INDÉPENDANCE DU THIBET

7 Octobre 1932.

Jusqu'à présent, les nouvelles du Thibet, sauf exception, se ressemblaient toutes; on y lisait comme aujourd'hui encore l'annonce d'une incursion des troupes thibétaines en territoire chinois, c'est-à-dire des troupes du Dalai-Lama, « marionnette entre les mains des Anglais qui, écrivait dernièrement la *Pravda*, encouragent volontiers le dessein de créer un « Grand-Thibet ». Les télégrammes qui, depuis juillet, nous parviennent sur les événements thibétains, et en particulier depuis le milieu de septembre, répètent « l'espoir des Thibétains de voir se réaliser l'empire du Grand-Thibet », mais elles ajoutent quelque chose de nouveau et de plus grave.

Tout en tenant compte de l'imprécision des termes et des situations politiques en Extrême-Orient, surtout à présent, on ne saurait être indifférent à l'annonce récente d'une proclamation d'indépendance du Thibet. En tout cas la nouveauté de cette année en fait d'informations thibétaines suscitera sans aucun doute des commentaires abondants dans la presse soviétique.

Dès le 20 juin 1928, la *Pravda* intitulait un article : « Le Japon en Mandchourie, l'Angleterre au Thibet », et les *Izvestia* du lendemain publiaient, sous ce titre : « L'invasion des troupes thibétaines en Chine », le télégramme Tass suivant daté de Shanghai : « Le journal *Dabounbao* signale que le Dalai-Lama a conclu un accord secret avec les Anglais. En vertu de cet accord, le Dalai-Lama ayant accordé aux Anglais le droit de développer le service postal, l'aviation et l'industrie minière, aurait reçu en échange 40 canons, 2.000 fusils et 2 millions de cartouches. Selon ce journal, les leaders militaires thibétains, qui, pour la

plupart, ont fait leurs études en Angleterre, sont des anglophiles. Le groupe anglophile se déclare pour l'invasion en Tchouanban, pour la restauration de la dynastie des Mins sur le territoire comprenant Tsinhaï et une partie de la province du Yunnan. » A quelles accusations ne faut-il pas aujourd'hui s'attendre de la part des Russes à l'égard des Anglais? Ou nous nous trompons fort, ou ces derniers seront accusés d'être les instigateurs du mouvement et de la déclaration d'indépendance du Thibet.

Nous ne saurions pour notre part émettre d'opinion à ce sujet et nous nous bornons à noter la nouvelle; ce nous est toutefois une occasion de rappeler certaines périodes qui peuvent être oubliées de la vie politique du Thibet.

Le Thibet est une possession extérieure de la Chine. Conquis par cette dernière il y a plus de deux cents ans, il fut divisé en territoires rattachés aux provinces du Yunnan et du Seu-Tchouen. En fait, l'administration séculière y exerça de tout temps l'autorité.

Ce n'est pas, à vrai dire, la première fois que le Thibet proclame son indépendance. Le 1^{er} janvier 1912, profitant de la révolution chinoise, il s'était déjà déclaré indépendant. Lorsque, au cours de la même année, Yuan Chi Kai songea à le ramener sous l'autorité de Pékin, le gouvernement britannique l'avertit par une note du 17 août qu'il tiendrait toute avance des 10.000 soldats chinois massés à cet effet en territoire thibétain pour une violation du dernier accord intervenu entre Londres et Pékin. Pékin s'engagea donc à ne pas faire dépasser à ses troupes certaines limites.

En 1919, après bien des péripéties, l'autonomie du Thibet fut reconnue à Pékin par le gouvernement chinois et les représentants du gouvernement britannique, mais le Thibet, de son côté, reconnaissait la suzeraineté de la Chine.

Il faut savoir que, par un traité signé en 1890 à Calcutta entre l'Angleterre et la Chine, à la suite d'une expédition britannique dirigée contre les Thibétains qui avaient occupé l'État hindou du Sikkim, entre le Népaul et le Bhoutan, avait commencé la pénétration

anglaise au Thibet. D'autres conventions sino-anglaises suivirent, qui soulignent le souci des Anglais de protéger les Indes. On conçoit que ce souci ne soit pas moindre depuis que le désordre règne en Chine et le bolchevisme en Russie, et que les Anglais tiennent à contenir l'un et l'autre au delà de l'Himalaya. Les Russes s'empresseront donc d'en conclure que ceux-ci jouent auprès de la population thibétaine, pour la détacher de la Chine, le rôle prêté aux Japonais auprès de la population mandchoue. Nous retrouverons là l'éternelle rivalité de l'Angleterre et de la Russie en Asie, à moins — car l'on peut tout supposer — qu'il n'y ait eu, dans les circonstances spéciales d'à présent, entente préalable sur la question thibétaine entre Londres et Moscou.

Quant à nous, nous le répétons, nous ne concluons pas. Nous soulignons seulement l'importance du fait qui, s'il prend, cette fois, toute sa valeur, c'est-à-dire si le Thibet ne reconnaît même plus la suzeraineté de la Chine, viendra s'ajouter au protectorat russe sur la Mongolie extérieure, au régime sans appellation juridique du Japon en Mandchourie, et qui, finalement, compliquera un peu plus encore le problème de la Chine, synonyme de problème du Pacifique ou de la concurrence internationale en Extrême-Orient.

1933

Tandis qu'à Genève les débats sur l'affaire de Mandchourie se déroulent et se terminent enfin par le retrait du Japon de la Société des Nations, diverses questions de politiques internationales sont soulevées en Extrême-Orient. La question de l'indépendance des Philippines reste à l'ordre du jour, celle de Mongolie assombrit l'horizon russo-japonais, celle de la reconnaissance des Soviets par les États-Unis crée un souci nouveau au gouvernement de Tokio qui trouve une compensation dans l'amélioration de ses rapports avec Nankin. Enfin le Thibet qui s'est déclaré indépendant redevient par la mort du Dalai-Lama tout dévoué aux Anglais, un champ de bataille d'influences entre ces derniers et les Russes.

LES TIERS ENTRE CHINOIS ET JAPONAIS

17 Janvier 1933.

Les questions d'Extrême-Orient sont passées devant l'opinion à un rang qu'elles n'occupaient pas il n'y a pas si longtemps. Une preuve entre autres en est dans ces fluctuations du sentiment public que l'on remarque, depuis un an et plus, à l'endroit des deux peuples jaunes intéressés dans le conflit actuel. Tantôt ce sentiment est nettement favorable aux Chinois, tantôt il l'est moins, tantôt il incline vers les Japonais. Cela démontre une fois de plus, soit dit en passant, combien la sensibilité des masses intervient dans les jugements qu'elles portent en politique, et combien s'illusionnent ceux qui croient pouvoir prévoir leurs réactions en ne tablant que sur leur intelligence.

Depuis quelques jours, exactement depuis l'affaire de Chan-Haï-Kouan, cette localité pittoresque située au pied de la Grande Muraille de Chine, et où, chaque été, les étrangers qui résident dans le nord de la Chine vont prendre des bains de mer, depuis que les Japonais l'ont transformée en champ de bataille, l'opinion de ceux-là mêmes qui voyaient précédemment en eux les organisateurs de l'ordre dans une Chine à vau-l'eau, s'est sensiblement modifiée.

L'attaque de Chan-Haï-Kouan, c'était, après l'affaire de Mandchourie, l'affaire du Jehol qui commençait, cette affaire dont il avait du reste été parlé au milieu de 1932, mais qui, à la suite de certaines critiques venues de l'étranger et sévères pour le Japon, était retombée dans l'ombre; c'était du moins la preuve que le Japon ne retirait rien de ce qu'il avait dit à cette époque : le Jehol fait corps avec la Mandchourie, et, conformément à son accord avec le Mandchoukouo, l'empire du Soleil-Levant se considère comme tenu de le défendre contre toute invasion des armées d'une

puissance quelconque. Or, devant la concentration de troupes chinoises opérée par Tchang Sue Liang et après avertissement des autorités japonaises à ce dernier, il était fatal que le déclic japonais se produisît, et il s'est produit. Mais l'opinion publique, dont la sensibilité latente s'émousse sur un objet déterminé aussi vite qu'elle s'aiguise, avait oublié les premiers propos tenus sur le Jehol et fut une fois de plus surprise quand l'événement eut lieu.

De nouveau les Japonais eurent à se défendre contre les intentions qu'à tort ou à raison on leur prêtait généreusement, et on les entendit déclarer *urbi et orbi* qu'ils ne songeaient nullement à marcher sur Tien-Tsin et Pékin et à faire main basse sur la Chine du nord.

Nous n'essayerons pas pour le moment de faire le point et de peser le pour et le contre d'une opinion que nous connaissons de longue date, nous voulons seulement à présent souligner la tournure très nette qu'à prise le sentiment public à l'égard du Japon, en face des événements d'hier.

Que le Jehol avec ses 217.000 kilomètres carrés et ses 6 millions et demi d'habitants fasse partie intégrante de la Mandchourie, qu'il soit au contraire, comme on l'apprenait autrefois, région de la Mongolie intérieure, rattachée d'abord à la province du Tchili, puis constituée par décret du 6 juillet 1914 en unité administrative indépendante en même temps que d'autres régions voisines, ce n'est guère cela qui préoccupe l'opinion, nous ajouterions volontiers : pas même le sort qui dans les circonstances actuelles attend cette terre lointaine au nom sonore comme un appel ou une réclame; ce qui l'inquiète c'est l'engrenage éventuel des faits, la conséquence que peut avoir la présence de troupes japonaises dans cette région montagneuse qui domine la province où se trouve Pékin. Autrement dit, elle redoute soudain les complications internationales dont la menace lui semble plus précise qu'hier; elle sent très bien qu'un objectif tel que Pékin est autre chose qu'un objectif tel que Jehol, voire même Moukden. Elle s'inquiète d'autant plus qu'elle a aujourd'hui perdu tout espoir de voir Genève arrêter les événements d'Extrême-Orient, et qu'elle ne compte

plus que sur les parties elles-mêmes intéressées directement au conflit pour le régler ou du moins le faire cesser effectivement entre elles.

Aucun progrès à cet égard ne semble avoir été fait depuis le début de l'affaire, malgré les espoirs qu'on avait pu concevoir lors de la publication du rapport Lytton. On entend beaucoup, depuis quelque temps, parler de la force d'inertie de la Chine. Sans doute la force d'inertie est toujours redoutable, quand les circonstances l'autorisent et qu'elle est habilement maniée; mais l'inertie n'est pas nécessairement une force. Il paraît évident que tant que durera le litige, — un litige qui s'accompagne d'opérations militaires qui ressemblent singulièrement à une guerre, — les Japonais seront tentés d'aller de l'avant; les circonstances actuelles leur laissent les mains libres, et le danger que constitue leur avance n'en est que plus réel.

A notre avis, à ne considérer que le moment présent, engager les Chinois à entrer directement en négociations avec les Japonais sans y être contraints par ces derniers, mais sur les suggestions de tiers, est certainement faire œuvre prudente. Que les tiers appartiennent à la Société des Nations et s'appuient sur le rapport Lytton, ou qu'en dehors d'elle ils représentent telle ou telle puissance, il importe peu.

Mais, précisément, parce que nous savons toute la différence qu'il y a entre les Orientaux et nous, nous ne croyons pas indispensable un règlement définitif du conflit. La temporisation, la remise à plus tard du règlement est pour nous presque aussi souhaitable. Outre que le temps, ce grand maître, calmera les esprits, il montrera jusqu'où se justifient les points de vue officiels des deux parties ou, ce qui revient au même, jusqu'à quel point la prétention du Mandchoukouo à être indépendant est raisonnable.

LE PROJET D'INDÉPENDANCE DES PHILIPPINES

7 février 1933.

Pour la seconde fois depuis qu'a éclaté le conflit sino-japonais, la question de l'indépendance des Philippines a été durant quelques heures « d'actualité ». La première fois, ce fut au mois d'avril dernier. A cette époque, la Chambre américaine des représentants adoptait par 306 voix contre 47 un projet de loi accordant l'indépendance aux îles Philippines dans un délai de huit années.

La forte majorité de ce vote provenait de ce que les producteurs américains de l'Ouest, de la Floride et de Cuba, dont les produits étaient concurrencés par les importations de l'archipel admises en franchise, notamment le sucre, s'étaient joints aux hommes politiques partisans de l'indépendance. En effet, le projet voté comportait une clause qui limitait dans une large mesure les importations des Philippines pendant la période de transition de huit ans. A l'expiration de ce délai, le tarif général devait être appliqué à tous les produits philippins au même titre qu'aux autres pays étrangers.

Mais, si l'on comprenait qu'en pleine crise économique les députés américains voulussent aider leurs électeurs à combattre la concurrence des Philippines, quelques mois surtout avant les élections, il ne paraissait pas moins naturel que le gouvernement fit opposition au nom des intérêts politiques. De fait, le projet fut vivement combattu par le président Hoover et le secrétaire d'Etat, M. Stimson, qui redoutaient qu'à l'autorité américaine ne succédât aux Philippines celle du Japon, vu la proximité de ce dernier, le nombre des

planteurs japonais déjà installés dans les îles et enfin l'état social dans lequel se trouvent encore celles-ci.

Il y avait d'ailleurs mieux : le désir de séparation exprimé par la Chambre des représentants était loin d'être partagé par tous les habitants des îles. Les États-Unis sont les meilleurs clients des Philippins, en même temps que leurs principaux fournisseurs. Si des tarifs douaniers prohibitifs étaient créés entre les deux pays, les îles seraient en proie à une crise économique profonde, faute de débouchés, considération bien faite pour détourner du projet de nombreux hommes d'affaires et pour modérer les désirs même des partisans de l'indépendance.

Malgré tout, l'idée fit son chemin, et, après la Chambre des représentants, le Sénat américain, après avoir voté, en décembre dernier, un texte légèrement différent de celui de la Chambre, passait outre, en janvier, comme cette dernière, au veto du président et votait, par 66 voix contre 26, le projet de loi relatif à l'indépendance des Philippines.

Adopté par le Congrès, le projet de loi a force de loi. Il accorde leur indépendance aux Philippines dans un délai non plus de huit ans, mais de dix ans, à condition toutefois que le Parlement philippin accepte la dite loi d'ici à un an. Dès le début de la période de transition, qui ne s'ouvrira que dans deux ans, pendant lesquels une Convention philippine devra voter une Constitution, des produits philippins seront frappés à leur entrée aux États-Unis et certains autres soumis à un contingentement. Enfin, cinquante Philippins seulement seront admis annuellement aux États-Unis.

Ces perspectives, qui montrent clairement les raisons véritables des votes du Congrès, ont déjà produit leur effet sur la Chambre philippine, qui s'est prononcée contre le projet, en attendant que le Sénat philippin en fasse autant.

La question de l'indépendance des Philippines n'est donc pas résolue et l'on en parlera longtemps encore. Ce qui pour l'instant nous intéresse en cette affaire, c'est moins le désir des uns et les conditions que mettent les autres à le satisfaire que les intérêts internationaux qui gravitent autour, surtout au moment où

se déroulent, tant à Genève qu'en Extrême-Orient, des événements qui donnent à l'affaire un relief particulier. Alors que le gouvernement des États-Unis s'efforce de démontrer au peuple américain l'utilité de maintenir sa souveraineté aux Philippines à cause d'un voisinage inquiétant, on le sent anxieux de ce qu'il adviendra des débats de Genève entre Chinois et Japonais. Les paroles prononcées dernièrement par M. Roosevelt à ce sujet créent un parallèle assez significatif avec le veto de M. Hoover touchant les Philippines.

Soucieux, malgré tout, de réserver l'avenir de la manière la plus efficace, le Congrès, tout en donnant dans son projet l'indépendance aux Philippines, reconnaît explicitement aux États-Unis le droit de maintenir à perpétuité dans ces îles des bases militaires et navales. Il se retrouve là avec le gouvernement, et cela prouve davantage encore, s'il était nécessaire, qu'il ne s'est agi de sa part que d'une manœuvre. En réalité, la question reste entière, et, à moins que n'interviennent des événements qui échappent à la maîtrise des États-Unis, la date de l'indépendance des Philippines n'est pas même à prévoir.

Les Japonais ne s'y trompent certainement pas, ce qui n'empêche pas les milieux officiels japonais, dit une dépêche de Tokio du 18 janvier, d'accueillir avec satisfaction un projet « qui indique que la nouvelle politique américaine en Extrême-Orient est de laisser le maintien de la paix aux bons soins des Asiatiques ».

DES NUAGES SUR LA MONGOLIE

16 Mai 1933.

Dans un article de la *Revue de Paris* qui remonte au début de 1930, le lieutenant-colonel Favre, bien connu des milieux asiatiques, écrivait ceci : « En résumé, les Russes sont à Ourga, et tiennent la Mongolie extérieure, menaçant Pékin. Ils dominaient dans la Mandchourie du Nord, grâce au chemin de fer de l'Est chinois, et le conflit récent (1929) n'est qu'une réaction de la Chine contre une emprise russe trop peu masquée. Les Anglais sont les maîtres effectifs du Thibet. Les Japonais dominant la Mandchourie du Sud comme les Russes dominaient au Nord, et possèdent la Corée. Les États-Unis sont partout, observant dans des positions solides, et prêts à profiter d'une occasion favorable. Par là sont posés trois problèmes d'actualité : la question mongole, la question thibétaine, la question mandchourienne. Ces problèmes vitaux, la Chine aura à les résoudre dès qu'elle sera sortie du chaos présent ».

Les circonstances n'ont pas permis que la Chine fût sortie du chaos avant que la question de Mandchourie fût sinon résolue, du moins traitée à fond. La question thibétaine a fait moins de bruit, et l'annonce d'une proclamation d'indépendance du Thibet, à l'automne de 1932, en plein conflit sino-japonais, n'eut que peu d'écho dans la presse mondiale. Cela ne veut pas dire que la question n'ait fait aucun progrès dans un sens profitable aux Anglais. Quant à la question de Mongolie, après des péripéties qui se sont terminées par le traité sino-soviétique du 31 mai 1924 exactement comme le lieutenant-colonel Favre le rappelle, il n'en a guère été parlé depuis cette date jusqu'à ces tout derniers jours. Nous avons nous-même exposé la ques-

tion en août 1931, époque à laquelle la nouvelle nous parvint que des capitalistes nippons s'assuraient la possession de vastes domaines en Mongolie intérieure, afin d'y faire de l'élevage. Nous rappelions que, le 1^{er} janvier 1912, la Mongolie, qui est avec la Mandchourie, le Turkestan chinois et le Thibet l'enveloppe du noyau chinois primitif agrandi peu à peu jusqu'aux dix-huit provinces, ou plus justement, comme dit Granet, du « groupement de civilisation » du Honan, du Chensi et du Chansi, profitant de la révolution chinoise, s'était déclarée indépendante. En novembre de la même année, elle signait à Ourga avec la Russie une convention reconnaissant l'autonomie de son territoire septentrional, qui, sous le nom de Mongolie extérieure, comprenait plus des deux tiers du pays et s'étendait, en bordure de la Sibérie, au-dessus de la Mongolie dite intérieure.

Cependant, d'accord avec la Russie, la Chine put replacer toute la Mongolie sous sa suzeraineté, le 7 juin 1915. En 1922, nouvelle proclamation d'indépendance de la Mongolie extérieure. Mais des troupes russes, qui à la faveur des circonstances sont entrées à Ourga, ville principale, en 1921, s'y maintiennent. Enfin en 1924 la souveraineté absolue de la Chine sur la Mongolie extérieure est bien rétablie une fois de plus, mais en fait les troupes russes demeurent à Ourga, les Soviets y font la loi, et la propagande russe ne cesse de s'exercer pour que la Mongolie intérieure et la Mongolie extérieure soient réunies en une « grand Mongolie » constituée en république sous l'égide de Moscou.

Mais l'obstacle aux visées russes sur la Mongolie intérieure, c'est le Japon. Dès 1915, parmi ses fameuses vingt et une demandes à la Chine, le Japon n'a pas caché ses propres visées sur la Mongolie intérieure. Il s'y faisait réserver l'exploitation des mines et la construction des chemins de fer, le droit de « commercer, s'établir et acheter des terrains ». On sait que devant l'émotion causée en Angleterre par ses demandes, il réduisit considérablement ces dernières, et rien de grave à vrai dire ne révéla de sa part, au cours des années qui suivirent, une action inquiétante en Mongolie intérieure.

Ce n'est, nous le répétons, que dans l'été de 1931 que les Japonais parurent désireux d'y essayer de grandes exploitations. Ils justifiaient leurs intentions par le principe de la « porte ouverte » et « des chances égales pour tous » reconnu par les puissances en Chine et dans les possessions extérieures de la Chine.

Aussitôt, Russes et Chinois se montrèrent inquiets et nerveux; mais, comme ce devait être le cas pour l'indépendance du Thibet proclamée quelques semaines plus tard, le conflit sino-japonais de Mandchourie, qui occupait le premier plan des préoccupations des uns et des autres, détourna l'attention de la Mongolie.

On n'est pas sans avoir remarqué l'attitude quasi indifférente des Soviets pendant la plus grande partie de ce conflit, et le ton modéré des notes diplomatiques échangées entre Moscou et Tokio quand les troupes japonaises à la poursuite du général Ma, au nom exceptionnellement facile à retenir, pénétrèrent à Tsitsikar, dans la zone dite russe de la Mandchourie septentrionale. Au contraire, depuis qu'une certaine agitation a été signalée parmi les Mongols au nord et à l'ouest de Dolon-nor, depuis qu'un télégramme de Pékin du 31 mars a annoncé qu'une « troupe de 400 cavaliers mongols conduite par des officiers japonais » avait fait son apparition dans ces parages, les relations russo-japonaises sont moins bonnes que précédemment. On sent, comme au milieu de 1931, de la nervosité chez les Russes, de l'inquiétude et de la mauvaise humeur qui se traduisent dans des difficultés créées tout à coup comme à plaisir à la frontière orientale de la Mandchourie, et qui se sont accentuées depuis que des troupes japonaises auraient occupé Dolon-nor.

Cette ville se trouve au nord de la région de la Mongolie intérieure appelée Tchahar, qui s'étend à l'ouest du Jéhol. Rattachée d'abord aux provinces chinoises du Chansi et du Tchili, cette région fut constituée par décret du 6 juillet 1914 en unité administrative indépendante. Sa capitale est Kalgan, située à 175 kilomètres à peine, à vol d'oiseau, au nord-ouest de Pékin.

Si la nouvelle de l'entrée des Japonais à Dolon-nor est exacte, l'on peut supposer que, étant donné la posi-

tion géographique du Tchahar, les Japonais veulent de là faire pression sur le gouvernement de Nankin. Leur cavalerie aurait même déjà dépassé la ville, et l'on s'attendrait à Nankin à une prochaine attaque de Kalgan. Pourtant, des nouvelles toutes récentes nous font espérer que la nervosité des Russes et l'inquiétude des Chinois ne s'aggraveront pas, et que la Mongolie intérieure ne donnera pas lieu à un nouveau conflit en Extrême-Orient. Si les Japonais ont déjà des installations en Mongolie intérieure, nous ne pensons pas qu'ils veuillent davantage aujourd'hui. En tout cas, le gouvernement chinois a décidé, lors de la présence à Pékin du bouddha vivant de la Mongolie intérieure et du Panchen Lama du Thibet, en décembre 1932, de poursuivre en Mongolie et aussi au Thibet une nouvelle politique, pacifique, bienveillante, et en même temps plus active que par le passé.

LA COLLABORATION DE LA S. D. N. AVEC LA CHINE

3 Août 1933.

Au mois de mai 1931, la Chine ayant proposé au conseil de la Société des Nations une collaboration qui s'étendrait à divers domaines de son économie, tels que l'hygiène, le transit, les finances, l'instruction publique; un comité fut créé par le conseil, et tout récemment le directeur de la section d'hygiène de la Société des Nations fut attaché pour une période d'un an au conseil économique de Chine. Précédemment, un certain nombre d'experts techniques ont été envoyés en Chine, soit comme fonctionnaires de la Société des Nations, soit nommés par le gouvernement chinois lui-même.

Ces nominations n'ont pas été sans créer quelque méfiance en Chine, et un télégramme du milieu de juillet annonçait que le gouvernement de Nankin avait dû déclarer à la presse « que la coopération entre la Société des Nations et la Chine serait seulement technique, et non politique, et ne jouerait que sur la demande de la Chine ».

Du côté du Japon, autre crainte : « Les milieux officiels japonais, dit une dépêche de Tokio du 20 juillet, craignent que si le concours de la Société des Nations sortait du rôle purement technique indiqué par le projet et prenait un caractère politique, comme ce serait le cas si la Société des Nations s'immisçait dans l'administration des provinces chinoises ou leur accordait officieusement des prêts, le projet en question n'aboutisse en fait à l'établissement d'un contrôle international sur la Chine. »

D'aucuns déclarent que ces réserves, en apparence prochinoises, cachent mal l'inquiétude de voir passer

à d'autres un contrôle que les Japonais ambitionnent pour eux-mêmes. Cependant, eussent-ils en vue une politique proasiatique et non point exclusive, ils les eussent faites de la même manière. Toujours est-il que la Chine a préféré la coopération de la Société des Nations à celle qu'ils lui ont proposée et lui proposent encore. Libre à elle. Souhaitons-lui de trouver auprès de l'institution de Genève, pour ses intérêts économiques, ce que, dans l'ordre politique, elle a en vain cherché pendant ces deux dernières années. Il est, en effet, hautement désirable que, par un moyen ou par un autre, ce grand pays s'améliore.

Depuis qu'elle est en relations avec le dehors, la Chine entretient, sous des formes variées, des conseillers étrangers. Certains de ces conseillers lui ont rendu de réels services. Beaucoup ne lui en ont rendu aucun. Elle le sait, mais les conseillers entrent dans la firme « Chine » au compte des frais généraux, parce que c'est pour celle-ci un contact qui donne de la « face » et qui, mieux encore, ménage des appuis en toutes circonstances et peut enfin, s'il le faut, neutraliser des ambitions excessives, conformément au principe cher à l'ancienne monarchie austro-hongroise : *divide ut imperes*.

Mais tout cela n'est que politique négative et non point constructive. Quel que soit le conseil et le conseiller, au moment de l'action, la conception redevient chinoise. On écoute le conseiller parce qu'avant tout la politesse l'exige : on le comprend parce que l'intelligence ne fait pas défaut aux Chinois, mais le plus souvent on en reste là. Maintenant que la Société des Nations semble devoir fournir les conseillers, ces derniers doivent savoir cela afin de ne pas se faire trop d'illusions sur les résultats à espérer et pour que leurs conseils ne soient pas trop absolus. La souplesse et l'élasticité en assureront le succès plus que la rigueur au pays de l'« à peu près », *tcha pou touo*, comme disent les Chinois.

Naturellement, les Japonais connaissent admirablement cette psychologie. C'est pourquoi une collaboration sino-japonaise aura des résultats pratiques, constructifs, certains, qu'une collaboration sino-européenne ou américaine n'aura pas toujours. On n'en est

pas encore à la première, mais on y viendra. Les Japonais, avons-nous dit, la proposent. On y pense de plus en plus dans les milieux politiques chinois. Des télégrammes d'Extrême-Orient annonçaient, au milieu de mai que « certains milieux cantonnais considéraient que seule une doctrine asiatique de Monroe pouvait tirer la Chine du désordre dans lequel elle se trouve ». Un mouvement en faveur de « l'Asie aux Asiatiques », disaient ces dépêches, se développe parmi les membres du Kouomintang du Sud-Ouest, le groupement de propagande des marchands des mers du Sud, et la société des étudiants retour du Japon. Les adhérents au mouvement se groupent sous l'appellation de « Comité préparatoire de la société panasiatique ». Des tracts expliquent qu'ils cherchent à créer une « Ligue de la plus grande Asie par la reconnaissance immédiate du Mandchoukouo par la Chine et par une coopération ultérieure de la Chine, du Mandchoukouo et du Japon ». Ils tiennent enfin à revenir au confucisme.

Presque en même temps, le *Min Pao*, également de Shanghai, déclarait que la plus grande faute du système d'éducation qu'on appliquait en Chine depuis une trentaine d'années était d'avoir délaissé totalement les avantages de la civilisation chinoise pour s'adonner superficiellement aux principes des autres nations. « Il importe, concluait ce journal, qu'on sache assimiler d'une façon pratique les connaissances utiles des autres pays, tout en sachant conserver à la Chine un caractère national et indépendant .»

Tout cela est à noter soigneusement, bien qu'aujourd'hui il ne soit officiellement question que de collaboration internationale.

LES AMÉRICAINS ET L'ASIE

2 Novembre 1933.

La nouvelle que des conversations vont avoir lieu en vue de la reconnaissance des Soviets par les États-Unis a déjà fait couler beaucoup d'encre. Qu'il nous soit permis, cependant, d'ajouter quelques réflexions à celles qui ont été faites, et qui, pour la plupart, nous ont paru d'un pessimisme pour le moins prématuré.

D'abord les Japonais n'ont aucune illusion : le mobile qui aura fait agir les Américains, s'ils reconnaissent les Soviets, est un mobile politique. C'est contre le Japon que l'accord avec Moscou est recherché; suite naturelle du travail accompli sous main à Genève pendant les débats sino-japonais. Ce n'est pas après dix-sept ans d'attente que les Américains ont découvert tout à coup un intérêt économique à la reconnaissance du gouvernement de Moscou. Sans doute ils espèrent faire des affaires en Russie — où n'en fait-on pas ? — mais leurs espérances sont modérées. Ils ont noté au cours des années passées les déceptions éprouvées par les pays qui s'étaient fait illusion sur le trafic avec l'Union soviétique. Ils ne les ont pas oubliées; mais leur politique à l'égard du Japon, depuis la conférence de Washington, ne cesse d'être une politique d'expédients destinés à retarder le conflit qu'ils sentent fatal. Expédient donc la conférence de Washington en 1922, expédient l'« Immigration Act » en 1924, expédient l'éloignement du Japon de Genève, c'est-à-dire de ses appuis européens éventuels, en 1933, expédient encore l'accord avec la Russie...

Mais l'expédient, sans efficacité véritable et sans effet durable par définition, offre par-dessus le marché cette fois un inconvénient auquel les Américains

passent outre avec une désinvolture qu'ils auraient pu se permettre autrefois, mais qui maintenant, vu les difficultés économiques dans lesquelles ils se débattent, peut paraître assez dangereuse. Ont-ils pensé à tout ce à quoi les Soviets devraient renoncer, à tout ce qu'ils devraient laisser à la porte avant d'entrer? Evidemment il serait bien entendu qu'aucune propagande communiste ne serait tolérée; mais les hommes de Moscou n'emportent-ils pas leurs théories à la semelle de leurs souliers, et partout où ils entrent le poison soviétique ne s'infiltré-t-il pas avec eux? Est-ce le moment pour les Américains de risquer la contamination?

Au fait, le président Roosevelt n'a encore rien décidé...

Les Russes, eux, ne demandent naturellement qu'à être reconnus; après quoi ils régleront leurs achats aux États-Unis comme ils le pourront. Car de ventes il ne saurait être question qu'en quantités infimes, les États-Unis produisant la plupart des produits que peut exporter l'Union soviétique. Mais, pour l'instant, les affaires passent dans l'esprit des Russes au second plan. L'invitation américaine les intéresse surtout à un autre point de vue. Elle leur arrive au moment où ils recourent de tous côtés à la diplomatie pour apaiser les craintes que le communisme a partout éveillées. Tel est pour eux l'immense intérêt de l'avance américaine qu'elle répond ainsi exactement à la politique qu'ils inaugurent; de plus elle leur permet de prendre par aubaine aujourd'hui devant le Japon une attitude qu'ils n'avaient pas hier, dans les nombreux règlements qui sont en cours entre eux et ce pays.

Mais de là à attaquer ce dernier, il y a de la marge! Nous allons plus loin. Nous pensons que l'Amérique, en se rapprochant de la Russie pour la raison que celle-ci n'ignore pas, la met plutôt en garde et lui montre plutôt ce qu'elle doit éviter. La Russie s'est battue avec le Japon pour elle-même, pour sa situation en Asie. Si elle devait recommencer, ce serait pour le même but; mais elle ne se battra pas pour les États-Unis. Or elle sait que dorénavant, depuis que ceux-ci cherchent des débouchés en Asie, elle ne peut plus se battre avec le Japon sans faire le jeu des Américains.

En effet, quelle que soit l'issue de la guerre, c'est pour ces derniers l'affaiblissement d'un concurrent en Asie.

Les Américains ne sont pas pour le moment plus désireux que les Russes d'entrer en guerre. Pourtant leur accord éventuel avec les Soviets est une précaution d'ordre politique et militaire. On sait qu'au début du conflit sino-japonais, s'ils avaient trouvé les concours militaires désirables contre le Japon, ils étaient décidés à engager le fer. Ce n'est pas l'aide de la Russie qui peut les jeter à présent dans une pareille aventure. Mais l'idée demeure, elle est chez eux à l'état latent; elle s'imposerait vite à leur volonté agissante si les circonstances leur paraissaient favorables.

Les Japonais le savent, et c'est peut-être là que réside le véritable danger du moment en Asie.

Les discours du ministre de la guerre japonais, expression la plus fidèle de l'esprit qui souffle actuellement au Japon, avertissent clairement que l'empire du Soleil-Levant est décidé à suivre son programme politique en Asie sans s'en laisser détourner par quoi que ce soit, et sans reculer même devant la guerre pour prévenir ou surmonter les difficultés et les obstacles.

Certains prétendent que la reconnaissance des Soviets par les Américains serait pour les Chinois un encouragement contre les Japonais. Est-ce bien sûr? Les Chinois n'ont pas trouvé que l'aide des Américains pendant leur conflit avec le Japon ait été suffisante. Ils s'attendaient à mieux de leur part. L'accord en perspective n'aura peut-être pas sur eux l'effet qu'escomptent les Américains, mais il pourrait bien, au contraire, accentuer par réaction l'amélioration évidente de leurs rapports avec les Japonais.

En résumé, nous continuons à ne pas redouter un conflit russo-japonais, même si les Soviets sont reconnus par le gouvernement des États-Unis. Tout au plus cette reconnaissance donnerait-elle aux Russes plus d'assurance dans les conversations qu'ils ont engagées avec le Japon et le Mandchoukouo sur quantité de points.

LES RAPPORTS ACTUELS DE LA CHINE ET DU JAPON

18 Décembre 1933.

Voilà plusieurs mois que les gouvernements de Nankin et de Tokio cherchent à régler un certain nombre de questions relatives au Mandchoukouo. Aucun doute n'est permis à cet égard. Des télégrammes ont donné des précisions. C'est ainsi qu'un télégramme de Pékin du 19 octobre dernier, annonçant tout d'abord l'arrivée dans cette ville de M. Ariyoshi, ministre du Japon à Nankin, énumérait ensuite les points suivants sur lesquels ce dernier allait s'entretenir avec le général Houang Fou, délégué du gouvernement de Nankin dans le Nord et président du conseil politique de Pékin :

- 1° La liberté de la navigation sur la rivière de Luan;
- 2° Règlement postal entre l'Etat mandchou et la Chine;
- 3° Création de trains directs entre Pékin et Moukden;
- 4° Occupation par une garnison chinoise des passes de la Grande Muraille;
- 5° Communications par terre et par air;
- 6° Établissement de barrières douanières aux passes de la Grande Muraille;
- 7° Maintien de l'ordre dans la zone démilitarisée.

En somme, depuis la trêve de Tangkou du 31 mai dernier, les relations entre les gouvernements de Nankin et de Tokio se sont améliorées.

Le *Journal de Shanghai* du 24 août écrivait, sous la signature d'« Un Chinois » : « Incontestablement, la situation des relations sino-japonaise s'est améliorée et n'a pu l'être que grâce à l'application d'une politique en vue d'arrondir les angles... On ne parle guère

depuis le commencement de l'année, de la Mandchourie dont le nom figure rarement dans les journaux chinois. Nos confrères s'abstiennent d'employer le mot « ennemi » en parlant du Japon, et les bruyantes associations anti-japonaises ont mis depuis plusieurs mois une sourdine à leur propagande pour la reprise du territoire perdu ». Et le rédacteur de l'article écrivait en terminant qu'il voyait chez les Chinois et les Japonais « l'intention d'arriver le plus vite possible à un certain *modus vivendi* avant l'accord définitif »; c'est-à-dire que la reconnaissance du Mandchoukouo par la Chine n'aurait pas lieu, mais que certaines questions seraient pratiquement traitées comme si cette reconnaissance avait eu lieu.

Depuis l'entrevue d'octobre Ariyoshi-Houang Fou, il y en eut une autre, à la fin de la première semaine de novembre, entre le même Houang Fou et le général Okamoura, sous-chef de l'État-Major de l'armée japonaise de Port-Arthur et de Dairen (armée du Kouan-Toung). Cette entrevue d'après les dépêches qui en faisaient part, fut consacrée à discuter les annexes à la trêve de Tangkou. Enfin le 2 décembre, c'était l'attaché militaire japonais en Chine qui avec un délégué du gouvernement de Nankin se rendait auprès de Houang Fou. « Dans les milieux bien informés, ajoutait le télégramme de Pékin qui annonçait l'entrevue, on estime que les porte-paroles de la Chine insisteront pour ignorer le Mandchoukouo et pour traiter seulement avec le Japon ». Cette dernière phrase disait bien ce dont il s'agissait. Houang Fou, d'après une information de Shanghai, a même tout dernièrement « insisté auprès de Nankin sur les inconvénients qu'il y aurait à retarder davantage les pourparlers qu'il a entamés avec les représentants japonais sur les douanes, la poste et les communications ferroviaires, et qu'une forte opposition avait fait interrompre ».

En effet — et ici nous sommes d'accord avec des personnes qui nient tout rapprochement sino-japonais — des éléments chinois d'opposition sont parvenus sinon à faire rompre ou même suspendre officiellement les pourparlers de Nankin, du moins à les interrompre en fait. Pour ces opposants aucune conversa-

tion, par conséquent aucun rapprochement n'est possible avec le Japon. Mais ce serait aller contre l'évidence que de nier l'autre courant, officiel celui-là, qui est pour une conversation d'ailleurs commencée comme on vient de le voir.

A son retour récent de Chine, M. Pelliot, le savant sinologue, professeur au Collège de France, qui connaît admirablement la psychologie des Chinois, déclarait que le triumvirat Tchiang Kai Chek, T.-V. Soung et Ouang Tching Ouei paraissait s'acheminer vers une politique d'où sortirait vraisemblablement un « rapprochement sino-japonais ». Il fut un temps qui n'est pas loin où M.T.-V. Soung, qui avait assez longtemps respiré l'air de Genève n'était pas enclin à s'acheminer vers cette politique. Les télégrammes parvenus d'Extrême-Orient au cours de son voyage de retour en Chine, ont plus d'une fois laissé percer les efforts de ses deux collègues pour le rallier à leur raisonnable point de vue.

Toutefois ce que nous voyons faire au gouvernement de Nankin c'est simplement d'essayer de prendre avec les Japonais des dispositions pratiques au sujet de Mandchoukouo. A cela se borne leur politique; mais on conviendra que des gens qui, déjà, cherchent à s'entendre pour des fins qu'ils jugent nécessaires, ne sont pas aussi loin les uns des autres que certains le prétendent. Il existe en tout cas une notable différence entre eux et les éléments chinois d'opposition dont nous avons parlé. Ajoutons, ce qui n'est pas négligeable, que les capitaux chinois se placent actuellement dans le Mandchoukouo. Le Chinois, essentiellement pratique, sait placer son argent.

Jusqu'où ira le commencement de rapprochement sino-japonais qui se dessine à l'horizon? Nous le verrons bien. A chaque jour suffit sa peine.

LES INFLUENCES ÉTRANGÈRES AU THIBET

30 *Décembre* 1933.

Le Grand Lama est mort! Il y a dans cette nouvelle comme une réminiscence antique, et l'on se plaît à imaginer des milliers de religieux lamaïques poussant leur plainte sinistre dans les chemins sonores du montagneux Thibet.

La réalité est certainement moins grandiose, bien que pareil événement ait d'abord des conséquences locales d'une certaine importance, et qu'ensuite il se prête à des conjectures de politique internationale d'un grand intérêt pour certaines puissances.

Il ne fait de doute pour personne que le Dalaï-Lama qui vient de mourir avait conclu avec les Anglais, désireux, comme on le sait également, d'étendre leur influence au Thibet, un accord qui facilitait les affaires de ces derniers. Aussi lorsque le Dalaï-Lama, à la fin de l'été de 1932, se proclama indépendant, les Anglais, à tort ou à raison, furent-ils accusés par les Chinois d'être les instigateurs de ce geste qui faisait perdre à la Chine sa possession extérieure du Thibet, comme elle était en train de perdre sa possession extérieure de Mandchourie et comme elle avait perdu un peu plus tôt, du fait des Russes, sa possession de Mongolie extérieure — sans que d'ailleurs la Société des Nations s'en fût indignée le moins.

A vrai dire, ce n'était pas la première fois que le Thibet proclamait son indépendance. En 1912, profitant de la révolution chinoise, il s'était déjà déclaré indépendant. Lorsque au cours de la même année Pékin songea à le ramener sous son autorité, le gouvernement britannique l'avertit qu'il tiendrait toute avance des troupes chinoises pour une violation du dernier accord intervenu entre eux au sujet du Thibet.

En 1919, l'autonomie du Thibet fut reconnue par le gouvernement chinois et les représentants du gouvernement britannique; mais le Thibet, de son côté, reconnaissait la suzeraineté de la Chine.

Rien de marquant ne se passa au Thibet depuis cette époque jusqu'à la proclamation d'indépendance de 1932. Des incursions de troupes thibétaines dans la province limitrophe du Seu-Tchouen, c'est-à-dire en territoire chinois proprement dit, ne furent même pas repoussées, malgré les ordres du gouvernement de Nankin, à cause des dissensions existant entre le gouvernement et les généraux du Seu-Tchouen. La proclamation d'indépendance même fit peu de bruit, et l'on peut s'étonner de n'avoir pas entendu les Russes accuser hautement les Anglais d'en avoir été les promoteurs.

Toutes les explications de l'attitude des Russes en cette affaire sont permises; nous l'avons écrit au moment même où l'événement avait lieu. Dès cette époque, le silence des journaux russes tels que la *Pravda*, les *Izvestia*, si chatouilleux d'ordinaire, nous avait surpris. Nous sommes enclin à présent à l'expliquer par un accord préalable et secret entre Moscou et Londres comme d'aucuns pensent qu'il y en eut un, en 1931, entre Moscou et Tokio, qui expliquerait la protestation platonique des Russes lors de l'occupation de Kharbine et de Tsitsikar par les troupes japonaises au cours du conflit sino-japonais. Moscou se serait engagé à ne pas gêner le Japon en Mandchourie et en Mongolie intérieure, à charge par celui-ci de ne pas gêner Moscou en Mongolie extérieure, en Dzoungarie et au Sin-Kiang ou Turkestan chinois.

Des télégrammes ont signalé depuis assez longtemps l'activité des Soviets au Sin-Kiang, où l'ancien ministre des affaires étrangères du gouvernement de Nankin, M. Lo Wen Kan, avait été envoyé en mission afin de se rendre un compte exact du désir d'indépendance que manifestait, paraît-il, la population. Il est à remarquer qu'à peu près à la même époque les populations de Mandchourie, du Thibet et du Turkestan chinois ont été saisies à la fois d'une subite et irrépressible frénésie d'indépendance. Phénomène extraordinaire!... Il est à présumer qu'à la faveur des embarras

dans lesquels s'est débattue la Chine en 1932 tant à Genève qu'en Mandchourie, ses possessions extérieures ont été travaillées par des influences étrangères.

L'on comprendra, après ce qu'on vient de lire, que la mort du Grand Lama puisse intéresser d'autres peuples que les Chinois, mais aussi les Anglais et les Russes. Le nouveau sera-t-il aussi souple entre les mains des Anglais que son prédécesseur? Sera-t-il disposé à confier aux Anglais le développement du Thibet comme le fit celui-ci? Le bruit court que le Grand Lama fut empoisonné par les prêtres lamaïques, gardiens jaloux des traditions ancestrales, et indignés de ses innovations européennes; mais aucune preuve n'a été donnée de cet empoisonnement.

Quoi qu'il en soit l'Angleterre perd en lui une sorte de souverain à sa dévotion et il est clair qu'elle fera tout ce qui dépendra d'elle pour conserver la même influence sur son successeur. S'il existe vraiment entre elle et la Russie un accord du genre de celui que nous avons indiqué plus haut entre la Russie et le Japon, la chose ne sera pas impossible; si cet accord n'existe pas, la mort du Dalaï-Lama peut être l'occasion pour les Russes d'étendre leur propagande au delà des limites méridionales du Sin-Kiang, dans les régions thibétaines limitrophes qui touchent en même temps à l'Inde. Là est pour Londres le point sensible. Si elle cherche à avoir une situation au Thibet, c'est pour mettre une barrière entre les bolchevistes et l'Inde. Elle redoute avec raison l'infiltration du bolchevisme aux Indes où elle a déjà à faire front à pas mal de difficultés.

Quant à la Chine, qui en cette affaire est en droit la principale intéressée, il semble qu'en fait tout doive se régler sur elle, tant l'état politique dans lequel elle se trouve lui rend impossible toute intervention efficace. Tout ce qu'elle a pu faire dernièrement a été de décider qu'une politique nouvelle allait être appliquée au Thibet.

Sans vouloir être pessimiste, notre avis est que les possessions extérieures de la Chine lui échappent les unes après les autres. A dire vrai, depuis la fin de l'empire lesdites possessions ne le sont plus que de

nom. Où est le temps où le plus haut dignitaire de Mongolie ou du Thibet, apportant à Pékin son tribut annuel à l'empereur, lui disait à genoux, une touffe d'herbe entre les dents : « Je suis ton bœuf »?

1934

Le Sin-Kiang ou Turkestan chinois est le théâtre d'intrigues russes dirigées contre l'Angleterre et qui vont s'accroissant au cours de l'année. La Mongolie intérieure, autre marche de Chine où se discerne déjà un travail japonais, se détache peu à peu de Nankin. La Chine trouve une compensation à la perte de ses possessions extérieures dans l'amélioration de sa situation économique grâce à la collaboration technique que lui offre la Société des Nations.

Le bill d'indépendance des Philippines est signé.

LA RÉPUBLIQUE DU TURKESTAN DE L'EST

19 Janvier 1934.

L'allusion que nous avons faite dans notre article du 30 décembre à ce qui se passe actuellement au Turkestan chinois nous a valu différentes questions auxquelles on nous permettra de répondre ici en bloc.

Nous avons écrit que d'aucuns pensaient qu'en 1931 un accord secret était intervenu entre Moscou et Tokio, aux termes duquel Moscou se serait engagé à ne pas gêner le Japon en Mandchourie et en Mongolie intérieure, à charge pour celui-ci de ne pas gêner Moscou en Mongolie extérieure, en Dzoungarie et au Sin-Kiang ou Turkestan chinois. Cet accord expliquerait la protestation platonique des Russes contre l'occupation de Kharbine et de Tsitsikar par les troupes japonaises pendant le conflit sino-japonais. On se souvient en effet qu'en entraînant de ce côté les Japonais à la poursuite du fameux général Ma, les Chinois escomptaient une intervention militaire russe contre le Japon.

Nous ajoutions à ce que l'on vient de lire que l'ancien ministre des Affaires étrangères du gouvernement de Nankin, M. Lo Wen Kan, avait été envoyé en mission au Sin-Kiang afin de se rendre un compte exact du désir d'indépendance qu'y manifestait la population.

En réalité, le voyage de l'ancien ministre chinois n'empêcha pas un congrès (kouroultai) de se réunir à Kachgar, en août 1933, et de proclamer, en septembre, la République du Turkestan de l'Est, de former un gouvernement national et d'en nommer président Hodja Nyaz Hadji.

La présence d'un musulman à la tête du nouvel Etat s'explique par le fait que sa population compte 80 % de musulmans.

Ainsi, le Turkestan chinois, qui s'étend sur environ un million et demi de kilomètres carrés et dont la population globale, impossible d'ailleurs à évaluer exactement, ne doit guère dépasser deux millions et demi d'habitants, a rejeté, au moins dans sa partie la plus peuplée, la Kachgarie, la suzeraineté de la Chine. En même temps que la Kachgarie s'est libérée politiquement de la Chine, elle s'efforce d'établir des relations économiques avec les Indes. La tendance économique souligne la tendance politique.

Au reste, le nouvel État combat à la fois les Chinois et les Soviets dont l'activité, écrivions-nous dans notre précédent article, est grande au Turkestan chinois. Cette activité se déploie et va se déployer surtout dans les régions septentrionales et sud-orientales du pays qui dépassent la zone d'influence de la nouvelle république et en Dzungarie, cette région de passage en bordure de la Sibérie, cette trouée ouverte entre l'Altai mongol et le Tien-Chan par où se sont déversées les grandes migrations hunniques et mongoles, par où s'est précipitée jadis sur l'Europe la cavalerie des conquérants asiatiques.

Il est curieux de voir aujourd'hui le Russe passer par la même porte pour tâcher d'atteindre l'Inde à travers le Turkestan chinois et le Thibet, et y répandre ses idées. La Russie a toujours désiré avoir la liberté de ce passage. Au printemps de 1904, elle offrait à la Chine de lui rétrocéder la Mandchourie, après la victoire qu'elle espérait encore remporter sur le Japon, si elle consentait à lui accorder en échange le territoire arrosé par le fleuve Ili, en Dzungarie.

La République du Turkestan de l'Est peut créer un obstacle imprévu à la progression russe vers les Indes, au moins sur une partie de sa course, et de cette manière s'attirer les sympathies de l'Angleterre, désireuse de tenir son empire à l'abri de la propagande bolcheviste.

A noter que même en Dzungarie les Chinois ne sont que dans les villes, mais que le reste du pays est aux mains des musulmans, avec lesquels fraternisent les Kalmouks, au nombre de 230.000 environ. La pénétration russe est donc rendue difficile dès la frontière sibérienne.

Quant au nouvel État qui nous occupe spécialement ici, il est, nous le répétons, essentiellement musulman; à telles enseignes que le journal de Stamboul : *Djumhuriyet (République)* publiait, le 31 décembre, les félicitations qu'à l'occasion du nouvel an le gouvernement de Turkestan de l'Est adressait au gouvernement turc. « Le gouvernement du Turkestan de l'Est, y lisait-on, envoie le salut du drapeau vert au drapeau rouge. »

Ajoutons, puisqu'on nous a demandé des précisions, que le prince ottoman que les musulmans parlent de mettre à la tête de la république nouvelle n'est autre qu'un petit-fils d'Abd-ul-Hamid, Abd-ul-Kérim, qui s'arrêta quelque temps au Japon, l'an dernier, au cours d'un voyage autour du monde. Les *Izvestia* voulurent alors voir la main du Japon dans ce projet dirigé contre l'Union soviétique; mais l'article écrit dans ce sens au milieu de juillet n'eut pas d'écho. Il n'est d'ailleurs nullement nécessaire d'invoquer la prétendue immixtion du Japon en cette affaire pour expliquer le choix de ce candidat. Les Russes eux-mêmes n'attachèrent pas plus d'importance qu'il ne fallait à cette supposition. N'en attachons pas davantage.

Pourquoi ne verrait-on partout que des raisons de croire à un conflit prochain entre l'Union soviétique et le Japon? On pourrait au contraire découvrir plus d'un terrain d'entente entre les deux pays. En Asie centrale en particulier.

On pourrait sans doute, en cherchant bien, trouver dans ces régions, où l'Europe et l'Asie se soudent, des rapprochements entre Moscou et Tokio, qui ne seraient certainement pas pour plaire à l'Angleterre. Celle-ci, en tout cas, a mieux que des ambitions sur le Thibet : elle y a déjà une situation à conserver et à défendre. Elle doit donc veiller avec soin à ce qui se passe dans le voisinage. Au mois d'août de l'an passé, des informations précises sont parvenues en Europe sur un ultimatum envoyé par les Thibétains aux troupes chinoises qui avaient pénétré sur leur territoire. Cinq mille hommes, sur les trente mille bien entraînés et munis d'un armement très moderne que possédait le Dalai-Lama, à la dévotion, comme on sait,

de l'Angleterre, étaient déjà à la frontière. Les troupes chinoises ayant repassé celle-ci, les hostilités n'eurent pas lieu.

Mais cela prouve que l'Angleterre veille et qu'elle favorisera évidemment les éléments qui, dans le voisinage du Thibet, lui offriront des garanties de sécurité. C'est pourquoi elle peut tenir pour une aubaine la création d'un État antibolcheviste et antichinois à la fois, comme est la République du Turkestan de l'Est, et lui donner son appui.

AU TURKESTAN CHINOIS

5 Février 1934.

Après la Mandchourie, la Mongolie et le Thibet, le Sin-Kiang ou Turkestan chinois, cette quatrième possession extérieure de la Chine, commence à faire l'objet de pas mal de télégrammes d'Extrême-Orient, et suscite un intérêt qui tout d'abord étonne un peu. Mais, réflexion faite, l'on comprend que la construction de chemins de fer et de routes qui se développe en Asie centrale sous des impulsions diverses ne laisse les Européens indifférents à aucune des parties de cette immense contrée.

Pour cette raison, plus encore qu'à cause des batailles qui se déroulent au Turkestan chinois, nous n'hésitons pas à revenir sur ce pays.

Ce n'est pas d'aujourd'hui que les influences russes et anglaises s'y font sentir; mais, depuis l'abandon dans lequel le gouvernement chinois laisse malheureusement ses possessions extérieures, le Turkestan a été travaillé comme les autres, et l'on peut se demander si les combats qui s'y livrent entre Chinois et musulmans ne sont pas une forme déguisée de l'éternelle querelle russo-anglaise en Asie.

Quoi qu'il en soit, on a vu les musulmans se révolter contre l'autorité provinciale chinoise, un gouvernement musulman, dont nous avons parlé précédemment, se constituer à Kachgar, un autre, appuyé par l'émir de Khotan (sud-est de Kachgar), prendre sa place, mais toujours avec un programme antichinois et d'indépendance à l'égard de Nankin. Le dernier est antikémaliste alors que le précédent était kémaliste; en outre, il ne serait pas ennemi des Russes, dit-on, alors que l'autre l'était autant que des Chinois. Il s'en créera probablement d'autres, et pendant ce temps l'influence

russe et anglaise pénétrera dans le pays à la faveur des troubles : les Russes tendant à descendre vers les Indes, les Anglais s'efforçant de les tenir à distance des frontières de leur empire et de fixer le plus possible leur propre commerce en Kachgarie.

L'on conçoit aisément que, parmi les dix groupes de races différentes qui composent la population du Sin-Kiang, et dont les principaux sont les Chinois, les mahométans chinois, les Turki-mahométans, les Kirghiz et les Mongols, la Grande-Bretagne et l'U.R.S.S. ne soient pas en peine de recruter des partisans à tout instant et pour toutes les causes. Mais l'on pourrait se demander si le Turkestan chinois offre économiquement assez d'intérêt pour justifier un gros effort de la part de ces puissances.

Quand on sait qu'il s'y trouve des dépôts aurifères, du charbon, du pétrole, des mines de sel, des minerais d'argent, de fer et de cuivre, on est immédiatement renseigné.

La position économique de l'U.R.S.S. est là-bas beaucoup plus importante que celle de l'Angleterre. Un article de la *Revue nationale chinoise* du 14 décembre dernier nous apprend que les chefs militaires chinois chargés de gouverner le Turkestan se sont livrés complètement aux Soviets dans leurs tractations avec eux.

En 1925, commença la grande activité de l'U.R.S.S., aidée par les tribus nomades kirghiz, dans l'ouest du Sin-Kiang, le long des deux mille kilomètres de frontière commune. Les Soviets conclurent donc des contrats de forme purement économique, mais qui leur facilitaient l'accès des districts frontières; et, grâce à ces contrats, ils purent entreprendre la construction de routes et de chemins de fer, dont le plus important est le « Turksib » (Turkestan russe-Sibérie), qui longe la frontière nord-ouest du Sin-Kiang, et qui fut officiellement inauguré le 28 avril 1930.

Dans le système des communications ferroviaires de l'Asie russe, c'est un chaînon de 1.442 kilomètres d'un intérêt considérable, car il draine, ou du moins peut drainer sans craindre de concurrence, la production des régions méridionales, Ouzbékistan, Turkménistan, Tadjinistan, Kirghizistan, vers la Sibérie, et entre

autres produits le coton, dont l'extension de la culture est fortement envisagée par les Soviets.

Jusqu'ici, le Turksib, pour des raisons techniques et matérielles, a fonctionné médiocrement, mais les Russes sont loin de l'oublier, et le désir que l'on sent chez eux à présent de s'orienter vers les Indes aura pour premier effet de donner de la vie à cette ligne.

Les nouveaux gouvernements de Kachgarie s'entendent, paraît-il, avec l'Afghanistan. Des intrigues se nouent en bordure des Indes, que la Grande-Bretagne doit certainement surveiller. On apprenait hier que le Japon allait avoir une légation à Kaboul. La politique internationale en Asie centrale ne fait encore que se dessiner. Elle s'accroîtra avec l'augmentation des moyens de communication. La Russie et l'Angleterre s'y rencontreront de plus en plus, et le Japonais, au contraire, là au moins, ne sera pas l'adversaire du Russe, trop heureux de l'aider à « chercher la mer » dans cette direction... « La diplomatie soviétique, lisait-on dans le *Bulletin de l'Asie française* de février 1933, sous la signature autorisée de M. Tailardat, la diplomatie soviétique a été mise en échec lors de l'abdication du roi Aman Oullah, mais elle continue à travailler l'Afghanistan. En Perse, elle a regagné bien du terrain perdu. Avec le temps, elle espère triompher sur le plateau de l'Iran, et elle compte bien arriver à établir une frontière commune avec les Indes depuis le golfe Persique jusqu'à l'Himalaya. L'appui direct ou indirect du Japon lui permettrait également de rejoindre les Indes à travers le Turkestan chinois et le Thibet occidental. C'est en encourageant l'expansion japonaise que les Soviets espèrent obtenir, donnant donnant, l'appui du Japon à leurs entreprises contre l'empire des Indes. »

Ces lignes suggestives confirment les impressions que nous avons eues nous-même à la lecture de maints télégrammes d'information. Les relations de deux puissances, en Asie comme ailleurs, ne se présentent plus avec la simplicité d'il y a seulement trente ans. On se plaît communément à convenir que les progrès matériels réalisés dans le monde ont modifié, en les entremêlant, les intérêts des nations; mais on oublie souvent que, pour cette raison même,

l'attitude de celles-ci à l'égard les unes des autres ne suffit pas à nous faire deviner leurs destins, même les plus proches; des données situées sur des points que nous ne voyons pas nous échappent. La citation que l'on vient de lire est faite pour le rappeler, fort opportunément, semble-t-il, aux personnes qui ne voient dans la politique russo-japonaise actuelle que des raisons de croire à un conflit, et qui, en même temps s'imaginent qu'une guerre entre la Russie et le Japon pourrait être limitée de nos jours comme elle le fut en 1904.

VERS UNE POLITIQUE ÉCONOMIQUE EN CHINE

26 Février 1934.

Depuis la répression de la révolte du Fou-Kien, la situation du général Tchiang Kaï Chek s'est grandement renforcée. L'autorité n'effraie pas la Chine du Nord. « Le Nord, écrivait dernièrement le *Journal de Shanghai*, n'a pas encore très bien compris la démocratie. Le Kouomintang, au moment de sa marche triomphale, y a fait naître bien des espoirs parmi les petites gens, qui attendaient de lui l'amélioration de leur condition. Mais l'expérience les a déçus : le bien-être n'est pas venu. La politique de rapprochement suivie par le gouvernement central à l'égard du Japon leur semble, pour le moment, nécessaire, donc raisonnable; quant aux tendances dictatoriales de Tchiang Kaï Chek, ils n'en ont cure. La bourgeoisie et le peuple du Hopei ne tiennent nullement à ce que leurs villes et leurs villages deviennent des champs de bataille, et, s'ils n'aiment pas l'armée nippone, ils redoutent les soldats chinois en campagne. »

Le renouveau d'autorité qu'il a gagné grâce à Tchiang Kaï Chek, Nankin veut en profiter pour essayer de s'entendre avec Canton. Mais il faut évidemment que la paix soit maintenue solidement dans le Nord pour qu'elle règne aussi dans le Sud. Cependant, la Chine proprement dite, tout entière, donne à présent l'impression de se ramasser sur elle-même, comme le disait M. Pelliot à son retour d'Extrême-Orient, afin de redevenir, si elle le peut, ce qu'elle était, par exemple, sous les Ming.

Encore est-elle occupée sporadiquement par le bolchevisme, dont la récente poussée au Fou-Kien n'est pas la seule manifestation d'activité. Il déborde sur

le Seu-Tchouen, limitrophe du Yunnan, où il serait extrêmement dangereux pour les intérêts français représentés par le chemin de fer Yunnan-Fou à Hanoï.

Tchiang Kai Chek a la collaboration de Wang Ching Wei, président du yuan (conseil) exécutif, et peut diriger ses campagnes à l'intérieur contre les éléments subversifs, bandits ou bolchevistes, sans avoir à redouter d'opposition.

Mais l'amélioration de la situation intérieure a, pour ainsi dire, pour rançon, la perte des possessions extérieures. La Mongolie extérieure a été enlevée à la Chine par les Russes bien avant que le fût la Mandchourie par les Japonais, sans que la Société des Nations s'en soit émue le moins; la Mongolie intérieure est en partie englobée dans le Mandchoukouo (Jéhol et Tchahar; le Thibet a été sans bruit transféré aux Anglais, pendant le conflit sino-japonais par le Dalaï-Lama qui vient de mourir; enfin le Turkestan est l'enjeu des Russes et des Anglais, qui se le disputent en ce moment même par personnes, ou plus exactement par tribus interposées.

Bref, des quatre anciennes possessions il ne reste rien ou presque rien, et de longtemps la Chine ne sera pas en état de récupérer ce qu'elle a perdu là. En vérité, il faut bien reconnaître qu'elle se désintéressait complètement de ses possessions extérieures depuis longtemps. Lors de l'installation par les Russes d'un gouvernement local à Ourga, les protestations chinoises ne dépassèrent pas ce qu'il était décent de manifester en pareille circonstance. L'aventure de Mandchourie, entamée et terminée par la Société des Nations si fâcheusement pour la Chine, a réveillé soudainement l'intérêt de celle-ci pour une région qu'elle tenait pour le fief d'un militaire avec lequel il fallait compter, le fameux Tchang Tso Lin.

Enfin, du Thibet et du Turkestan il était si peu question que les gouvernants de Nankin trouvent à présent, un peu tardivement, que la politique avec ces deux possessions est à refondre complètement et à édifier sur des bases nouvelles. A cet effet, ils ont délégué pour enquêter sur la situation exacte des personnalités qui n'ont pu constater malheureusement que l'influence grandissante des étrangers et la désaf-

fection des populations. Nankin redoute en particulier que le prochain couronnement d'un empereur mandchou ne provoque parmi les bannières mongoles un intérêt sympathique, et n'amène la Mongolie intérieure étant, en fait, aux mains des Soviets — à se solidariser avec les Mandchous, de manière à créer un « Manmongkouo » ou empire mandcho-mongol.

A notre avis, les craintes de Nankin ne sont pas sans fondement, et Nankin aurait grand tort de compter sur la diversion d'un conflit russo-japonais pour écarter l'éventualité de cette création. Quand on a pris l'habitude de ne considérer le Japon que sous son aspect « impérialiste », on est enclin à penser que son ambition le poussera prochainement à attaquer l'Union soviétique afin de s'emparer de Vladivostok et de la Province Maritime. Quand on consent à observer de sang-froid et impartialement sa politique, surtout depuis quelques mois, on s'aperçoit au contraire qu'il cherche à consolider ses relations avec les puissances qu'il rencontre à la périphérie de son pouvoir ou dans le champ du rayonnement qu'il recherche: États-Unis, Angleterre, Russie. Sa tâche est plus ardue avec cette dernière qu'avec les autres, puisque son alliance avec le Mandchoukouo dresse naturellement une barrière devant l'influence russe. Mais Tokio n'est pas sans moyens de compenser sur d'autres points et de diverses manières ce que perd ici cette dernière. Il faut pour s'en apercevoir regarder attentivement du côté de l'Asie centrale.

Quoi qu'il en soit, la politique économique que le Conseil économique national chinois réuni, au début de février, à Nankin, a recommandée, est la plus sage et la meilleure que l'on puisse souhaiter voir faire à la Chine. Le Conseil a déclaré : « Malgré le fait que la faiblesse de la Société des Nations se soit révélée au monde lors du conflit sino-japonais... et bien que la Chine ait des raisons de manifester son mécontentement au sujet de l'issue défavorable pour elle du conflit sino-japonais, elle est toutefois loin de sous-estimer la valeur de la collaboration technique que lui a offerte la Société des Nations. »

L'IMBROGLIO DU TURKESTAN CHINOIS

5 Avril 1934.

Des informations récentes nous permettent d'apporter quelques précisions à ce qui a été dit ces temps-ci sur le Sin-Kiang ou Turkestan chinois, et de projeter un peu plus de lumière sur les événements relatés dans nos articles précédents. Elles nous permettent tout d'abord de rectifier un point que la difficulté de nous orienter parmi des télégrammes plus ou moins laconiques et souvent tendancieux nous a fait présenter inexactement, dans notre article du 5 février, à savoir que deux gouvernements musulmans s'étaient succédé à Kachgar.

En réalité un seul gouvernement musulman indépendant s'est proclamé dans cette ville en septembre 1933, sous l'appellation de République du Turkestan de l'Est. Notre erreur provient de ce que, le 27 janvier dernier, un télégramme de Tachkent parvenu à l'agence Tass de Moscou et relancé par elle, revenant sur cet événement, le rappelait dans les termes suivants : « Dans le plus grand centre du Sin-Kiang, à Kachgar, s'est formé un nouveau gouvernement appuyé par l'émir de Khotan, dont les domaines touchent à la frontière anglo-hindoue. Le gouvernement, présidé par le négociant Sabit Abdul Baki, qui est un protégé de l'émir, s'est déclaré souverain sur toute la partie ouest du Sin-Kiang et a proclamé sa complète séparation de la Chine. »

Or, Sabit est président du conseil du gouvernement indépendant; le président de la République est, comme nous l'avions écrit, Hodja Nyaz Hadji.

Cette rectification étant faite, remarquons que le même télégramme relancé par l'agence soviétique poursuivait : « Une délégation dirigée par le ministre

adjoint de la guerre a été envoyée en Afghanistan, où elle pousuit à Kaboul des négociations avec le gouvernement afghan en vue d'une reconnaissance réciproque. De Kaboul, la délégation se dirigera vers les Indes. Le chef Sabit a enrôlé dans ses troupes des émigrants turcs antikémalistes dont les organisations se trouvent aux Indes et au Japon. »

C'est cette dernière indication que tenait à propager le télégramme de l'agence Tass. Mais s'il est exact que le gouvernement du Turkestan de l'Est ait envoyé une délégation en Afghanistan, il n'est pas exact que ce gouvernement soit antikémaliste, comme le laisse entendre la fin du télégramme.

La raison pour laquelle les Soviets insinuent que le gouvernement du Turkestan de l'Est est antikémaliste est d'ailleurs fort simple. Le but principal du mouvement d'indépendance de cette région est de la soustraire au pouvoir des Chinois, et aussi des Russes qui, au cours de ces dernières années y firent de sérieux progrès. Or, il faut savoir que le Turkestan chinois compte 5.200.000 musulmans à côté de 16 millions de musulmans turcs au Turkestan russe, toujours en difficulté avec les bolchevistes. Dans ces conditions, il se pourrait que le gouvernement devînt un centre de pan-turquisme; d'où la tactique de Moscou qui tend à le déconsidérer aux yeux du gouvernement d'Ankara.

La preuve que le gouvernement du Turkestan de l'Est n'est pas un foyer antikémaliste, c'est que dans les journaux de Kachgar tels que l'*Erkine Turkestan* (le *Turkestan libre*) et l'*Istiklat* (l'*Indépendance*) on trouve de nombreux articles favorables à la Turquie kémaliste. Signalons comme autre preuve une lettre officielle de Moustapha Ali, représentant extraordinaire dudit gouvernement à Péchaver, publiée dans le n° 51 de la revue mensuelle *Yach Turkestan* et qui commence par des louanges à l'adresse de la Turquie kémaliste.

On a remarqué que le télégramme de Tachkent annonçait le voyage aux Indes de la délégation du Turkestan de l'Est après son séjour en Afghanistan.

Les bolchevistes déclarent hautement que les Anglais aident le gouvernement de Kachgar. Nous avons écrit nous-même dans notre article du 19 janvier que ce

gouvernement pouvait être en effet un obstacle à la progression bolchevique vers les Indes et, de cette manière, s'attirer les sympathies de l'Angleterre. Pourtant, nous nous sommes laissé dire qu'au Turkestan de l'Est on avait au contraire l'impression que, pour se ménager des facilités au Thibet de la part des Chinois, l'Angleterre ne reconnaîtrait pas le gouvernement de Kachgar.

Mais au fait, qu'est devenu ce gouvernement? Nous oublions qu'il a été battu par les Toungans, Chinois musulmans commandés par le général Ma Tchoung Ying. Les tribus tounganes comptent en tout 150.000 âmes. On les dit entre les mains des Soviets. Cela paraît assez vraisemblable, car ceux-ci font le possible et l'impossible pour conserver et même développer leurs positions au Turkestan chinois. Lorsqu'ils construisirent le chemin de fer « Turksib » (Turkestan russe-Sibérie) le long de la frontière nord-ouest du Sin-Kiang, ils eurent soin de prévoir trois rameaux de pénétration au Sin-Kiang : le premier est construit et va à Tchougoutchak, le deuxième ira à Sara-Sumbé et le troisième à Kouldja. Le mouvement d'indépendance actuel peut donc paraître dangereux à l'U.R.S.S. à la fois économiquement et politiquement. Mais, à l'heure qu'il est, les craintes de l'U.R.S.S. doivent s'être singulièrement atténuées, puisque le gouvernement indépendant tout entier s'est enfui à Yarkent, à 150 kilomètres au sud-est de Kachgar. On le dit toutefois nullement découragé, et décidé au contraire à reprendre la lutte dès qu'il aura rassemblé de nouvelles forces.

Devant cet imbroglio auquel des informations de sources russes mêlent également l'Allemagne qui serait de connivence avec l'Angleterre (l'Allemagne fournirait des armes à la République du Turkestan de l'Est et ces armes seraient transportées en Afghanistan par l'Inde), devant cet imbroglio qui recouvre d'un voile léger des ambitions non avouées, la Chine cherche naturellement à conserver malgré tout sa suzeraineté sur le Turkestan. Le *Che Pao* de Shanghai écrivait en janvier dernier : « Depuis la fin de la dynastie mandchoue, époque depuis laquelle le gouvernement chinois n'a pu s'occuper de ces territoires,

une large partie du Sin-Kiang a été annexée par la Russie... Depuis de nombreuses années, la province a été négligée, malgré son importance au point de vue de la défense nationale. Le gouvernement n'a rien fait pour y contre-balancer l'œuvre des nations étrangères. »

L'INDÉPENDANCE DES PHILIPPINES

19 Avril 1934.

La signature par le président Roosevelt du bill d'indépendance des Philippines sous certaines conditions n'est pas un événement indifférent; aussi a-t-il inspiré nombre d'articles, en Amérique et ailleurs, dont certains s'évadent des limites du simple commentaire et embrassent un plus large horizon.

Un de nos confrères citait récemment un article de l'*American Mercury*, où l'auteur, un professeur de l'université de Buffalo, montrait la médiocrité des résultats obtenus par les États-Unis dans les différents pays occupés par eux. Partout, d'après lui, « la pluie d'or américain a semé la ruine et fait germer un prolétariat misérable ». Aussi l'impérialisme enthousiaste du commencement du siècle s'est-il singulièrement refroidi. Le peuple américain est convaincu que, décidément, l'impérialisme ne paye pas : loin de là! Le Nicaragua a donc été évacué, et la décision prise au sujet des Philippines semble procéder du même sentiment.

Nous voulons insister sur le fait que quelque chose de plus l'explique et lui donne son véritable caractère: une raison politique d'un ordre de grandeur qui laisse loin derrière soi toute autre considération.

On apprend que la base navale de Manille sera transférée à Honolulu, dans les îles Hawaï, qui naturellement vont prendre une valeur stratégique de première importance.

Est-ce que ce transfert ne jette pas une lumière assez vive sur les mobiles de l'indépendance des Philippines? Ne sait-on pas que Manille n'est qu'à quarante-huit heures de la grande île japonaise de Formose? Venant s'ajouter aux déceptions que nous signa-

lions tout à l'heure, cette dernière considération ne peut-elle pas tout emporter? Parlons franc: on peut les colorer des couleurs que l'on voudra, les véritables mobiles ressortent clairement.

Quand, le 7 février 1933, nous écrivions ici que l'indépendance des Philippines était vivement désirée par les producteurs américains de l'Ouest, parce qu'ils y gagneraient la limitation des importations de sucre des îles, nous ne pensions pas que cette raison économique, évidemment insuffisante à décider du sort de celes-ci, fût accompagnée d'aussi près d'une raison politique. Cela prouve que la politique visible et invisible nippon-américaine commande l'avenir de l'Extrême-Orient plus encore que nous ne le croyions, et domine de cent coudées le jeu des diverses puissances dans ces régions lointaines. Demandez à nombre de Chinois ce qu'ils pensent de l'indépendance des Philippines et quelle en sera la conséquence. Demandez-leur pourquoi ils tiennent au voisinage de la République américaine, pourquoi ils affirment hautement à Genève le principe de « la porte ouverte ». Demandez-leur, à eux qui s'y entendent, si l'archipel est une voie d'accès au continent. En un mot, demandez-leur si l'indépendance des Philippines ne favorisera pas la pénétration japonaise.

Certes, il y a déjà des Nippons aux Philippines, malgré la présence des Américains; mais que sera-ce après le départ de ceux-ci! Et pourtant les Américains s'en iront; cela paraît cette fois certain. Le Parlement de Manille a accepté de ratifier avant octobre la signature du président Roosevelt.

Le Japon, disent les Chinois, qu'ils soient du nord ou du sud, c'est-à-dire partisans plus ou moins décidés et militants de « l'Asie aux Asiatiques », le Japon trouvera aux Philippines le marché laissé libre par les États-Unis et les produits tropicaux qui lui manquent, sans parler de l'intérêt que son état-major naval attache à ces îles.

Cette façon de résumer l'affaire est peut-être un peu sommaire, mais elle n'est certainement pas inexacte; c'est pourquoi l'on peut dire que la signature du président Roosevelt n'est pas un événement indifférent. Sans vouloir dramatiser et sans prendre le moindre-

ment parti, mais en tenant compte de la conséquence immédiate qu'aura cet événement et de l'atmosphère politique dans laquelle il a lieu, force nous est de reconnaître que le Japon marque un point de plus dans la partie engagée en Extrême-Orient; partie tellement engagée, du reste, qu'il serait aussi vain de la nier que d'en prédire l'issue.

SIN-KIANG, THIBET ET MONGOLIE

5 Juillet 1934.

Le Sin-Kiang ou Turkestan chinois va-t-il faire de nouveau parler de lui? On sait que le gouvernement musulman indépendant constitué en septembre 1933 à Kachgar n'a pas tenu devant des Toungans, tribus chinoises musulmanes, qui l'ont bousculé et obligé à s'enfuir.

Cependant, s'il faut en croire des télégrammes de Moscou des 11 et 23 avril (agence Tass), les Toungans auraient été battus à leur tour par les troupes du gouvernement provincial, lequel aurait décidé « d'accorder l'égalité de droits à toutes les nationalités du Sin-Kiang ». Une conférence des nationalités, organisée par ledit gouvernement, se serait ouverte, le 17 avril, à Ouroumtchi, à laquelle deux cents délégués auraient pris part.

Si tout cela est exact, les Russes auraient subi là un échec, car il est généralement admis que les tribus tounganes sont entre leurs mains. D'ailleurs deux télégrammes, l'un du 18 juin daté de Tokio, et l'autre du 24 juin daté de Shanghai, annoncent l'intention des Soviets de déployer dans le Sin-Kiang une activité nouvelle, dirigée autant contre les Anglais que contre les Chinois, en y visant toujours la création d'un État musulman.

— Au Thibet, la mort du Dalai-Lama, survenue à la fin de l'an dernier, a contrarié bien des intérêts, et surtout ceux des Anglais. Aussi, ces derniers doivent-ils désirer revoir à la tête du pays un personnage qui soit à leur dévotion comme l'était le Dalai-Lama.

On se souvient qu'en 1913, à Simla, des négociations eurent lieu entre Anglais, Chinois et Thibétains, concernant le statut du Thibet. L'Angleterre et le Thibet

adoptèrent une convention qui reconnaissait un « Thibet extérieur », comme « État autonome sous la suzeraineté de la Chine et la protection de l'Angleterre », le Thibet intérieur comprenant le Koukou-Noor et le Seu-Tchouen occidental. Le gouvernement chinois refusa naturellement de reconnaître un tel accord; malgré cela, le gouvernement britannique lui notifia que la convention anglo-thibétaine était valable. Le Thibet extérieur ou royaume des lamas demeura en fait un protectorat anglais avec, pour chef, le Dalaï-Lama.

En 1919, les politiciens qui composaient le fameux club Anfou, à Pékin, se montrèrent disposés à accepter le point de vue anglais, mais un mouvement s'organisa contre eux et aucune entente ne se fit jamais entre la Chine et l'Angleterre à ce sujet.

Le Thibet a aujourd'hui une petite armée bien équipée, avec des officiers instruits par les Anglais, des uniformes de style anglais et des commandements en anglais. Mais le Dalaï-Lama, nettement proanglais, était le centre de l'influence anglaise et la défendait contre la masse des lamas, car il existe au Thibet deux partis ou deux clans : celui des « anciens » qui est prochinois et celui des « jeunes » qui est probritannique. Le premier est composé de lamas des différents monastères, tandis que le second l'est de jeunes hommes qui ont fait leurs études en Grande-Bretagne. Le pouvoir militaire, qui tend naturellement à entraîner le pouvoir politique, est aux mains du second.

Cependant, une délégation de cinquante lamas, arrivée à Nankin, le 24 avril, a déclaré au gouvernement central qu'à l'exception de quelques fractions peu importantes de la population thibétaine la majorité des habitants désirait le retour à Lhasa du Panchen-Lama, seconde autorité lamaïque, qui avait été chassé du Thibet, en 1925, par le Dalaï-Lama, et vivait depuis lors en Chine. Les Thibétains voudraient, paraît-il, voir son retour s'effectuer avant la réincarnation du Dalaï-Lama. On sait que cette réincarnation a lieu, suivant la croyance du pays, dans la personne d'un enfant né à l'heure de la mort de celui-ci. Après avoir été soigneusement gardés pendant un certain



temps par les lamas, les enfants nés dans ces conditions sont soumis à un examen final qui détermine, grâce à la présence de marques distinctives consacrées par la tradition sur le corps de l'élu, celui des enfants en qui s'est réincarnée l'âme errante du Dalai-Lama.

L'insistance qu'à mise la délégation lamaïque à réclamer le retour à Lhassa du Panchen-Lama avant cette réincarnation peut faire croire à un renforcement du clan des lamas et par conséquent de l'influence du gouvernement chinois au Thibet, au détriment évident de l'influence anglaise. On reste pourtant assez perplexé quand on sait que la délégation s'est embarquée au Bengale pour la Chine et que si la situation au Seu-Tchouen et au Sin-Kiang n'offrait pas assez de sécurité, le Panchen-Lama, pour regagner le Thibet, s'embarquerait pour Calcutta. On se représente difficilement qu'un tel itinéraire puisse être employé sans l'agrément complet du gouvernement britannique, et il est alors permis de se demander quelles nouvelles intrigues les Anglais ont nouées par là.

— Le conseil des affaires politiques de la Mongolie intérieure autonome, sous le contrôle du gouvernement central de Nankin, est entré officiellement en fonctions le 23 avril, à Pailing-miao, où étaient réunis les princes et les ducs, chefs des différentes bannières et ligues mongoles, ainsi que les représentants officiels de l'autorité centrale. La Mongolie intérieure, qui borde la Chine et qui s'étend au-dessous de la Mongolie extérieure qui borde la Sibérie, est donc devenue autonome, tandis que cette dernière est, comme on sait, sous l'autorité effective des Soviets.

La nouvelle prend tout son intérêt du fait que les Japonais, après l'affaire de Mandchourie, ont déjà mordu sur la partie orientale de la Mongolie intérieure, et que le gouvernement de Nankin a été prévenu par de hautes personnalités chinoises et mongoles que les Japonais se préparaient à pousser plus avant leur occupation. Il y a dans le Tchahar, disent-elles, quantité de bandits, dont la suppression pourrait être pour les Japonais un excellent prétexte pour avancer; aussi demandent-elles l'appui de Nankin pour armer la cavalerie mongole.

Pour l'instant, toutefois, les Japonais n'invoquent

pas ce prétexte, mais l'agence Rengo annonçait, le 20 juin, que la population de la Mongolie intérieure avait demandé au Japon de la protéger contre la menace d'une invasion soviétique... En voilà bien d'une autre! Il est question en même temps de la construction par les Russes d'aérodromes en Mongolie extérieure.

Que faut-il retenir de tous ces bruits? Nous ne saurions le dire exactement; mais il est un fait que s'ils paraissent en grande partie fantaisistes et tendancieux, ils courent depuis un certain temps avec persistance, et qu'ils attirent l'attention sur le Tchahar, dont il a été déjà beaucoup parlé lors de l'affaire de Mandchourie.

Telle est, en résumé, la situation dans trois sur quatre des possessions extérieures de la Chine — la quatrième étant la Mandchourie. Et comme si tout cela ne suffisait pas, d'aucuns, qui se disent amis des Chinois, s'acharnent, par principe, à dresser la république de Chine contre l'empire du Japon... Lao-Tseu a dit : « On devrait gouverner un grand empire avec autant de simplicité que l'on fait cuire un petit poisson. » Ce sont aussi les idées simples et pratiques qui créent les meilleurs rapports entre les nations.

LE RAPPROCHEMENT SINO-JAPONAIS ET LES ÉTATS-UNIS

26 *Juillet* 1934.

On a déjà beaucoup parlé de la conférence navale qui doit avoir lieu l'an prochain et l'on en parlera bien davantage encore d'ici là. Du Japon, en particulier, sont parvenus à ce sujet des télégrammes qui témoignent de peu d'enthousiasme ou qui expriment certaines opinions ou même posent certaines conditions peu encourageantes sinon peu rassurantes.

Les Japonais voient la conférence navale sous l'angle du problème du Pacifique; les Américains ne la voient d'ailleurs pas autrement. L'indépendance accordée aux Philippines et le voyage du président Roosevelt aux îles Hawaï sont à cet égard assez significatifs. Notre distingué confrère M. W. Morton Fullerton rappelait hier les lignes suivantes, qu'il écrivait l'année dernière : « Le problème de la persistante collaboration du peuple américain avec M. Roosevelt n'est pas tant celui de la valeur relative du dollar, ni celui de la stabilité du pouvoir d'achat de la monnaie. Ce problème est fonction des vastes pensées de l'ancien sous-secrétaire à la marine. En un mot, le problème est tout simplement celui du Pacifique... Si je ne me trompe, la parole est au Japon. » Et il ajoutait avec raison : « Voilà une remarque qui fut intelligible peut-être, lorsque je l'ai faite il y a un an. A l'heure qu'il est, elle devient assurément fort claire. Le président des États-Unis vogue vers Hawaï à bord d'un bâtiment de guerre. »

En somme, les Américains ne s'illusionnent pas; ils savent que la conférence de Washington, l'Immigration Act de 1924, le départ du Japon de Genève et enfin leur reconnaissance du gouvernement de Mos-

cou, au moment où celui-ci pouvait se croire menacé, n'ont été, de la part de leurs gouvernements, que des expédients qui, par définition, ne devaient apporter aucune solution et ne pouvaient même rien changer au fond du problème du Pacifique, lequel reste entier.

Dans son rapport annuel sur les problèmes économique mondiaux pendant l'année 1933, le département du commerce de Washington fait ressortir un accroissement considérable des exportations japonaises à destination de l'Amérique latine, des Philippines, des Indes néerlandaises, de l'Australie, de certains pays d'Afrique, de la Grande-Bretagne, de la France, de l'Espagne, de la Norvège et de la Suède aux dépens des exportations américaines. En Chine seulement les États-Unis ont maintenu leur position et même les exportations japonaises y sont tombées de 13,95 pour cent à 9,71 pour cent du fait du boycottage.

La concurrence est toujours à l'arrière-plan des faits et gestes américains et japonais en Chine, et sous couleur d'aider celle-ci d'une manière quelconque Américains et Japonais n'ont jamais songé qu'à s'y faire concurrence. C'est pourquoi, bien que l'Amérique ait refusé de se joindre à la Société des Nations, des experts américains sont tout de même envoyés en Chine en vue de la réorganisation du pays; c'est pourquoi aussi le rapprochement sino-japonais actuel n'est pas fait pour plaire à Washington.

Un mot sur ce rapprochement. Nous l'attendions depuis la fin du conflit de 1931-1933 parce qu'il est, avons-nous écrit souvent, dans l'ordre de la politique sino-japonaise. Il se fait sans bruit, sans éclat, à la chinoise. Les dépêches du Japon l'ont mentionné avec la discrétion qu'il fallait. Les Chinois, pour éviter qu'il ne fût interprété au dehors comme une reconnaissance du Mandchoukouo, l'ont fait pour ainsi dire par personne interposée.

Il devait essentiellement se traduire par la reprise du trafic ferroviaire direct entre Pékin et Moukden. Or au lieu que le gouvernement chinois parût dans le nouveau règlement, ce fut une entreprise chinoise privée qui assumait la charge du trafic.

Les Japonais ne soulevèrent aucune difficulté pour les modifications qu'apporta au règlement le ministère

chinois des chemins de fer. En revanche, jusqu'au dernier moment les Chinois discutèrent entre eux avec véhémence, dit-on, sur l'opportunité de l'accord même. Le président du Yuan exécutif fit très sagement remarquer qu'il fallait éviter de nouvelles difficultés entre la Chine et le Japon et finit par emporter le vote de l'accord.

Que cette politique sino-japonaise ne soit pas du goût des Américains, ce n'est pas douteux. Elle doit rappeler, à ceux qui pourraient l'oublier, que les relations politiques et les méthodes diplomatiques entre Chinois et Japonais ne sauraient être jugées à la seule lumière de notre expérience d'Européens. Elle doit aussi leur rappeler le problème du Pacifique qui n'est autre que le problème de la Chine, ce dont les Américains et les Japonais sont intimement convaincus; aussi faut-il s'attendre, nous le répétons, à ce que cette conviction commande leur attitude à la conférence navale de 1935.

PRÉOCCUPATIONS ANGLAISES EN EXTRÊME-ORIENT

26 Août 1934.

Les affaires d'Extrême-Orient retiennent de plus en plus l'attention des milieux britanniques. L'envoi d'une mission économique anglaise dans le Mandchoukouo est significatif à cet égard autant que la satisfaction avec laquelle les journaux en ont informé leurs lecteurs. C'est que depuis plusieurs années, le prestige et les affaires britanniques en Extrême-Orient n'ont pas augmenté, loin de là! et qu'il y a beaucoup de terrain à regagner. Pouvoir commercer avec le nouvel État mandchou serait une aubaine pour les négociants anglais.

D'abord la concurrence japonaise est ressentie par l'Angleterre dans tout son empire, et des affaires avec le Mandchoukouo seraient une sorte de compensation; mais sous une autre forme, la poussée russe en Asie, la recherche de la part des Russes d'appuis et de concours divers en Asie centrale atteignent également les Britanniques. Nous avons signalé à plusieurs reprises, au cours de cette année, les difficultés que rencontreraient Anglais et Russes dans leurs relations en Asie centrale, et nous avons émis l'opinion qu'ils en rencontreraient d'autres. La diplomatie soviétique, disions-nous, a regagné bien du terrain en Afghanistan et en Perse dont les gouvernements s'entendent. Une dépêche de Simla, du 6 juillet, annonçait : « Les deux gouvernements d'Afghanistan et de Perse ont décidé de relier leurs réseaux télégraphiques respectifs, séparés actuellement par une distance de trente-sept kilomètres. Cette mesure est l'une des conséquences de la nouvelle politique de coopération suivie par les deux pays. »

Et tandis que le *Times* s'indignait des intentions que la presse russe prêtait à l'Angleterre au Sin-Kiang, les *Izvestia* ridiculisaient les insinuations de la *Gazzetta del Popolo*, de Turin, qui attribuait au gouvernement soviétique des visées de conquête sur les pays entre « le toit du monde et la Caspienne », c'est-à-dire sur la Perse et l'Afghanistan. La *Pravda* écrivait dans le même sens.

Il ne saurait être question de conquête des Russes sur la Perse et l'Afghanistan, mais d'avantages économiques facilitant par certains arrangements leur avance, économique toujours, vers le golfe Persique et la mer d'Oman. Quant à cela aucun doute n'est permis. Le correspondant du *Temps* à Moscou télégraphiait le 26 janvier dernier : « On sait que le Turkestan russe est depuis 1905 relié à la Russie d'Europe par la ligne de chemin de fer qui suit le cours du Syr-Daria, vers Orenbourg, et que le gouvernement soviétique l'a relié, en 1930, à la Sibérie, par la fameuse voie ferrée du Turksib; mais, au sud, des susceptibilités politiques ont jusqu'ici empêché le prolongement des lignes Merv-Kouchka et Boukhara-Termez, vers l'Afghanistan et les Indes. Les tronçons russes, en tout cas, sont construits ou doivent l'être prochainement, et en attendant que soit possible l'établissement de voies ferrées internationales vers l'Inde, ils contribuent grandement au développement économique de l'Asie centrale soviétique. »

Les événements ont dressé la Russie et l'Angleterre l'une contre l'autre au dix-neuvième siècle. Après la période de rapprochement qui s'ouvrit par l'accord de 1907 fixant les zones d'influence en Perse et reconnaissant la position de l'Angleterre en Afghanistan et au Thibet, les difficultés recommencèrent avec la chute de l'empire des tsars et l'avènement du bolchevisme. En Perse, en Afghanistan, au Turkestan chinois, la querelle a repris aujourd'hui de plus belle. Etant donné la tension, d'ailleurs relative des rapports russo-japonais, Londres peut être tenté d'employer cette tension à son profit. Provoquer des réactions chez les Japonais en montrant les Russes agressifs n'est pas une politique nouvelle; elle est assez dans

les habitudes de certaines puissances, et il semble que, dans les circonstances présentes, l'Angleterre l'ait adoptée.

De fait, la presse anglaise a témoigné d'une tendance projaponaise qui pourrait induire en erreur, et dont il faut se garder de tirer des conclusions trop rapides. En réalité, les Japonais sont tenus par les Anglais pour des rivaux et des concurrents au premier chef. Mais justement il y a les affaires, et les Anglais voient sans doute le moyen d'en faire dans le ton nouveau de leur presse à l'endroit du Japon.

« Le développement industriel de l'empire nippon est fatal, écrivait par exemple le *Daily Telegraph* du 19 août. Il ne peut y avoir que bénéfice à mieux connaître ce pays et l'idéal qui anime ses chefs. »

On voit qu'un jeu compliqué se joue, en Extrême-Orient, entre la Russie, le Japon, l'Angleterre auxquels on peut ajouter, sans craindre de se tromper, l'Amérique. A la veille de la conférence navale de 1935, la reconnaissance des Soviets par Washington n'est pas sans signification et sans but spécial. Il est peu probable que les communistes russes consentent jamais à être en Extrême-Orient les soldats du capitalisme américain; mais la reconnaissance des États-Unis leur a donné confiance et leur a valu certainement autre chose encore de plus substantiel, qui les a poussés à masser dans la Province maritime des troupes qui sont un voisinage inquiétant et énervant pour l'opinion japonaise.

Le maintien de ces troupes, malgré la demande faite par le gouvernement de Tokio à Moscou de les éloigner, n'a qu'un sens : peser sur la conférence navale.

L'Extrême-Orient n'est donc pas préoccupant seulement pour l'Angleterre; mais ce que nous avons voulu souligner, c'est que les préoccupations de celle-ci lui ont soudain dicté une attitude carrément antisoviétique.

D'EXTRÊME-ORIENT EN ASIE CENTRALE

23 Octobre 1934.

Notre opinion publique se fait peu à peu à l'idée qu'un conflit russo-japonais, qu'on lui avait tant prêté pour cette année, n'est pas à l'horizon politique le plus rapproché. Des nouvelles récentes ont certainement surpris ceux qui ne regardaient que du côté de l'Extrême-Orient; elles supposent, en effet, une entente entre l'Union soviétique et le Japon en Asie centrale.

Dés journaux qui ne sont pas suspects de sympathie pour le Japon, tel le *Journal de Genève*, ont eux-mêmes reconnu que M. Litvinov pourrait bien avoir proposé au Japon le marché suivant : « Tokio aurait les mains libres en Extrême-Orient septentrional, pourvu que les Soviets reçoivent carte blanche en Asie centrale (Turkestan chinois, Afghanistan, Perse, Inde même). Les Anglais feraient en somme les frais de la combinaison. » On se croirait ramené à trente ans en arrière.

Depuis le 25 août, date à laquelle le *Journal de Genève* faisait cette supposition, les Soviets sont entrés dans la Société des Nations. Ils sont encore bien plus à l'aise pour mener pareille politique, puisqu'ils n'ont plus besoin des Anglais pour y entrer. C'est ce qu'exprimait du reste sans périphrases ledit journal. « Il laisserait donc, disait-il en parlant de M. Litvinov, les relations russo-japonaises tendues jusqu'au moment où, ayant obtenu ce qu'il voulait à Genève, il s'entendrait avec Tokio, et tournerait ses batteries contre le Foreign Office. »

Jusqu'où cette prévision se réalise-t-elle à l'heure qu'il est? Nous ne saurions le dire; mais d'une part nous avons vu l'Afghanistan demander à entrer dans

la Société des Nations au lendemain de l'entrée de l'Union soviétique; quant à la Perse, nous savons avec quel empressement elle a démenti le bruit qui, paraît-il, avait couru quelque part, au ras du sol sans doute, de son vote contre l'entrée de l'Union soviétique.

Quoi qu'il en soit, ces manifestations de la Perse et de l'Afghanistan n'indiquent pas de leur part l'intention de plaire spécialement à l'Angleterre.

Des dépêches de Moscou signalaient « la sollicitude du gouvernement soviétique pour les trois républiques fédérées de l'Asie centrale : l'Ouzbekistan, le Turkmenistan et le Tadjikistan, et le développement méthodique des voies ferrées dans ces régions ». Il y a là une politique ferroviaire qui, elle non plus, ne doit pas enchanter l'Angleterre.

Enfin, le 4 octobre, une dépêche de presse datée de Moscou annonçait que « le comité central du parti communiste et le conseil des commissaires du peuple ont décidé d'abolir le bureau central asiatique du parti, qui était chargé de surveiller les développements politiques en Asie centrale, et qui servait d'agent de liaison entre certains groupes minoritaires et Moscou. Cette décision, disait la dépêche, est considérée comme une confirmation que les républiques asiatiques soviétiques vont définitivement adhérer au communisme intégral ».

Bref l'Union soviétique s'intéresse à l'Asie centrale, et n'est pas hypnotisée, comme on pourrait le croire, par Vladivostok et la Province maritime.

Un télégramme de Tokio du 26 septembre annonçait qu'un comité de juristes examinait le point de savoir si lors de la conclusion de la vente du chemin de fer de l'Est-Chinois, entrevue pour fin octobre, la question de la reconnaissance de fait ou de droit du Mandchoukouo par l'Union soviétique devrait être posée. Ce télégramme ajoutait qu'on n'attachait pas d'importance à ce *distinguo* de fait ou de droit si difficile à faire dans certains cas; au reste l'Union soviétique avait déjà conclu une convention relative aux communications fluviales avec le Mandchoukouo et échangé avec lui des représentants consulaires.

Dans ces conditions, si la question de la reconnais-

sance du Mandchoukouo devait se poser, le principe d'opposition formulé à ce sujet par la Société des Nations, qui n'a pas gêné le Salvador, ne gênerait en rien l'Union soviétique. En tout cas, l'intention témoignée à l'égard de l'Union prouve tout autre chose de la part de Tokio qu'un sentiment d'animosité. Le Japon, qui se sent menacé d'une crise économique à laquelle faisait allusion M. N. Sato, ambassadeur du Japon en France, dans un article du *Japan Times* du 9 septembre, du fait de sa production intensive et des difficultés de plus en plus grandes qu'il rencontre partout à placer ses produits, est naturellement disposé à se contenter de la reconnaissance *de facto* du Mandchoukouo non seulement par l'Union soviétique, mais par toute puissance avec laquelle il a chance d'entrer en relations d'affaires.

Ajoutons enfin qu'il est par ailleurs assez piquant de voir Moscou demander maintenant au Japon de garantir les sommes qui lui seront dues par le Mandchoukouo pour l'achat de l'Est-Chinois.

On peut dire que tout cela est bien asiatique; mais n'est-ce pas en Asie que cela se passe? Ne peuvent s'étonner que ceux qui l'auraient oublié.

En somme on cherche en vain à un conflit russo-japonais des raisons qui emportent tout et qui poussent fatalement deux peuples l'un contre l'autre. Et puis, sans parler des difficultés intérieures dont les deux États ont à tenir compte avant de se lancer dans une aventure guerrière, qui se limiterait sans doute difficilement à deux, pourquoi rouvrir si dangereusement un débat quand toutes les nations du monde sont à peu près indifférentes, d'une part aux progrès de l'Union soviétique en Asie centrale, sauf pour certaines à y chercher des compensations, et d'autre part à la création du Mandchoukouo au détriment de la Chine, sauf à y trouver de nouveaux débouchés pour leur commerce et leur industrie?

EN MONGOLIE INTÉRIEURE

20 Novembre 1934.

Il s'écrit beaucoup de choses sur la Mongolie intérieure. Il n'est pas, en ce moment, de journal ou de revue d'Extrême-Orient qui ne contienne un article ou des informations sur cette partie de la Mongolie qui s'étend le long de la Chine du Nord, au-dessous de la Mongolie extérieure, devenue une sorte de fief de l'Union soviétique.

D'après les dernières nouvelles le gouvernement autonome de la Mongolie intérieure est en train de s'organiser dans l'ancien monastère bouddhiste de Pailingmiao.

La personnalité qui s'impose dans ce gouvernement est le prince Teh Wang, âgé de trente-trois ans seulement; il était, au cours de ces temps derniers, à la tête des ligues mongoles qui réclamaient au gouvernement chinois leur autonomie et qui réussirent à obtenir de lui, le 23 avril de cette année, la plupart des privilèges qu'elles demandaient.

La Mongolie intérieure était constituée précédemment par six « ligues » ou groupes de tribus. Du fait de l'occupation du Jehol par les Japonais, trois de ces ligues tombèrent sous la domination de ces derniers. Il est probable que cet événement ne fut pas sans influence sur le mouvement mongol; toutefois, bien avant l'affaire japonaise en Mandchourie, les Mongols avaient revendiqué leur autonomie. Ils envoyèrent à cet effet une délégation à Nankin en 1928. Cette délégation fut simplement éconduite. Une seconde n'eut pas plus de succès en 1931. Durant l'été de 1933, le prince mongol Teh déclencha un nouveau mouvement, justifiant sa demande d'autonomie par l'incurie et la corruption de l'administration chinoise.

A cause du voisinage du Mandchoukouo, il eût été imprudent, cette fois, d'éluder la question. En décembre dernier, le gouvernement chinois se décida donc à envoyer le ministre de l'intérieur conférer à Pailingmiao avec le prince Teh et les autres princes qu'il avait groupés autour de lui, afin d'arrêter un projet d'accord. « La ville, disaient alors les dépêches qui parvenaient à Pékin, regorge de princes mongols et de gens de leur entourage vêtus de robes de couleur; plusieurs princes qui participent à la conférence portent des robes brodées de dragons, comme au temps de la dynastie des Ching. Par contre, d'autres portent des vêtements étrangers dernier cri, comme en portent les étudiants retour du Japon ou des pays occidentaux. »

Discuté et remanié à Nankin, le projet, après de longues conférences, finit par être adopté en mars 1934. Il fut décidé qu'un « Comité des affaires politiques d'autonomie locale mongole » serait créé à Pailingmiao et placé sous le contrôle du Yuan exécutif de Nankin. Ce comité est composé de vingt-huit princes mongols nommés par Nankin; quinze représentent les familles nobles, treize représentent le peuple. Il est chargé des affaires intérieures qui intéressent les ligues : affaires civiles, industrie, enseignement, sûreté, finances; les affaires diplomatiques et militaires restant entre les mains du gouvernement chinois. A côté du comité se tient un fonctionnaire chinois « commissaire de l'autonomie de la Mongolie intérieure » qui a un droit de veto sur toutes ses décisions.

C'est là, comme on le voit, une autonomie relative, ce qui témoigne d'abord d'un regain d'activité politique de la part des Chinois dans une région où l'on n'est sans doute pas près de revoir l'autorité absolue de la Chine, autorité autrefois incontestée, mais où les liens de l'ancienne vassale avec son suzerain ne sont pas non plus complètement rompus.

Ensuite, le caractère mitigé de cette autonomie explique que les Mongols en réclament encore l'extension : le prince Teh ne cesse de s'élever contre la nomination par Nankin des vingt-huit représentants de la Mongolie intérieure.

En outre, il y a lieu de croire que les Mongols sont encouragés du dehors à demander une reconnaissance formelle d'une Mongolie intérieure indépendante par le gouvernement de Nankin. Il est certain qu'une Mongolie intérieure, à l'indépendance de laquelle Tokio aurait plus ou moins contribué, enlèverait un considérable souci de l'esprit japonais. On sait que des milieux nippons ne cachent pas leur désir d'arriver à une réunion de la Mongolie intérieure et du Mandchoukouo. N'est-il pas naturel, encore une fois, que des encouragements, qui faciliteraient l'opération, viennent de ces milieux aux Mongols pour que ceux-ci réclament une autonomie complète?

Bref, la Mongolie intérieure est « travaillée » par bien des influences diverses. Est-il besoin de dire que les Soviets non plus n'y sont pas inactifs? Cependant ce n'est pas là que leur activité s'exerce le plus, mais plus à l'ouest, au Sin-Kiang ou Turkestan chinois.

Sans doute la Chine montre en Mongolie, comme dans ses autres possessions extérieures, un renouveau d'activité politique indéniable; mais cette activité vient bien tard, et l'on se demande ce qu'elle pourra sauver de son ancienne domination.

Quoi qu'il en soit, les rapports de la Mongolie intérieure avec le gouvernement chinois sont actuellement conformes aux décisions prises de part et d'autre et au statut officiellement établi, le 23 avril dernier, à Pailingmiao.

On peut évidemment se demander ce que deviendra cette autonomie. Il est permis d'être sceptique sur la pérennité d'un statut que la poussée de certains intérêts a plus contribué à créer que les idées et les principes.

RAPPROCHEMENT ANGLO-JAPONAIS EN ASIE

5 Décembre 1934.

Il y a trois mois nous écrivions ici : « Il ne saurait être question de conquête des Russes sur la Perse et l'Afghanistan, mais d'avantages économiques facilitant par certains arrangements leur avance, économique toujours, vers le golfe Persique et la mer d'Oman... En Perse, en Afghanistan, au Turkestan chinois la querelle russo-anglaise a repris de plus belle. Étant donné la tension, d'ailleurs relative, des rapports russo-japonais, Londres peut être tentée d'employer cette tension à son profit. Provoquer des réactions chez les Japonais en montrant les Russes agressifs n'est pas une politique nouvelle, etc. »

Depuis lors, la tendance des Anglais à se rapprocher des Japonais s'est accentuée au point que, l'imagination aidant, l'on est allé, sans la moindre raison sérieuse, jusqu'à parler, à la suite d'un journal anglais trop peu avare de nouvelles sensationnelles, de la résurrection de l'alliance anglo-japonaise.

Inutile de prendre des airs sibyllins pour expliquer l'attitude nouvelle des Anglais à l'égard des Japonais. D'une part, l'activité des Soviets en Asie centrale et occidentale, d'autre part la fin de l'omnipotence du dollar et les difficultés dans lesquelles se débattent les États-Unis. Voilà des faits. Tout le reste n'est qu'hypothèses.

Le dollar peut regagner un jour sa position d'autrefois, mais ce qui ne changera pas c'est la volonté et le besoin des Russes de se pousser en Asie. Au fur et à mesure que grandit l'obstacle japonais à l'horizon oriental, les Russes inclinent vers le sud. Les Anglais voient dans le Japon la seule puissance capable de détourner aujourd'hui de la Perse et demain des Indes

l'activité débordante des Soviets. Peut-être les Anglais ne se représentent-ils pas encore très bien l'idée que les Japonais, à tort ou à raison, se font d'eux-mêmes, mais les pourparlers navals en cours les y aident évidemment, et ils apprécieraient d'autant leurs services éventuels.

En tout cas, il n'est pas douteux que ce ne soit le tour de l'influence russe, après l'influence anglaise, de gagner en Perse et en Afghanistan. Il n'est pas sans intérêt de signaler que les grands travaux de communications en Perse dans la direction du golfe Persique sont maintenant activés et que cet effort coïncide avec ce que l'on sait du renouveau des relations russo-persanes dont nous avons parlé à plusieurs reprises. Le lecteur nous saura sans doute gré de reproduire les renseignements suivants contenus dans le *Bulletin* de la chambre de commerce franco-persane:

C'est au cours de 1925 que fut décidé l'établissement de la ligne mer Caspienne-golfe Persique, déjà étudiée par des ingénieurs français; les travaux commencèrent en 1927. La longueur de ce Transpersan nord-sud doit être de 1.552 kilomètres, de Bender-Chahpour, sur le golfe Persique, à Bender-Chah sur la mer Caspienne. Le tronçon nord, de Bender-Chah à Téhéran, qui doit mesurer 458 kilomètres, est en exploitation sur 130 kilomètres; le tronçon sud, Téhéran-Bender-Chahpour, 1.000 kilomètres, fonctionne déjà sur 305 kilomètres, le nivellement et le ballastage étant effectués sur 120 kilomètres. Il reste à construire 1.117 kilomètres en tout.

Des contrats de construction avaient été passés avec la Société française de construction des Batignolles, qui a posé le pont métallique du Karoun; mais le gouvernement a confié l'achèvement du chemin de fer à un groupe dano-suédois, la société Kampsax, qui doit avoir terminé les travaux dans le délai de six ans à partir de 1932. Les ports de Bender-Chah et de Bender-Chahpour seront construits sous la direction d'ingénieurs danois et norvégiens.

Ces renseignements qui complètent ceux que nous avons donnés dans nos articles précédents témoignent au moins une reprise d'activité de la vie économique de la Perse. On sait trop que cette activité ne se fait pas sous l'égide de la Grande-Bretagne pour douter des influences qui l'inspirent et la secondent.

Mais ces influences sont-elles seulement russes ou bien sont-elles russo-japonaises, comme certains télégrammes de presse pourraient le faire croire? L'intérêt japonais pour la partie de l'Asie qui nous occupe

ressort clairement de l'établissement d'un service mensuel de bateaux entre Kobé et le golfe Persique par la Nippon Yusen Kaisha et la Osaka Shosen Kaisha. Le premier départ, celui du *Lisbon Maru* (N.Y.K.) aura lieu le 22 décembre prochain de Kobé, le second, celui de l'*Alaska Maru* (O.S.K.), le 26 janvier.

Nous avons déjà signalé le lien persan qui peut exister entre Russés et Japonais. Il y a certes là de quoi rendre les Anglais perplexes.

Qu'elles soient russes ou russo-japonaises, les influences dont nous parlions prouvent que les difficultés entre Russes et Anglais ont recommencé comme il y a trente ans, avec cette différence que les deux partis étendent leur champ d'action jusqu'en Asie centrale au détriment de la Chine, à cause de la négligence montrée par celle-ci dans ses possessions extérieures, et dont elle s'aperçoit un peu tard. Mais ce que nous soulignons aujourd'hui c'est que plus les Soviets chercheront la mer au sud plus l'Angleterre leur apparaîtra de nouveau comme une barrière, un obstacle à leur expansion en Asie, ce qu'ils avaient oublié depuis leur guerre avec le Japon; plus aussi les Anglais tendront malgré tout à se rapprocher des Japonais.

Il ne saurait être question, nous le répétons, de conquête russe sur la Perse. Même si le contraire était dans les intentions de Moscou, il est trop facile au gouvernement persan de les réduire à néant, en renouvelant sa menace de 1921 de se tourner complètement vers l'Angleterre. Mais celle-ci est trop soucieuse de conserver ses marchés pour ne pas redouter les conséquences économiques du déplacement d'intérêt que marquent les Russes en Asie et ne pas se prémunir dès à présent contre ces conséquences.

1935

Une poussée militaire japonaise en Mongolie intérieure précise les intentions du Japon sur cette région, intentions qu'il était possible d'entrevoir depuis déjà un certain temps. En même temps l'activité des militaires au Mandchoukouo se traduit par l'impatience de voir outiller économiquement le pays qu'ils ont par leur volonté fait entrer dans l'empire. L'esprit du Meiji inspire à une partie toujours croissante de l'armée un sentiment de révolte sociale que modèrent d'une part l'évidente nécessité de faire appel au capitalisme pour l'outillage du Mandchoukouo et d'autre part le loyalisme envers l'empereur qui est un véritable culte.

LA MONGOLIE ET LA POLITIQUE D'EXTRÊME-ORIENT

7 Février 1935.

Les générations qui se succèdent vivent sur cette donnée historique universellement admise que les Russes « ont cherché la mer » vers l'Est. Le souci constant de la diplomatie impériale depuis Pierre le Grand fut de donner aux plaines moscovites un débouché sur le Pacifique. C'est ainsi qu'il est d'usage d'expliquer la marche des Russes vers l'Est.

Pourtant, à la réflexion, cette explication est bien peu satisfaisante. Le souci dont on parle ne fut, en réalité, que la conséquence ou, si l'on préfère, la seconde phase d'une opération qui, commencée à la fin du seizième siècle, consista simplement à aller devant soi dans le vide asiatique, sans plan, sans but déterminé si ce n'est la chasse, au galop des chevaux, ou au fil de l'eau sur les grands fleuves, en de légers canots. A la fin seulement, pour une raison biologique, après tant de pays gagné, l'accès à la mer s'imposa.

Or, depuis quelques décades d'années, a surgi à l'horizon des plaines un obstacle qui masque l'Océan, et Vladivostok a perdu son intérêt économique du fait de la construction des chemins de fer mandchous. Et comme le Russe est essentiellement terrien, continental, qu'il n'a jamais aspiré à la maîtrise de la mer, rien d'étonnant qu'il oriente sa politique dans d'autres directions. Au surplus, ses débouchés sur la mer, à l'Ouest, ayant été diminués par la guerre de 1914, le voici ramené vers le Sud, et pour que son commerce atteigne de ce côté la mer, c'est-à-dire le golfe Persique et la mer d'Oman, il lui faut gagner les sympathies des pays du Sud, Perse et Afghanistan, car il s'y heurte aux Anglais. Attendons-nous donc à voir re-

prendre et se déployer de ce côté toute une diplomatie russe qui, depuis un certain nombre d'années, paraissait sommeiller.

Mais ce n'est pas tout; même en Extrême-Orient, les Soviets ont cherché des compensations. C'est ainsi qu'après la chute de la dynastie mandchoue l'on a vu tomber sous leur coupe la Mongolie extérieure.

Cette partie nord de la grande possession extérieure de la Chine, en bordure de la Russie soviétique, possède un pouvoir national et une administration propre, mais l'ingérence russe ne s'en fait pas moins sentir dans tous ses rouages administratifs; instructeurs militaires, conseillers politiques, médecins, ingénieurs, tous sont bolchevistes. Au reste, le traité secret conclu le 8 juillet 1912 entre la Russie et le Japon ne reconnaissait-il pas des « droits spéciaux » à la Russie en Mongolie extérieure? Personne ne nie aujourd'hui, pas même les Russes, la position prépondérante de Moscou dans cette région; l'état de fait n'est ni contestable ni contesté, et tout l'intérêt se porte à présent sur la partie sud de la possession chinoise, c'est-à-dire sur la Mongolie intérieure.

Rappelons-nous que, dès la fin du dix-septième siècle, la division de la Mongolie en Mongolie extérieure et Mongolie intérieure exista, et que des fœdaux, des princes à la tête de tribus guerrières, de ligues et de bannières, jouissaient en Mongolie de privilèges et se montraient les zélés défenseurs des empereurs mandchous. N'oublions pas non plus qu'une alliance entre les Mandchous et les Mongols fut jadis un des préliminaires essentiels de la conquête de la Chine par les Mandchous.

La République chinoise proclamée, la Mongolie intérieure disparaît en tant qu'unité politique et forme dans sa partie orientale trois districts : le Jéhol, le Tchahar et le Souei-Yuan, tandis que sa partie occidentale est incluse dans la province du Kan-Sou. En 1927, le gouvernement chinois rattacha le district du Jéhol à la Mandchourie; deux ans plus tard, il procéda à une nouvelle division administrative, et la Mongolie intérieure compta désormais quatre districts : Jéhol, Tchahar, Souei-Yuan et Ning-Hsia.

Comme on le voit, les destinées de la Mongolie inté-

rieure sont on ne peut plus changeantes, et l'on pourrait dire que les événements actuels du Jéhol et du Tchahar ne font que continuer une tradition depuis longtemps établie. Cette considération ne saurait évidemment ni les expliquer ni les justifier s'ils ont besoin de l'être, mais tout de même il n'est pas absolument vain d'estimer que le passé d'une région aussi souvent modifiée que la Mongolie extérieure détermine jusqu'à un certain point son avenir.

Toujours est-il que dans la réalité des faits les chefs mongols, personnellement attachés à l'empereur de Pékin, parce qu'il était Mandchou, ont vu avec tristesse et amertume la chute de la dynastie; mais alors que ceux de Mongolie extérieure étaient bien forcés de s'arranger de la forme de gouvernement que quelques années plus tard leur prescrivaient les Soviets (certains toutefois furent dépossédés de leurs biens et passèrent au service du Mandchoukouo), ceux de Mongolie intérieure sentaient se réveiller leur ancien loyalisme au profit du souverain du nouvel Etat mandchou. Inutile de dire qu'ils sont entretenus dans ces dispositions par les Japonais, qui à côté d'une Mongolie extérieure russifiée veulent une Mongolie intérieure japonisée.

Admettons qu'ils y parviennent. Pareil voisinage sera-t-il fatalement une cause de conflit? La nouvelle orientation de la politique russe en Extrême-Orient, telle que nous l'avons indiquée en commençant, nous fait répondre négativement. Ce qui importe à la Russie, c'est la sécurité de sa frontière sibérienne, au nord de la Mongolie et de la Mandchourie. Ne dit-on pas que l'Union soviétique poserait comme condition à la signature d'un pacte de non-agression avec l'empire nippon que celui-ci s'engageât à respecter la frontière de l'Amour? Et d'abord qu'est-ce à dire, sinon que le Mandchoukouo est un fait admis? Ensuite nous n'inventons rien: à l'ouverture, toute récente du septième congrès des Soviets, M. Molotov a rappelé que Moscou avait proposé à Tokio de signer un pacte de non-agression. Nous sommes loin de la guerre russo-japonaise prédite pour demain depuis plus d'un an! N'empêche qu'à la même séance d'ouverture le commandant en chef de l'armée spéciale

d'Extrême-Orient, le général Blucher — un Balte, — l'ancien Gallen du gouvernement de Canton, fut l'objet, disent les dépêches, « d'une magnifique ovation »...

Mais cela, au fond, n'a pas grande importance. Ce qui compte, c'est la politique de repliement de la Russie dans la direction de l'Ouest et du Sud, et dans l'Ouest, cette sorte de fixation compensatrice en Mongolie extérieure, en deçà de la Province Maritime et de la Mandchourie, jadis partagée secrètement aussi avec le Japon !

Notre conclusion est que le rôle de la Mongolie, qui, nous en convenons volontiers, peut être capital dans la politique d'Extrême-Orient, une fois réglé par les intéressés, ce qui est en train de se faire, est selon nous le contraire d'un rôle dangereux pour la paix, si paradoxal que cela puisse paraître à certains.

Il y a longtemps que la *Pravda*, reprenant une opinion exprimée à Pékin par M. Karakhan au cours de l'été 1925, concluait dans un article sur la situation en Chine au rapprochement des trois grandes puissances extrême-orientales, la Chine, le Japon et l'Union soviétique, « le meilleur moyen pour elles, assurait le journal, de défendre leurs intérêts connexes et de consolider la paix en Extrême-Orient ».

COUP D'OEIL SUR LA POLITIQUE INTÉRIEURE JAPONAISE

29 Mai 1935 (*Tokio, Mai.*)

Quelque soin que l'on mette à suivre de loin la politique intérieure d'un pays, la réalité n'est jamais tout à fait pareille à l'idée que l'on s'en fait. Quand on peut, un jour, contrôler sur place, on s'aperçoit que l'on était au delà ou en deçà. Je savais par les télégrammes quotidiens et les lettres de notre correspondant particulier au Japon que, surtout depuis quelques temps, la politique intérieure de ce pays était loin d'être seulement ce que les apparences pouvaient laisser supposer, et qu'elle était faite également d'influences et de mouvements moins visibles. Je ne croyais pas que ceux-ci fussent aussi accentués qu'ils le sont. Et pourtant j'aurais dû m'en douter, après la période qui vient de s'écouler et durant laquelle le général Araki fut au pouvoir, comme ministre de la guerre.

On sait que pendant ce laps de temps, qui s'étend de 1931 à 1934, l'activité très particulière de l'armée atteint son maximum, activité dirigée contre les trusts qu'elle accuse de drainer à leur profit l'argent du pays. Des excès eurent lieu qui dépassèrent la violence des paroles; une sorte de terreur régna jusqu'au jour où le général Araki fit place à un autre ministre de la guerre.

L'armée perdait du coup une part de son influence efficiente, mais n'abandonnait rien de ses idées socialisantes, de son idéal qui est un retour au temps où l'empereur possédait toutes les terres et les concédait aux citoyens, en un mot de son plan de réorganisation nationale. Aussi répandait-elle ses idées dans les campagnes, parmi la population paysanne d'où elle est

elle-même issue en grande partie, et qui sur certains points du territoire est incontestablement malheureuse. Au reste les événements du dehors la servaient. Si en fait elle ne pouvait rien apporter aux paysans éprouvés qui pût soulager leur misère, elle pouvait leur dire que certaines menaces, plus ou moins réelles et plus ou moins grossies de la part de l'Union soviétique, devaient primer tout le reste et leur faire oublier momentanément leur misère.

Le rapprochement nippo-soviétique que marque la cession récente par l'Union soviétique du chemin de fer de l'Est-Chinois (nous dirons dorénavant Nord-Mandchou) déconcerte quelque peu les militaires, qui perdent un argument auprès des paysans pour obtenir d'eux dans l'épreuve la patience patriotique qu'ils leur recommandaient jusqu'ici. D'aucuns sont enclins à en tirer des conclusions pessimistes.

Après ce que j'ai entendu au cours de ces trois premières semaines passées à Tokio, je ne partage pas cette manière de voir. Je ne crois pas l'armée décidée à se lancer malgré tout dans une guerre contre la Russie pour justifier ses activités politiques et ses exigences budgétaires; je crois au contraire qu'elle tend à comprendre que les producteurs de la richesse du pays ont collaboré avec elle par l'industrie et le commerce à faire du Japon ce qu'il est, et que le moyen d'équilibrer comme elle le souhaite l'état social du Japon et d'en répartir la richesse n'est pas de les ruiner. Je crois que l'on va plutôt lentement vers un compromis fondé sur le désir commun aux deux clans, celui de l'armée et celui des affaires, de créer le plus grand Japon. Car ne l'oublions pas : par delà leurs divisions ils se retrouvent sur ce point. Leurs manières diffèrent également, mais elles tendront fatalement à se rapprocher. L'idée fait son chemin lentement mais sûrement, plus lentement peut-être au « pays de la circonspection et de la lenteur », comme notre ambassadeur à Tokio appelait devant moi l'empire du Soleil Levant, qu'en tout autre pays. Nul doute que l'impulsion donnée par les militaires à certaines idées après tout généreuses ne se maintienne au-dessus des contingences éphémères de la politique et ne survive aux avatars de celle-ci.

Pour résumer ma pensée sur ce point, je dirai qu'à mon avis, et sous réserve des entorses que la réalité asiatique donne à chaque instant à notre logique européenne, les activités des militaires me semblent être de deux ordres différents : les unes sont d'ordre moral, les autres d'ordre politique. A celles d'ordre moral, je prédirais volontiers le succès dans la mesure où Kipling avait raison d'écrire : « L'Orient et l'Occident ne se rencontreront jamais », d'autant plus que les partisans du « moderne », tout en détestant leur point de vue, se rapprochent de plus en plus de leurs adversaires dans leur façon de juger l'Occident. Les événements internationaux qui expliquent en grande partie l'opinion généralisée des Japonais sont de trop fraîche date pour qu'il soit besoin de les rappeler. « La Société des Nations n'a pas compris le Japon, me disait encore dernièrement le ministre des affaires étrangères, M. Hirota. Elle est européenne ». Notez que les Chinois, que tous les Asiatiques pensent de même; et l'on n'y changera rien, parce que Kipling a raison, comme les faits se chargent de plus en plus de le démontrer. Et alors? Alors, il reste les efforts réels, suivis, des pays d'Occident pris séparément, pour réaliser des accords avec les Asiatiques, au lieu du mépris, de la colère ou de la vaine indignation. Mais cela est une autre histoire.

Les activités d'ordre politique que montrent les militaires ont certainement moins de consistance et de profondeur que celles d'ordre moral. La première raison en est que les militaires, sauf exceptions, n'ont que faire du pouvoir, puisqu'ils obtiennent tous les crédits qu'ils veulent. Il suffit pour s'en convaincre de comparer le budget de la guerre à celui des autres départements. La seconde raison, c'est leur respect de la Constitution. Contrairement à ce que l'on pourrait croire à un moment où le Parlement au Japon est si effacé, les militaires sont plus antitrustistes qu'antiparlementaires.

Du reste, il y a parmi eux des dissentiments, des jalousies. L'école des cadets et ceux qui en sortent jaloussent l'école supérieure de guerre dont les élèves appartiennent à des familles plus riches ou nobles. Il y a des clans. Tout cela n'est pas pour cimenter

un bloc ou créer un parti; le « gumbu » est à peu près le groupement des militaires de l'active et de la réserve qui font de la politique. Or sous un régime parlementaire ce sont les partis qui sont appelés à avoir leur place au pouvoir ou à la regagner lorsqu'ils l'ont momentanément perdue.

Sans doute, lors d'une crise causée par une guerre ou de graves difficultés économiques, les partis peuvent céder devant un mouvement qui a sa source dans le sentiment national, mais cela ne dure que le temps de la crise. Il est vrai que celle-ci peut se prolonger. Certains considèrent avec assez de pessimisme l'avenir économique du Japon; mais le Japon offre à cet égard un aspect très particulier. C'est un pays qui fait tous les jours sa révolution économique sans difficultés politiques, ou du moins sans les difficultés politiques qu'un pareil événement entraînerait dans d'autres pays, et cela grâce à la forte cellule sociale qu'y constitue la famille et au solide pivot sur lequel tourne sa vie nationale : l'empereur, le mikado, une déité, rien de moins. On ne se rend compte de cela que sur place au Japon. Il fallait voir l'arrivée de l'empereur du Mandchoukouo à Tokio, le 6 avril, et la façon dont la foule se comportait au passage de la voiture de ce dernier et au passage de celle du souverain japonais... Qu'une loi donne demain le monopole du riz à l'Etat, les gens intéressés de près ou de loin au commerce de cette céréale s'en plaindront évidemment, mais la population l'acceptera.

Ainsi va le Japon. Les augures vaticinent. Mais de quoi demain sera-t-il fait pour chacun de nous?

AU MANDCHOUKOUO

15 Juin 1935 (*Moukden, Mai.*)

Le Mandchoukouo n'est pas un mythe. On en a ri, on en a souri, on pourra en sourire encore, il n'en existe pas moins quoique non reconnu. C'est un Etat constitué suivant des règles un peu particulières, j'en conviens, mais enfin, il s'y trouve un souverain, et même des ministres dont certains viennent de donner leur démission, comme cela se voit dans tous les pays... Je n'oublie pas que ces ministres manchous ont auprès d'eux des vice-ministres japonais, ce qui évidemment est spécial au pays, que les forces militaires mandchoues (100.000 hommes) sous les ordres du souverain et du ministre de la guerre peuvent, pour la défense nationale, recevoir des directives du chef de l'armée japonaise du Kouang-Toung (50.000 hommes) qui est en même temps, du moins quant à présent, l'ambassadeur du Japon au Mandchoukouo, le général Minami. Les Japonais jouent donc dans l'Etat indépendant du Manchoukouo un rôle dont l'importance n'est pas niable...

Tout cela est assez particulier; les Japonais le reconnaissent eux-mêmes et en dépit de leurs explications, cela donne l'impression d'être provisoire. « Les deux nations, dit un article de propagande, sont maintenant appelées à grandir et à tomber ensemble, mais jamais séparément. Rien de pareil ne s'est encore vu dans l'histoire du monde. C'est une ligue loin de toute espèce d'alliance offensive et défensive. Il n'y a aucune comparaison à établir. » Mais l'on sait que le provisoire peut durer longtemps et que des situations qui tout d'abord peuvent faire craindre des froissements, certaines difficultés entre les autorités d'un pays, s'arrangent avec le temps. Et puis n'est-on pas en

Asie où des États de fait qui, en Europe, ne dureraient pas, trouvent leur équilibre dans des formules qui ne peuvent être traduites ni dans notre langue ni dans nos pensées; tel le *Ouang-Tao*, la voie du roi, ou du bon souverain, ou de la justice, principe qui justement préside au gouvernement du Mandchoukouo et dont l'empereur lui-même et son ministre des affaires étrangères m'ont parlé, un peu comme nous dirions liberté, égalité, fraternité... Grâce à ce principe qui ne tend partout et toujours qu'au bien du peuple, les difficultés auxquelles je fais allusion ne doivent pas exister. Je ne sais si le *Ouang-Tao* sera inscrit sur les murs des édifices publics du Mandchoukouo comme notre formule républicaine sur les nôtres, mais s'il n'est pas sur les murs, il sera présent à la pensée des gouvernants et rien ne dit après tout qu'il n'ait pas sur la collaboration des autorités mandchoues et japonaises l'influence que l'on en attend généralement.

Le développement économique du pays est plus aisé à envisager dès à présent et il est incontestable qu'il aura lieu, sauf imprévu, dans un délai relativement court; ce qui a été fait depuis deux ans laisse à penser ce que l'on verra dans cinq ans, époque à laquelle les Japonais vous donnent rendez-vous. Ce développement n'est pas douteux parce qu'il correspond au caractère résolu des Japonais, secondé par les qualités de réalisateurs et d'organiseurs que l'on sait. Oh! là encore l'on peut craindre des difficultés du dehors et du dedans. La question financière est certainement la plus grave qui se posera parce qu'elle commande toutes les autres.

Le Mandchoukouo recèle de grandes richesses et les Japonais ont le personnel technique capable de les exploiter; mais cela nécessite pour commencer de grands capitaux. Les emprunts intérieurs ont été jusqu'ici rapidement couverts. Mais cela durera-t-il? Les autorités japonaises s'en préoccupent à juste titre. Les usines et les fabriques qui s'élèvent dans le Mandchoukouo, grâce à ces emprunts, armeront économiquement le pays; mais quand ces usines auront produit tout ce qui fera du Mandchoukouo un État moderne, que deviendront-elles? Ne seront-elles pas un poids mort auquel s'ajouteront les questions

sociales qu'on ignore encore ici, mais que nous connaissons en Europe depuis longtemps? D'aucuns se demandent alors s'il ne serait pas plus sage d'employer une partie au moins des capitaux qui servent actuellement à créer de toutes pièces une industrie mandchoue, à acheter à l'étranger ce dont le pays a besoin.

Mais ne soyons pas pessimistes. Faisons crédit à l'esprit d'opportunité des Japonais. En ce moment, et peut-être seulement en apparence, cet esprit cède chez certains à la griserie du succès; mais la plupart des officiels sont d'avis de demander aux étrangers ce que le Japon ne pourra faire lui-même. Ils ont donc conscience que le Japon aura besoin d'aide. En attendant, la capitale du nouvel État, Hsin-King s'élève rapidement. Les ministères, les bâtiments des grandes administrations se construisent; l'emplacement du palais de l'empereur est désigné, celui des légations est prévu... L'empereur, jusqu'à présent, occupe l'ancien bâtiment de la gabelle en pierre grise, lamentablement triste, de style administratif chinois semi-moderne.

La Chine, bien qu'elle vienne de régler avec le Mandchoukouo la question des douanes, des chemins de fer et de la poste, n'a pas reconnu le nouvel État. On se rappelle que le Salvador seul l'a reconnu officiellement et que l'Union soviétique, en traitant avec lui la cession du chemin de fer de l'Est-Chinois, dorénavant North-Mandchouria-Railway, s'est mise vis-à-vis du Mandchoukouo dans une situation très difficilement définissable. Mais ne nous hasardons pas sur le terrain des subtilités diplomatiques et revenons aux Chinois.

Des conversations ont lieu entre Nankin et Tokio sur un ton favorable à l'entente économique d'abord que le Japon a en vue entre la République chinoise, le Mandchoukouo et lui. L'élévation des légations chinoise et japonaise à Tokio et à Nankin en ambassades correspond probablement à un résultat de part et d'autre avantageux déjà obtenu par les négociateurs chinois et japonais.

Malgré tout, la question politique du Mandchoukouo reste pendante entre les deux peuples; mais le cours des affaires n'en est guère gêné. La Chine achète en effet au Mandchoukouo près de deux fois et demie

ce qu'elle lui vend; de nombreux Chinois ont investi des capitaux au Mandchoukouo; la Banque de Chine qui, avant la constitution de l'Etat mandchou, avait un siège central à Moukden pour ses affaires en Mandchourie, et une simple succursale à Hsin-King, transfère, le 1^{er} juillet de cette année, son siège central à Hsin-King, la capitale, tout en laissant une succursale à Moukden.

L'économique, on le voit, ne perd jamais ses droits en dépit de la politique, chez un peuple pratique et commerçant comme l'est le peuple chinois.

Le général Dohihara, chef de la mission militaire japonaise, qui vient de parcourir la Chine et qui parallèlement aux conversations du représentant diplomatique du Japon avec le gouvernement de Nankin, eut des entretiens avec des personnalités officielles et non officielles, afin d'améliorer les relations entre les deux pays, m'assurait ici que l'atmosphère politique était moins lourde. Son opinion confirmait tout ce qui m'avait été dit à ce sujet.

Une nouvelle politique sino-japonaise s'esquisse, politique de fait si l'on veut et qui ne correspond pas à l'idéal qu'on se fait en Occident des ententes internationales, politique qui peut ne pas aboutir, qui peut dévier, s'égarer encore précisément du fait d'influences européennes dans des directions sans issue; mais qui peut aussi mener à un équilibre asiatique auquel les puissances occidentales trouveraient leur compte, à condition toujours de ne pas prendre pour des Occidentaux les Extrême-Orientaux.

Plus on observe ces derniers, plus on est convaincu de l'illusion qui consiste à croire que des normes uniformes conviennent à l'humanité tout entière. Le monde est fait de diversités que la politique doit chercher à concilier et à équilibrer, non point à supprimer. Le mot équilibre qu'on a stupidement voulu rayer du vocabulaire politique s'impose fatalement aux nations avec tout ce qu'il signifie. Un équilibre asiatique est tout aussi nécessaire qu'un équilibre européen. Cela ne veut pas dire qu'il faille élever des cloisons étanches entre l'Asie et l'Europe, mais que si des rapports de toutes sortes, matériels et moraux, doivent être recherchés entre les peuples des deux continents, ils

doivent l'être sans l'illusion d'une fusion possible des conceptions innées et des ententes de vie de l'Orient et de l'Occident.

Pratiquement, ces considérations tendent à l'établissement et à l'exécution de programmes économiques et politiques qui nécessitent de la part des gouvernements d'Occident une parfaite connaissance de la psychologie orientale.

L'ARMÉE : ÉLÉMENT PERMANENT DE LA POLITIQUE JAPONAISE

17 Juillet 1935 (Tokio, Juillet).

Les télégrammes ont relaté le dernier incident survenu au Tchahar entre Chinois et Japonais. Incident purement local, disent avec insistance les officiels japonais, mais incident qui peut, selon moi, servir à saisir une des particularités de la politique japonaise. Certains y voient une étape de plus vers le but des Japonais, qui envisageraient, d'après eux, une pénétration économique de la Chine du Nord, appuyée militairement.

Mais ce qui me frappe le plus, c'est qu'à l'occasion de l'incident du Tchahar, les militaires se sont manifestés d'une façon qui permet peut-être mieux qu'une autre de comprendre leur rôle dans la politique japonaise.

Mais d'abord qu'entend-on par les militaires du Japon?

J'ai déjà dit (29 mai) que les militaires ne constituaient pas un parti politique et qu'ils n'avaient que faire du pouvoir puisque, sans l'avoir, ils obtenaient tout ce qu'ils voulaient. D'ailleurs, depuis 1890, date de la Constitution, actuellement en vigueur, l'empereur exerce le commandement suprême de toutes les forces militaires. En conséquence, le ministre de la guerre et celui de la marine, qui sont en même temps, le premier, chef d'état-major de l'armée, le second, chef d'état-major de la marine, ne dépendent pas du gouvernement, mais ressortissent immédiatement de l'empereur. Il s'ensuit qu'en tout ce qui concerne l'armée et la marine, le cabinet ministériel n'a aucun droit d'intervenir directement. Le rôle du gouvernement, au point de vue militaire, consiste seulement

à servir de trait d'union entre les hautes autorités militaires et l'empereur, en ce qui touche à la politique nationale, dont il a la responsabilité. C'est encore du gouvernement que dépendent les budgets de l'armée et de la marine.

Toutefois, l'indépendance presque complète où celles-ci sont vis-à-vis du gouvernement explique en partie leur prépondérance, en même temps que la désharmonie qui se fait jour quelquefois entre les déclarations des personnages politiques civils et les actes des autorités militaires. Mais c'est précisément là qu'il s'agit de ne pas s'illusionner sur le véritable rôle de l'armée, et s'imaginer que les militaires constituent une sorte d'Etat dans l'Etat.

Les militaires, ai-je dit, ne sont pas un parti; j'ajoute qu'ils ne sont même pas un élément tangible de la politique japonaise. Ils sont essentiellement impersonnels. Ils n'ont rien de commun avec les militaires allemands qu'on a vu agir ces temps-ci ou avec les militaires espagnols que l'on voyait agir autrefois. Les uns et les autres se nommaient et proclamaient leurs opinions ou leurs programmes.

Les militaires japonais ne parlent généralement pas. (Le général Araki a fait exception à la règle. Je le connais. Sa nature l'y entraînait, mais, même chez lui, la parole ne fut pas l'annonce des événements qui se déroulèrent sous son ministère. Il exprima plutôt une théorie qui, pendant un temps, eut son utilité pour justifier aux yeux du monde ce qui s'accomplissait sans lui : « On veut, en Europe, me disait le vieux comte Makino, conseiller privé, que ce soient de jeunes officiers qui aient poussé à l'affaire de Mandchourie! Mais non, c'est la nation, c'est le Japon tout entier. »

Les militaires japonais sont donc impersonnels. Ils créent une atmosphère qui enveloppe le pouvoir gouvernemental d'une façon permanente et nullement exceptionnelle ou temporaire. Parfois les influences qui émanent d'eux se font sentir plus fortement qu'à d'autres moments, mais elles ne sauraient aller à l'encontre de l'autorité suprême qui règne sur le Japon, celle de l'empereur. « Rien ne se fait, rien ne peut se faire sans l'assentiment de l'empereur »,

me répondait encore le comte Makino, avec une sérénité que je n'oublierai pas, quand je lui exprimais la crainte qu'un Européen inexpérimenté pouvait concevoir à considérer l'incident du Tchahar.

De fait, si l'opposition entre les militaires et le ministre des affaires étrangères, M. Hirota, existait à la manière dont elle existe entre hommes de partis politiques opposés dans un pays quelconque, le ministre n'eût pas résisté à l'aventure; c'est à quoi du reste s'attendaient la plupart des Européens à Tokio. L'action des militaires au nord de la Chine et au Tchahar fut, en effet, contraire à la manière diplomatique de M. Hirota. Celui-ci désirait continuer à régler diplomatiquement les difficultés avec la Chine comme avec les Soviets. Il avait déjà à son actif la cession par ces derniers du chemin de fer de l'Est Chinois et, d'autre part, un commencement de rapprochement avec Nankin.

Les militaires voulaient une politique plus énergique avec la Chine. L'élévation de la légation du Japon en Chine au rang d'ambassade les exaspéra. Ils exprimèrent à ce sujet l'opinion d'un Japon que l'empereur ne désavoua sans doute pas, et qu'arriva-t-il? M. Hirota fut-il, lui, désavoué, renversé, donna-t-il sa démission? Rien de tout cela. Je le soupçonne même de s'être rallié, non sans plaisir, à cette politique qu'il n'aurait pas faite lui-même; en tout cas, il la contresigna en restant au pouvoir et la fit endosser par le cabinet.

Ici apparaît l'unité d'autorité qui règne au Japon quelquefois en dépit des apparences. Lorsque les militaires sembleront entraîner le pouvoir civil, c'est celui-ci qui bénéficiera de leur action, autrement dit le gouvernement du pays, constamment baigné dans leur atmosphère, sera à ce moment plus particulièrement imprégné de leur influence, mais il ne se divisera pas et restera seul et unique à la tête de la nation qui tout entière travaille pour le Grand Japon.

LE MANDCHOUKOUO, LA CHINE ET LE SUD-MANDCHOURIEN

10 Septembre 1935.

On entend souvent dire que la Chine est le pays des surprises; on peut ajouter: et des paradoxes.

La *Revue nationale chinoise* du 14 juillet dernier, écrivait :

La politique japonaise de la Chine a beaucoup évolué depuis le commencement de 1933. Le gouvernement de Nankin s'est rendu compte qu'il ne pouvait compter sur l'intervention de la Société des Nations, les puissances ne songeant qu'à la protection de leurs intérêts en Chine. Sans repousser leur coopération économique, il n'hésitera pas, selon nous, à accepter celle du Japon, si celle-ci est débarrassée de tout caractère agressif. On peut considérer la réorganisation récente des administrations provinciales du Hopei et du Tchahar comme le premier pas vers la future entente économique sino-japonaise.

Depuis que ces lignes ont été écrites, un deuxième pas a été fait. Les témoignages en viennent de tous côtés. Au lendemain même de l'affaire de Mandchourie, si paradoxal qu'il ait pu alors paraître, nous écrivions qu'il était dans l'ordre de la politique sino-japonaise qui évidemment ne correspond pas, ô lord Lytton! à l'idéal qu'on se fait en Occident des ententes internationales... Il se fera sans bruit, disions-nous, ce rapprochement, sans éclat, à la chinoise, afin d'éviter qu'il ne soit interprété au dehors comme une reconnaissance du Mandchoukouo.

Or le troisième pas semble bien devoir être précisément cette reconnaissance, accompagnée d'une entente pour la défense contre le communisme et d'une collaboration économique dans la Chine du Nord.

Pour notre part nous avons entendu plus d'un représentant des puissances à Tokio nous exprimer le regret

qu'ont celles-ci de s'être si solennellement engagées à Genève, pour la cause chinoise, à ne jamais reconnaître le Mandchoukouo. « On a toujours tort en politique de dire qu'on ne fera jamais certaines choses », nous avouait à ce propos une des personnalités les plus en vue de la Société des Nations. Qu'elle se rassure! Le mal sera réparé. Il n'est pas de puissance qui ne veuille soutenir, pousser quelque affaire au Mandchoukouo. La Chine sera bénie le jour où, par sa reconnaissance du Mandchoukouo, elle libérera les gouvernements des liens qui les retiennent encore. Mais on peut alors se demander si le Japon tient tant à cette reconnaissance qui peut lui susciter des concurrents. En fait le Japon ne s'effraye pas de cette concurrence. Comme rien ne se fera sans lui au Mandchoukouo, il voit plutôt dans l'afflux des offres le moyen de traiter au meilleur compte. Mais surtout il voit dans la reconnaissance la consécration de son œuvre, et c'est ce qui lui importe... Politique d'abord? Peut-être.

D'ailleurs l'intérêt économique n'est pas limité pour le Japon au Mandchoukouo; il porte encore sur le Nord de la Chine dont le développement par une collaboration sino-japonaise est à l'ordre du jour.

Cette question très importante du développement de la Chine du Nord dépend naturellement du rapprochement sino-japonais. Elle est en outre conditionnée par celle de la participation de la compagnie du Sud-Mandchourien.

Le 17 juillet, de hautes personnalités militaires japonaises décidaient, dans une réunion à Hsin-King, d'étudier tout d'abord avec les autorités chinoises le développement des communications aériennes et ferroviaires dans le Nord de la Chine, et ensuite le développement des exploitations minières, de l'industrie du coton et de l'élevage du mouton; la participation du Sud-Mandchourien serait recherchée pour le financement de ces entreprises, comme elle existe au Mandchoukouo.

Interrogé, quelques jours plus tard, sur l'éventualité de cette participation, le comte Hayashi, alors président de la compagnie du Sud-Mandchourien, répondit qu'elle était en effet possible en association

avec un syndicat de banquiers. Et, de fait, le 8 août, l'agence Rengo annonça de Hsin-King que la compagnie du Sud-Mandchourien avait décidé de créer, pour le développement de la Chine du Nord, une filiale qui demandera une charte au gouvernement japonais.

Depuis lors, le comte Hayashi, démissionnaire, a été remplacé comme président de la compagnie par M. Matsuoka, qui en fut naguère vice-président. Les relations de M. Matsuoka avec l'armée sont trop connues pour qu'on puisse le croire, sur ce point, dans d'autres dispositions que le comte Hayashi.

En somme, la réorganisation du Sud-Manchourien est certaine. Ensuite la participation du Sud-Mandchourien au développement économique du Nord de la Chine est en principe décidée. La question que l'on pourrait encore se poser est de savoir si les banques chinoises investiront là des capitaux avec autant d'empressement qu'au Mandchoukouo... Nous ne nous la posons pas. Nous savons que partout où l'ordre régnera et où il y aura des perspectives d'affaires, les capitaux chinois afflueront. L'article de la *Revue nationale chinoise*, que nous citions en commençant, le laisse du reste suffisamment entendre; Mandchoukouo, Chine, Japon, Sud-Mandchourien composeront demain, sur le plan économique, un ensemble duquel telle puissance d'esprit pratique et experte en affaires redoute déjà d'être tenue à l'écart.

LE MANDCHOUKOUO ET L'ESPRIT DU MEIJI

29 Septembre 1935.

On parle beaucoup à présent, au Japon, du Meiji, de la restauration Meiji, de l'esprit du Meiji. Les promoteurs de la restauration Showa disent que celle-ci complète la précédente, qu'elle est un rappel à l'ordre, au retour à des principes qui ont fait le Japon d'aujourd'hui, une sorte de « Bushido » à l'usage de tous, autrement dit une règle de modération dans les ambitions, les goûts, la manière de vivre de chacun, qui s'oppose au luxe affiché depuis trente ans par une classe restreinte de la société dite capitaliste et qui fut d'un détestable exemple pour la généralité.

On sait que l'empereur Mutsuhito, dont le règne est connu sous le nom d'ère du Meiji, recommanda à son peuple la civilisation occidentale en ce qu'elle a d'utile matériellement et de confortable, pour employer un mot à la mode; mais qu'il voulut, en même temps, que fussent conservés par les Japonais les principes fondamentaux de leur propre civilisation. Ce sont ces principes qu'un clan militaire prétend raviver en se dressant contre les « capitalistes ». L'armée du Kouang-Toung, c'est-à-dire celle qui occupe avec l'armée mandchoue le nouvel État du Manchoukouo a cette ambition et se déclare décidée à la traduire dans la réalité. L'esprit du Meiji l'inspire et la dresse à la fois contre les capitalistes et contre les autorités politiques ou militaires qui ne partagent pas ses points de vue « extrémistes »; cet esprit-là pousse quelquefois à des manifestations individuelles qui vont jusqu'à l'assassinat. Un exemple récent en est, l'assassinat du

général Nagata, principal collaborateur du ministre de la guerre, autour duquel se groupent les militaires « modérés ».

On se souvient qu'à la suite de ce meurtre, le ministre de la guerre, avec l'appui du conseil supérieur de la guerre, prit des mesures pour avoir le contrôle effectif de toute la force armée de l'empire. Mais un télégramme de Tokio, en date du 23 août, annonçait que le général Itagaki, chef d'état-major adjoint de l'armée du Kouang-Toung, avait déclaré que celle-ci ne se ressentirait d'aucune manière de l'assassinat, d'ailleurs infiniment regrettable du général Nagata.

Beaucoup de personnes s'inquiètent énormément de l'état d'esprit par lequel cette même armée rejoint, disent-elles, les éléments révolutionnaires contre lesquels le pays, malgré les apparences, a à se défendre. Sans nier qu'il y ait là matière à réflexion, nous ne partageons pas pareilles craintes.

D'abord, pour ce qui est de l'armée, son culte de l'empereur lui interdit toute révolution à la manière russe. Pour elle, « le marxisme, comme on l'a dit, commence là où la personne de l'empereur n'est plus en jeu ». Si elle demande la fin du capitalisme, le partage des terres, elle veut que ce soit l'empereur qui répartisse les biens de ce monde d'une façon plus juste. C'est avec lui que la révolution doit se faire, et non pas contre lui. En somme, l'armée ne prend que la partie économique du marxisme, et laisse de côté la partie politique.

Mais le prolétariat japonais lui-même n'est-il pas dans les mêmes dispositions ? Il n'est pas plus affranchi de certaines idées politiques que les militaires ? Combien sont, au Japon, les communistes qui passeraient outre la personnalité d'essence divine de l'empereur ? Que vient-on de voir précisément à ce sujet ?

Un professeur de droit réputé, le docteur Minobé, a défini il y a plusieurs années la personnalité juridique de l'empereur. Selon lui la souveraineté résidait au Japon dans la nation et non dans l'empereur, celui-ci n'étant qu'un souverain constitutionnel. Les nationalistes s'avisèrent, il y a un an environ, que

cette théorie était sacrilège et demandèrent au gouvernement de proclamer sans équivoque possible que la souveraineté résidait uniquement dans l'empereur en raison de son ascendance divine. Après une année de discussion au sein de la Diète et du cabinet et d'une campagne de presse extrêmement violente, le gouvernement vient de proclamer dans un manifeste que la souveraineté du Japon réside entière dans la personne de l'empereur en raison en effet de son ascendance divine.

On se représente malaisément chez nous l'état d'âme qui engendre une telle conception. C'est qu'en fait le culte de l'empereur se confond au Japon avec le patriotisme qui est une religion ou, si l'on préfère, une métaphysique de l'État sur laquelle le critère de la morale japonaise s'appuie plus que sur le concept de la loi naturelle qui est dans la conscience humaine. C'est aussi une poésie, un symbole, comme on peut le dire de toute la vie japonaise. Si la patrie est en danger, chacun quitte sa poésie familiale pour la grande poésie du patriotisme...

Qu'il nous soit permis de conclure que la révolution n'est pas aux portes et qu'une crise sociale profonde ne menace pas encore le Japon. En admettant que les militaires aient poussé à la déclaration gouvernementale, dont nous venons de parler, il est certain qu'ils ne voudront pas qu'elle reste lettre morte pour la nation et d'autre part, si les données universelles du problème social existent au Japon (communistes, intellectuels bolchevisants, paysans malheureux), un élément local contraire intervient puissamment : l'idée que les Japonais se font de leur empereur. Cette idée, civils et militaires l'ont vivace au fond d'eux-mêmes et quiconque la néglige dans l'appréciation de la politique générale du Japon ne peut que porter un jugement faux.

Mais il y a autre chose encore au Japon qui est particulier au temps présent et qui doit rassurer ceux qu'inquiète l'attitude des « extrémistes » de l'armée du Kouang-Toung, parce que cela tempère les sentiments anticapitalistes de ces derniers.

Il y a le Mandchoukouo et la volonté des militaires d'y faire œuvre constructive avec le gouvernement,

disons même avant le gouvernement ou plus que le gouvernement. Ils considèrent le Mandchoukouo un peu comme leur affaire à eux. Certes, la nation tout entière a voulu le Mandchoukouo, mais enfin l'armée est passée à l'exécution avec une ardeur qui dénotait de sa part plus que de la simple obéissance et où l'on pouvait démêler une volonté d'entreprise, une conception propre de l'opération.

Or si l'esprit du Meiji anime l'armée du Kouang-Toung, c'est-à-dire si celle-ci, estimant que cet esprit a été trahi, veut, comme l'empereur Meiji, que le peuple japonais tout entier, et non pas seulement une fraction privilégiée de ce peuple bénéficie des avantages de la civilisation occidentale, en même temps elle veut construire, outiller, armer économiquement une vaste région où pour ainsi dire rien n'existe, où tout est à faire. Où trouvera-t-elle ce qu'il faut pour cela, si ce n'est chez les « capitalistes »? N'est-elle pas obligée de composer avec eux? N'a-t-elle pas déjà commencé? Ne voit-on pas ceux-ci construire d'énormes buildings pour y installer leurs offices, leurs banques, sur les plus beaux emplacements de Hsin-King, de Moukden? Et cela n'est-il pas naturel, inévitable? Conçoit-on qu'il en puisse être autrement?

Le Mandchoukouo : fief des militaires où les « capitalistes » toujours ne mettront pas les pieds, avions-nous entendu ici et là à Tokio... Sottise! Il y a des compromis qui s'imposent et le compromis entre les « extrémistes » et les « capitalistes » au Mandchoukouo est de ceux-là. Le général Minami, chef de l'armée du Kouang-Toung, mais en même temps ambassadeur du Japon à Hsin-King, et M. Matsuoka, « champion de la restauration Showa » mais aussi président du Sud-Mandchourien à Dairen, ne me contrediront pas.

L'ASIE ET LES ASSEMBLEURS DE NUAGES

27 Décembre 1935.

Il ne s'agit nullement de divinités de l'Olympe. Nous ne voulons parler que de simples particuliers représentés par leurs gouvernements ou s'exprimant eux-mêmes dans leurs journaux, qui rassemblent, ou plus prosaïquement accumulent en Asie, sans même s'en douter, des nuages qu'ils redoutent avec raison et qu'ils croient accumulés par d'autres. Je m'explique.

Peu de temps avant la conférence de Washington, je fréquentais à Pékin un conseiller « forestier » américain du gouvernement chinois. Cet aimable garçon, à qui ses fonctions en ce pays déboisé eussent dû laisser moins de loisirs, aimait à réfléchir aux vicissitudes de la politique internationale. « Les Français, m'assura-t-il un jour, se font illusion s'ils s'imaginent pouvoir, à la conférence, nous opposer aux Anglais. » Il revint là-dessus à diverses reprises, et l'on sait à quel point les événements lui donnèrent raison.

Quatorze ans plus tard, c'est-à-dire cette année, je me rappelais l'opinion de cet Américain averti, en disant à l'ambassadeur des États-Unis à Tokio : une politique anglo-américaine contre le Japon est une politique de guerre.

Pouvait-il en disconvenir? Il se contenta de m'assurer courtoisement que « pour le moment » son gouvernement ne lui câblait rien à ce sujet. Je voulus bien le croire : c'était au mois de juin, époque à laquelle aucune ombre ne passait sur les relations anglo-japonaises; mais il n'en avait pas été ainsi peu de temps auparavant, et l'on peut remarquer que depuis qu'a commencé l'activité de Sir Frederick Leith Ross, qui

déplaît au Japon, il est de nouveau question de rapprochement anglo-américain. Télégramme de Washington du 23 novembre dernier : « Les milieux diplomatiques attachent beaucoup d'importance aux entretiens d'avant-hier de Sir Ronald Lindsay, ambassadeur d'Angleterre, avec M. Hull, au sujet de l'action japonaise dans la Chine du Nord. » Télégramme du 25 novembre : « On apprend que les fonctionnaires du département d'État prêtent une grande attention aux développements de la situation dans le nord de la Chine et se préparent à entrer en contact avec les autorités britanniques. On s'attend à une politique de coopération qui s'opposera au morcellement de la Chine. »

Bref, chaque fois qu'une difficulté apparaît dans les relations anglo-japonaises, les Américains cherchent à se rapprocher des Anglais. C'est l'occasion pour beaucoup de personnes de découvrir l'Amérique et de s'apercevoir enfin que c'est l'état de ses rapports avec le Japon qui pose le seul problème véritable du Pacifique, parce que le seul vraiment dangereux, celui dont la solution diplomatique n'est pas certaine. Quand nous avons parlé dans ce sens, il y a longtemps, du problème du Pacifique, nombre de gens ont souri supérieurement, comme ceux qui, en juillet 1914, souriaient à l'idée d'un conflit entre deux pays comme la France et l'Allemagne « trop intelligents », assuraient-ils, pour se battre alors que tant d'intérêts les rapprochaient... De même, beaucoup de personnes opposent à l'hypothèse d'un conflit entre Américains et Japonais, outre les difficultés stratégiques de s'atteindre, les énormes affaires que font ensemble les deux pays.

Cependant, des articles de presse ont prouvé que le nombre de ceux qui raisonnent ainsi diminue dans le monde. On a toutefois tendance à voir le danger uniquement créé par le Japon. Les « nuages qui montent » en Asie seraient l'œuvre des Japonais et rien que des Japonais, si bien qu'il faudrait souhaiter une coopération anglo-américaine pour « surveiller » ces nuages et naturellement les dissiper.

Or, qu'on ne s'y trompe pas, c'est précisément cette coopération qui accumulerait les nuages en Asie et qui risquerait de déclencher le conflit du Pacifique. Déjà,

on le sait, Américains et Anglais ne s'opposeront pas les uns aux autres, mais s'ils s'entendent réellement sur ce point leur entente ne restera pas passive. Il est à présent de notoriété publique que les Américains, dès le début de l'affaire de Mandchourie en 1931, ont cherché à mettre certaines puissances dans leur jeu contre le Japon. Qu'ils réussissent seulement à en mettre une, et cette entente pourrait être déterminante.

Il y a longtemps que nous croyons à la possibilité du conflit du Pacifique, que nous l'avons écrit et que nous voyons en l'Amérique et le Japon les deux protagonistes. Il y a moins longtemps que l'Angleterre, forcément entraînée dans la guerre, nous apparaît comme devant être avec entrain du côté des États-Unis; mais plus le Japon s'accroche au continent asiatique, plus cela nous paraît évident. Malgré tout l'Anglais, qui sait faire contre mauvaise fortune bon cœur, cherche à tourner à son profit ce qu'il ne peut éviter, aussi tend-il actuellement à quelque accord avec le Japon qui sauvegarde ses intérêts en Chine. Le conflit dans ce cas est écarté, car l'Amérique seule ne risquera pas l'aventure. La preuve en est faite. C'est donc cet accord anglo-japonais que les amis de la paix doivent souhaiter absolument au lieu d'une coopération anglo-américaine en Asie, qui, telle que malheureusement on la voit poindre et l'on en devine l'esprit, conduit droit à la guerre.

Nous ne saurions trop répéter que la solution diplomatique, s'il en est une, du problème du Pacifique est seulement dans de très larges accords économiques anglo-japonais d'une part, américains-japonais de l'autre, mais nullement dans un rapprochement anglo-américain qui ne cache, d'ailleurs très mal, que l'envie d'avoir sa part de la *curée* chinoise. Le mot hélas! n'est pas nouveau. Il date du siècle dernier et toute une génération de Chinois peut s'en souvenir. En dépit de leurs protestations d'alors les puissances qui voulaient « découper le melon en tranches » n'avaient nul désir de voir la Chine mettre sa maison en ordre. Aujourd'hui que le Japon se révèle le seul pays qui puisse se charger de cette besogne ces mêmes puissances ne veulent pas que ce soit au seul profit

des Nippons. Certes, elles ont en Chine des positions économiques acquises qu'elles désirent naturellement conserver; mais pour les conserver sans risquer de catastrophes elles doivent être guidées par autre chose qu'une opinion publique ignorante des conditions politiques et psychologiques d'Extrême-Orient.

Il est aisé d'invoquer « le péril jaune » et d'exciter les passions quand le commerce se plaint de la concurrence des produits japonais; il est plus malaisé d'apprendre à savoir de quoi l'on parle, afin de trouver un remède efficace à un état de choses fâcheux au lieu de recommander des mesures empiriques, vexatoires et partant dangereuses. (D'après les statistiques de la Société des Nations l'exportation du Japon pour la période de 1929 à 1931 figurait pour 2,83 0/0 (moyenne des trois années) des exportations mondiales, contre 10,2 0/0 pour la Grande-Bretagne et 14,5 0/0 pour les États-Unis. Pour l'année 1933 l'exportation japonaise était de 3,12 0/0!)

Le rescrit impérial qui suivit le retrait du Japon de la Société des Nations annonçait que ce pays chercherait à s'entendre avec chaque puissance prise séparément. Cette politique sage et nécessaire, le Japon est d'autant plus disposé à la faire qu'il y est obligé par les entraves que l'on met partout à son commerce d'exportation. Pendant notre récent séjour au Japon, le ministre des Affaires étrangères, M. Hirota, déclara aux gouverneurs de provinces convoqués à Tokio que le gouvernement allait maintenant s'efforcer de passer des accords économiques avec les différents pays.

En tout cas ce qu'il ne faut jamais oublier, c'est que toute mesure qui n'aurait pas un caractère purement économique et qui voudrait être coercitive comme par exemple une politique anglo-américaine dont une pointe serait tournée contre le Japon est la plus dangereuse que l'on puisse inventer en Extrême-Orient. Les nuages en effet monteraient vite à l'horizon asiatique, nous sommes tout à fait de cet avis; seulement les assembleurs de ces nuages seraient ailleurs qu'à Tokio et à Nankin.

1936

Les militaires s'imposent de plus en plus au gouvernement japonais et se montrent de plus en plus décidés à faire triompher les réformes sociales qu'ils exigent. De tragiques événements se déroulent à Tokio dont ils sont responsables. Malgré tout l'Angleterre tend à un rapprochement avec le Japon devant la position économique que prend celui-ci au nord de la Chine. Les rapports sino-japonais sont sur la voie d'une amélioration; des espoirs de collaboration économique se font même jour des deux côtés, tandis qu'à l'intérieur de la Chine le programme dit de « reconstruction » se poursuit sous l'habile impulsion de Tchiang Kai Chek.

SIGNIFICATION ET RÉSULTAT DES ÉVÉNEMENTS DE TOKIO

26 Mars 1936.

Après des élections législatives favorables à un parti qui leur était hostile, de jeunes officiers entraînent des troupes dans un coup de force contre des ministres et de hautes autorités qui les gênent dans le redressement auquel ils entendent soumettre le pays. Ils sont fils de paysans pauvres, ils sont antiparlementaires et anticapitalistes, donc révolutionnaires, mais révolutionnaires d'un genre très particulier : ils veulent que ce soit l'empereur qui redistribue les terres d'une façon équitable et achève par là l'œuvre entreprise, vers le milieu du siècle dernier, par l'empereur Meiji, qui voulut que ses réformes profitassent à tous ses sujets sans exception. Or, que voit-on ? Des classes privilégiées, et d'autres malheureuses. Il faut mettre fin à pareil état de choses, il faut en instaurer un autre plus juste qui donne enfin à tous les sujets de l'empereur, et non plus seulement à une partie d'entre eux, le bien-être que souhaitait le Meiji en introduisant au Japon les progrès de l'Occident...

Mais, en même temps, les officiers dont nous parlons entendent que le Japon se garde de certaines idées européennes, qu'ils rejoignent pourtant malgré eux dans leur programme de réformes et qui, fatalement, permettent à d'autres éléments, civils ceux-là, de se mêler à leur mouvement. Il paraît qu'à la suite des événements de Tokio l'interrogatoire, auquel la police soumit cent cinquante civils arrêtés, a prouvé la participation d'extrémistes tels que Ikki Kita et Mitsoucou Nichida, eux aussi d'un genre particulier puisque, s'ils désirent une réorganisation économique et politique du Japon selon un système d'inspiration

communiste et par une action directe, leur nationalisme égale celui des militaires.

Bref, il y a dans l'empire du Soleil-Levant une petite traction de l'armée, qui peut-être grandit et en tout cas se manifeste de plus en plus, et qui peut réserver des surprises au Japon et à d'autres pays. Les Chinois, asiatiques, et les Russes, eurasiens, l'ont naturellement tout de suite compris. Les premiers ont vu dans ses récents agissements la quasi-certitude que la poussée japonaise en Mongolie intérieure non seulement ne s'atténuerait pas, mais probablement s'accroîtrait ou s'accélérait. Les Russes ont pensé à la possibilité d'une offensive contre la Mongolie extérieure.

Par contre, on s'est bien trompé en Europe, quand on a cru d'abord que la sédition des officiers avait, si peu que ce fût, un caractère antiimpérialiste, et ensuite que l'ardeur de ces derniers allait, après cela, se calmer. C'est proprement ne rien connaître aux affaires japonaises que d'écrire, comme le faisait une grande revue : « Il est probable que les incidents de Tokio vont calmer, au moins pour un temps, l'ardeur combative des Japonais qui sont encouragés à l'offensive par une habile propagande des agents allemands. »

La propagande des agents allemands dans l'avance au Tchahar et dans la Chine du Nord est tout à fait inutile. Tout se fait parfaitement sans elle. Car n'oublions pas que les officiers ne se contentent pas de vouloir des améliorations à l'intérieur, ils veulent encore des succès à l'extérieur. S'ils n'ont pas été les seuls à vouloir l'affaire de Mandchourie, ils l'ont exécutée. L'armée du Kouang-Toung, sans être commandée exclusivement par eux, compte beaucoup d'entre eux. Elle tient un peu pour son fief le Mandchoukouo. Toutefois, elle est bien obligée d'avoir recours au capitalisme pour organiser le pays, l'outiller et lui faire rendre tout ce qu'il peut rendre. Lorsqu'on arrive à Tokio où l'on a entendu pas mal de choses sur les officiers, et des officiers eux-mêmes, on est un peu surpris de voir au Mandchoukouo les établissements flamboyants neufs des trusts. C'est que l'on ne construit

pas des villes, des chemins de fer et des routes avec des canons et des baïonnettes...

Et, tout en construisant, l'on pense à poursuivre la marche en avant. Et la Mongolie intérieure et la Chine du Nord sont ouvertement au programme comme suite à la Mandchourie. Mais la Mongolie extérieure n'est pas affichée au programme.

Par contre, si un ministre des finances, par son refus d'accorder les crédits nécessaires, entrave l'action en Mongolie intérieure et en Chine du Nord, il lui en cuit. Certes, la façon dont on le remplace par un autre est criminelle, et de pareilles mœurs politiques, si elles devaient s'installer au Japon, feraient le plus grand tort à ce pays.

Toutefois, si inexcusable qu'elle soit, c'est leur violence même qui donne leur signification aux événements du 26 février, en montrant le degré de passion ou de mystique, d'enthousiasme et de sentimentalité (*kangeki*), qu'ont atteint les séditeurs et qui explique en même temps le résultat auquel ces événements ont abouti.

Nous citons tout à l'heure l'opinion erronée de ceux qui pensent que l'ardeur combative des officiers en sera calmée. D'autres s'étonnent de voir M. Hirota président du conseil. Il ne leur a pas suffi pour comprendre le sentiment des militaires à son égard de l'avoir vu naguère rester au pouvoir comme ministre des Affaires étrangères après comme avant la marche sur le Tchahar, et pour ainsi dire l'entériner, l'homologuer, quoique de l'avis de beaucoup de gens elle se fût faite contre son gré. Maintenant que le prince Saïonji, à qui l'empereur a demandé comme de coutume de lui désigner la personnalité chargée de former le cabinet, a désigné M. Hirota, comment ne comprennent-ils pas que le vieux *genro* plein d'expérience a vu la nécessité de compter avec les militaires?

Le gain le plus clair de ceux-ci — et il est d'importance — est d'avoir démontré d'une façon cruelle, mais combien significative ! que tout gouvernement quel qu'il soit, devra dorénavant tenir compte de leurs desiderata en matière politique, financière et sociale, autrement dit de leur opinion sur les parlementaires, les politiciens, les partis qu'ils ne veulent pas voir di-

riger la politique du Japon, sur les trusts qu'ils ne veulent plus voir drainer la fortune du pays, sur l'état des paysans qu'ils ne veulent plus voir misérable comme il l'est encore.

M. Hirota est l'homme politique prêt à tenir compte dans la plus grande mesure possible de leurs exigences, ni trop, ni pas assez. Ils le savent de longue date, comme le prince Saïonji a prouvé qu'il le savait en désignant M. Hirota au choix de l'empereur.

L'ARMÉE ET LE NOUVEAU CABINET JAPONAIS

15 *Avril* 1936.

Les événements dramatiques qui se sont déroulés à Tokio à la fin de février ont ravivé certains souvenirs de mon voyage de l'an dernier au Japon. D'abord ma visite à l'infortuné vieillard de quatre-vingt-deux ans, M. Takahashi, ministre des Finances, qui mourut des suites des blessures qu'il avait reçues le 26 février. Il avait réduit le budget de l'armée, et, sans attendre l'effet de cette mesure, d'aucuns avaient voulu y voir un succès remporté sur les militaires insatiables. C'était déduire trop vite et surtout selon ses désirs.

M. Takahashi était peut-être de ceux qui escomptaient le retour de l'activité des partis politiques au moment des élections et pensaient que lorsque celles-ci auraient lieu les paysans, qui écoutaient généralement les discours des militaires relatifs aux réformes, s'en remettraient plutôt au mécanisme parlementaire et aux programmes des partis. Et, de fait, l'on sait qu'aux élections les partis jouèrent comme si dans la politique quotidienne du Japon ils eussent eu de l'influence, alors qu'ils n'en avaient aucune. Et même le parti libéral Minseito, nullement favorable aux militaires, l'emporta sur le Seiyukai, favorable à ces derniers.

Mais quelques jours plus tard les militaires montraient à leur manière qu'ils n'entendaient pas de cette oreille et que les partis n'avaient pas plus à intervenir dans la politique que précédemment. M. Takahashi paya de sa vie l'illusion qu'il avait pu se faire à ce sujet en même temps que les coupes sombres qu'il avait pratiquées dans le budget de l'armée.

L'autre personnalité japonaise qu'évoquaient pour moi les événements de février est le prince de Konoyé.

J'avais été le voir sur le conseil d'amis japonais qui me le représentaient comme un homme de transition qui serait très probablement désigné pour former un cabinet après le cabinet Okada. Ils avaient raison. Ils savaient, ceux-là, où l'on en était ; ils savent qu'un irrésistible mouvement emporte le Japon vers de profondes réformes. Contrairement du reste à ce que beaucoup d'Européens s'imaginent, ce mouvement, loin d'être dû à l'activité de sociétés secrètes, est organisé au grand jour par des hommes qui exposent librement leurs projets.

Bref, le prince Saïonji, après les troubles, désigna en premier lieu au choix de l'empereur le prince Konoé ; mais celui-ci déclina l'offre pour raison de santé.

J'avais rendu visite au prince Konoyé dans sa jolie résidence de Tokio. Au Japon, où les hommes sont généralement de petite taille, le prince fait exception. Il est grand, mais ne paraît pas en effet très robuste. Son visage long et glabre lui donne un air souffreteux. Le prince Konoyé descend de la plus importante des cinq grandes familles de l'aristocratie. Ses études terminées à l'Université impériale de Kyoto en 1917, il devint membre de la Chambre des pairs dont il fut nommé vice-président en 1931, et président (en 1933 en remplacement du prince Tokugawa. Dirigé dès sa jeunesse par le prince Saïonji, il fit partie de la délégation à la tête de laquelle se trouvait celui-ci à la conférence de la paix, à Versailles.

Quand je le vis, il s'inquiétait fort de la situation et faisait toutes réserves sur l'avenir immédiat de la politique de son pays.

Sa désignation par le prince Saïonji après le 26 février n'étonna personne, et sans doute les militaires se fussent-ils arrangés de sa présence à la présidence du conseil ; mais, encore une fois, il déclina l'offre que lui fit l'empereur.

Là-dessus, M. Hirota, ministre des affaires étrangères dans le cabinet Okada, accepta de former le nouveau cabinet.

Le premier choix qu'il fit d'un collaborateur ne fut pas heureux. M. Yoshida, qu'il désigna pour le portefeuille des affaires étrangères, déplut aux militaires.

M. Yoshida, qui était alors ministre à Rome et l'est depuis quelques jours à Londres, est le gendre du comte Makino, lequel, on s'en souvient, n'échappa que par miracle aux soldats mutinés.

En somme, d'après des renseignements précis venus de Tokio, le Premier ne put choisir ses collaborateurs qu'avec l'agrément de l'armée. Nous disons bien de l'armée, car l'armée sympathise de plus en plus avec ses éléments avancés pour assurer le triomphe des réformes qu'elle est tout entière à vouloir.

Mais le cabinet Hirota est-il disposé à des réformes radicales ? Son président se rapprochait depuis longtemps des grands chefs du mouvement réformiste appelé « restauration de Showa », mais pourra-t-il les satisfaire entièrement et qu'advient-il s'il n'y parvient pas ?

Un télégramme de Tokio du 3 mars énumère ainsi les exigences de l'armée : la politique d'Etat sera définie de telle façon qu'il ne subsistera plus trace de l'idée que l'armée et la marine doivent de compte à d'autre qu'à l'empereur ; on assurera les besoins de la défense nationale en exécutant complètement les demandes de l'armée ; enfin un équilibre sera rétabli entre les intérêts industriels et les parties opprimées de la population. (Lisez : les paysans, qui ont toute l'armée pour eux.)

Evidemment, le gouvernement s'efforcera de satisfaire à ces exigences dans toute la mesure du possible, mais le gouvernement contentera-t-il pleinement les mécontents ?

L'on en vient à se demander si le cabinet ne devra pas céder à la poussée toujours plus forte de l'armée. Si, comme il y a lieu de le croire, cette dernière ne cherche pas à exercer elle-même le pouvoir, c'est à condition que le gouvernement applique les réformes qu'elle prescrit.

LES AVATARS DE LA MONGOLIE

20 Mai 1936.

Dès la fin du dix-huitième siècle, la Mongolie, possession extérieure de la Chine, est divisée en Mongolie extérieure et Mongolie intérieure; les féodaux mongols sont rattachés à la dynastie mandchoue qui règne sur la Chine par les liens de vassalité proclamés en 1691. Cette division est maintenue durant tout le dix-neuvième siècle.

Le 1^{er} janvier 1912 la Russie signe à Ourga, ville principale de la Mongolie, avec les Mongols qui ont profité de la révolution chinoise de 1911 pour se proclamer indépendants, une convention qui reconnaît l'autonomie de la Mongolie extérieure, laquelle représente les deux tiers du pays tout entier.

Mais en 1914 la Chine, à la faveur de la guerre européenne, replace toute la Mongolie sous son autorité. En 1922 la Mongolie extérieure proclame son indépendance. Pourtant, en 1924, le 31 mai, Moscou signe avec Pékin un traité aux termes duquel est rétablie la souveraineté absolue de la Chine. L'article 5 stipule : « Le gouvernement de l'Union des républiques socialistes soviétiques reconnaît que la Mongolie extérieure fait partie intégrante du territoire de la République chinoise et déclare qu'il y respectera la souveraineté de la Chine. » Toutefois, les troupes qu'à la faveur des circonstances il a fait entrer à Ourga y sont maintenues, et le 21 juin, moins d'un mois plus tard, des informations de source soviétique annonçaient la formation de la République populaire de Mongolie qui subsiste encore aujourd'hui.

La Mongolie intérieure suivit un autre destin. Après la proclamation de la République chinoise, elle disparut en tant qu'unité politique et forma dans sa par-

tie orientale trois districts : le Jehol, le Tchahar et le Souei-Yuan, tandis que sa partie occidentale restait comprise dans la province du Kan-Sou. En 1927 le gouvernement chinois rattacha le Jehol à la Mandchourie, et en 1929 tailla dans le Kan-Sou un nouveau district mongol, le Ning-Hsia. Enfin en janvier 1936, la Mongolie intérieure se déclara indépendante du gouvernement de Nankin par la bouche du prince mongol. Teh Wang.

Mais les avatars de la Mongolie ne devaient pas s'arrêter là. Le 12 mars dernier l'on apprenait qu'un protocole d'assistance mutuelle avait été signé à Oulan-Bator (Ourga) entre le gouvernement de l'U. R. S. S. et celui de la République populaire de Mongolie. Les deux gouvernements s'engageaient (article 2) « en cas d'agression militaire contre l'une des parties contractantes à se prêter mutuellement toute assistance, y compris, assistance militaire. » Par deux fois, la Chine protesta vainement auprès du gouvernement de Moscou.

Ceux qui depuis trois ou quatre ans se croient toujours à la veille d'un conflit russo-japonais, parce qu'il y a un précédent et parce qu'ils s'imaginent sans doute qu'un conflit pourrait encore être à présent limité à la Russie et au Japon, s'émurent naturellement les premiers de la signature du protocole russo-mongol. Ils y virent une ultime précaution prise avant une guerre provoquée par l'entrée des Japonais en Mongolie extérieure.

Nous y voyons tout le contraire. Les Russes savent bien que les Japonais n'ont nullement envie de pousser leurs troupes en Mongolie extérieure, et que la signature du protocole en question ne provoquera chez ces derniers aucune réaction. Si cette riposte facile à l'action des Japonais en Mongolie intérieure eût offert quelque danger, ils ne l'eussent pas faite ; ce n'est pas quand ils redoutent plus que jamais l'Allemagne qu'ils vont risquer de compromettre leurs relations pacifiques avec Tokio. Ils savent en outre mieux que personne ce que contiennent leurs accords secrets de 1907, 1910, 1912 avec les Japonais, et les régions d'Extrême-Orient sur lesquelles les deux peuples ont pu se laisser les mains libres...

Dans une remarquable étude de M. B. Nikitine intitulée « Les relations russo-japonaises en Extrême-Orient » et que vient de publier, en supplément de son bulletin d'avril, la Société d'études et d'informations économiques, on trouve pourtant certaines précisions sur l'accord de 1912. Aux termes de l'article 2, la Mongolie intérieure était coupée en deux par le méridien de Pékin, la partie à l'est se rattachant à la zone des intérêts spéciaux japonais, celle à l'ouest à la zone russe. Il est plus que probable que de la Mongolie extérieure, en bordure même de la Sibérie, il était également question dans l'accord, et d'une façon au moins aussi avantageuse à la Russie. L'auteur fait du reste cette remarque : « La délimitation des zones russo-japonaises d'influence en Mongolie n'était pas une simple formule diplomatique sans effets pratiques ; on le sait maintenant pertinemment, grâce à quelques documents publiés par le gouvernement soviétique. N° 37 du *Krasnyi Arkhiv*, 1929 : « La Russie tsariste et la Mongolie « en 1913-1914. ») Comme preuve on peut citer deux cas de réelle entente russo-japonaise, etc. »

Il est donc permis d'avoir pour plus tard l'opinion que l'on voudra sur la Mongolie extérieure, mais quant à présent celle-ci ne figure pas au programme japonais, très suffisamment chargé par la Mongolie intérieure. Là, en effet, le Japon exerce une pression méthodique qui s'étend aux provinces de la Chine du nord limitrophes, et qui entraîne des modifications au statut politique local des districts. Le but avoué du Japon est une organisation économique à rendement total, pour employer un mot à la mode. Cette organisation doit se faire d'accord avec la Chine et sous sa souveraineté politique. Nombre de Chinois s'y prêtent, et parmi eux des personnalités très marquantes qui escomptent, non sans raison, de gros profits de l'exploitation d'un territoire où régneront l'ordre et la sécurité.

Ainsi se poursuivent les avatars de la Mongolie ; la Chine n'en est pas l'initiatrice, mais, de certains au moins, elle peut largement tirer parti.

Lorsqu'on observe d'un peu haut et que l'on consent à oublier les difficultés locales quotidiennement soulevées en Extrême-Orient par des contacts mal établis

entre Asiatiques ou des impulsions sans contrepoids d'aucune sorte, l'on est frappé du double phénomène qui s'esquisse de nos jours à nos antipodes, à savoir l'outillage général en Russie et en Chine d'étendues dont le grand public, chez nous, commence à peine à se représenter l'immensité.

L'AIDE ANGLO-JAPONAISE A LA CHINE

24 Juin 1936.

Il n'est pas raisonnable de penser que sous prétexte que Nankin ne part pas en guerre contre le Japon des troupes du sud de la Chine vont aller combattre ce dernier au nord, en s'ouvrant un passage à travers les armées de Nankin.

Quant à l'attitude de Nankin vis-à-vis du Japon, n'oublions pas qu'en dépit de tout ce que l'on peut dire la vérité est que le développement des provinces du nord de la Chine est en train de se faire et s'achèvera par une collaboration sino-japonaise dont les Chinois profiteront au moins autant que les Japonais. Les banques de Pékin et de Tien-Tsin en sont du reste persuadées.

Seuls jusqu'ici le Hopei et le Tchahar ont reçu un régime politique adéquat à cette collaboration. Un télégramme récent a annoncé que le statut de ces deux provinces, l'une de la Chine proprement dite, l'autre de la Mongolie intérieure, a été fixé par un accord sino-japonais ; mais de plus en plus nombreux sont les Chinois qui comprennent l'intérêt qu'a leur pays à s'outiller économiquement grâce à une collaboration qui, naturellement, respecte la souveraineté de la Chine.

Sans doute le Japon a pris l'initiative de cette collaboration sans le moindre ménagement, certain que quand il aura fait régner la prospérité dans le pays l'animosité contre lui se changera au moins en tolérance ; mais, d'ici là, le sentiment chinois lui est généralement hostile. Cependant, après beaucoup de tergiversations, de perte de temps et quelquefois pis, tout s'arrange entre Chinois et Japonais. « A travers les invectives de la presse et les apostrophes des leaders,

écrit M. Roger Labonne dans son livre *le Tapis vert du Pacifique*, perce une admiration secrète pour le cousin nippon, le petit bonhomme qui, seul, sur l'estrade de la diplomatie internationale, parle haut et ferme, regarde l'adversaire sans peur et, s'il lui arrive de rompre, demeure prêt à la parade. On le redoute, mais on affiche une haine trop vive pour qu'elle ne soit pas proche du sentiment contraire. »

Quoi qu'il en soit, d'importants travaux vont être entrepris par les ingénieurs japonais dans le nord de la Chine. Le programme est connu des Chinois. Il l'est aussi des étrangers. Une des attitudes les plus curieuses à cet égard est celle des Anglais. Pratiques avant tout, ils font taire certains sentiments qui les tiendraient éloignés du Japon et les rapprocheraient plutôt de la Chine. En la personne de Sir Frederick Leith-Ross, l'éminent expert financier du gouvernement britannique, celui-ci a fait un sérieux effort, ces jours-ci, en vue d'une collaboration avec le Japon en Chine.

Voilà deux années en réalité que les Anglais cherchent un rapprochement avec le Japon. Nous avons dit ici (5 décembre 1934) les raisons générales, non seulement économiques, mais politiques qui, selon nous, expliquent cette recherche de la part des Anglais ; nous n'y reviendrons pas.

On sait que Sir Frederick Leith-Ross était d'abord venu au Japon, qu'il avait quitté sans succès au bout de très peu de jours, pour se rendre en Chine. Certains prétendaient qu'il ne retournerait pas à Tokio avant de regagner l'Angleterre. C'était d'abord ne pas connaître les Anglais, et ensuite ne pas se représenter l'effet que produit fatalement sur l'esprit des hommes d'affaires le champ d'expériences qui s'ouvre en Extrême-Orient.

Mais les Japonais ne se pressent pas toujours ; ils se décident même quelquefois très lentement. Sir Frederick s'est fait dire par les ministres japonais des affaires étrangères, de la guerre et de la marine, qu'ils ne s'opposeraient pas à une coopération anglo-japonaise en Chine, à la condition que l'Angleterre reconnût la position spéciale du Japon dans ce pays.

L'envoyé de la Grande-Bretagne ne paraît pas avoir

obtenu autre chose, mais les Anglais ne tiennent pas cela pour négligeable. Ce n'est plus le simple « Hands of China ! » d'avril 1934 qui émut tellement Londres, Washington et Moscou. C'est quelque chose d'encourageant pour les Anglais, et non seulement en ce qui concerne la collaboration qu'ils recherchent en Chine, mais pour leurs relations avec le Japon en général.

L'affaire, en somme, est d'importance, et dépasse, pour l'Angleterre, les limites de ses intérêts économiques en Chine, si vaste que puisse être ce domaine. Par exemple, quelles que soient les sollicitations américaines pour une entente contre le Japon ou plutôt, quelles qu'elles aient été encore l'an dernier, Londres aujourd'hui est moins enclin à les écouter. De son côté, le Japon tend, pour le présent, à se tourner vers un pays qui tient l'U. R. S. S. à distance plutôt que vers tout autre. Ainsi, de part et d'autre, c'est le même sentiment à l'égard de Moscou qui rapproche ou tend à rapprocher Londres et Tokio.

C'est sous cet angle, peut-être, qu'il faut supputer les chances d'une collaboration anglo-japonaise pour venir en aide à la Chine. Peu importe, d'ailleurs, pour nos amis Chinois ! L'essentiel est qu'ils soient aidés. Mais, pour Dieu ! qu'ils ne perdent, de leur côté, ni leur temps ni leur peine à se décider à l'être !

LES NÉGOCIATIONS SINO-JAPONAISES

18 Novembre 1936.

Parmi les erreurs que commettent les personnes qui ne tiennent pas assez compte des différences qui existent entre un esprit asiatique et un esprit européen, il y a celle d'attendre une solution prompte et définitive d'une discussion politique entre Asiatiques.

Il nous faudrait revenir une fois de plus sur ce que nous avons souvent écrit sur la question de face qui tient une si grande place, et si particulière, dans la vie des peuples d'Extrême-Orient, et sur la conception qu'ils se font d'un succès quelconque remporté sur un adversaire.

Nous rappellerons simplement en quelques mots que, suivant les principes les plus ancrés dans l'esprit des Asiatiques, il ne faut jamais faire perdre la face à son adversaire ; c'est une faute grossière de psychologie et de logique. Il faut l'amener doucement à céder, par étapes et comme s'il vous faisait chaque fois une concession, et lui laisser le temps de vous en faire une autre.

Il y a dans l'histoire récente des relations de la Chine et du Japon des exemples frappants de ce que nous avançons, et en ce moment même les négociations sino-japonaises en sont, pour quiconque connaît Chinois et Japonais, l'illustration la plus fidèle que l'on puisse rêver. On rompt, on reprend la conversation. On apprend un jour, par un télégramme que rien ne faisait prévoir, que sur la partie économique les négociateurs ont fait de la bonne besogne. De temps à autre un des deux partis, quand ce ne sont pas les deux ensemble, parle haut, proteste, menace : passes d'armes savantes qui n'empêchent pas les négociations de suivre leur cours ralenti ou intermittent.

On ne saurait préjuger le résultat final des négociations ; d'ailleurs, il faut ici encore savoir la conception que se font d'un résultat les négociateurs asiatiques et surtout chinois, pour qui le temps n'est pas ce qu'il est pour nous, pour qui le définitif existe aussi peu que l'absolu, pour qui l'évolution n'est pas comme pour nous une expression du langage spéculatif, quand ce n'est pas simplement un mot trop commode, mais bien une notion courante chez l'individu de toute classe, et par conséquent qui s'applique à l'exercice du gouvernement comme à autre chose. La patience de l'homme ou de la nation tout entière qui nous semble dans certains cas inconvenable trouve son explication dans cette notion, et où nous voyons une défaite ou une victoire les Chinois ne voient que le jalonnement des événements.

C'est à la lumière de cette notion qu'il faut apprécier les négociations sino-japonaises qui sont en cours. L'on comprendra alors que les difficultés qu'elles présentent, comme la suppression de la propagande anti-japonaise sur le territoire de la Chine ou la collaboration pratique de celle-ci avec le Japon contre le communisme, ne soient pas insurmontables. Déjà sur ces deux points des déclarations ont été faites par les plus hautes autorités chinoises, et le temps, dans la pensée des négociateurs, se chargera du reste. D'ici là des moyens termes seront adoptés, des attitudes seront prises, le sont déjà, et il n'y a de vraiment pressés que les spectateurs.

On ne fait d'ailleurs pas assez de distinction entre la coopération que le Japon propose à la Chine contre la propagande communiste et un front militaire commun contre les Soviets.

Nous ne contestons pas que la proposition de coopération contre le communisme ait été faite lorsque les Japonais virent se former, non loin du Mandchoukouo, une armée soviétique. L'accord Ho-Umetsu du commencement de l'été 1935, aux termes duquel aucune troupe gouvernementale chinoise ne pouvait plus être envoyée dans le Tchahar et le Hopeï laissait aux Japonais une telle liberté d'action dans ces régions qu'en cas d'attaque russe venue de la Mongolie extérieure, ils pouvaient riposter immédiatement de la

Mongolie intérieure en se servant de la voie ferrée Takou-Tien-Tsin-Pékin-Kalgan pour le transport de leurs troupes. Mais la stabilisation des forces russes à l'extrémité orientale de l'U. R. S. S. ne produit plus sur eux l'impression du début. Certes, l'importance statique ne leur en paraît pas négligeable, mais le dynamisme ne leur en semble pas être équivalent.

Aussi recherchent-ils moins, auprès des Chinois, des assurances contre l'armée que contre la propagande des Soviets. Ce faisant ils inquiètent moins l'U.R.S.S., qui, du reste, voit renaître à l'horizon politique du Japon des difficultés américaines et peut-être anglaises que la chute du dollar et les expériences économiques d'une part, la conquête de l'Ethiopie par les Italiens d'autre part, avaient pour un temps écartées.

Le 1^{er} janvier 1937 le Japon reprendra sa pleine liberté dans le Pacifique, l'accord de Washington n'ayant pas été renouvelé. Une nouvelle phase de la politique du Pacifique ne va-t-elle pas s'ouvrir ? L'insistance avec laquelle certains milieux japonais recommandent une politique d'amitié avec l'Angleterre est à cet égard significative. La collusion anglo-américaine contre le Japon serait autrement dangereuse pour la paix que ne le sont les forces soviétiques en Sibérie orientale ou les négociations sino-japonaises si laborieuses qu'elles nous paraissent.

LA VOLONTÉ DE PROGRÈS DES CHINOIS

9 Décembre 1936.

Les difficultés politiques dans lesquelles se débat la Chine, comme d'autres pays d'ailleurs, mais qui tiennent avant tout pour elle à son immense territoire, ne doivent pas faire oublier les progrès qu'elle a réalisés au cours de ces dernières années. Il serait injuste de les passer sous silence sous prétexte qu'ils sont encore menus auprès de ceux qui restent à accomplir; il faut tenir compte du « climat » politique dans lequel ils sont faits et des difficultés particulières au pays que doivent vaincre les autorités chargées de les réaliser.

Dans un discours très remarqué, prononcé devant l'assemblée de la Société des Nations par M. Wellington Koo, ambassadeur à Paris et chef de la délégation chinoise à Genève, le 29 septembre dernier, le distingué diplomate signala les progrès faits par son pays dans les domaines de l'hygiène publique, du mouvement coopératif, de la technique agricole, de l'hydraulique, de l'industrie en général, des communications électriques et des transports routiers par automobiles et chemins de fer, maritimes et aériens. Il attira ensuite l'attention de l'assemblée sur la réforme monétaire par laquelle la Chine s'était libérée de la situation incertaine causée par les fluctuations incessantes de l'argent, dont elle souffrait depuis deux ans et plus. Les mesures prises par le gouvernement chinois en novembre 1935 ont permis de stabiliser la devise nationale à un taux d'échange stable, de stimuler les exportations et de réduire considérablement la balance commerciale déficitaire.

C'est sous le vocable de « reconstruction » qu'aussi bien dans le domaine politique que dans le domaine

économique s'accomplissent ces progrès. Dans le domaine politique, le but poursuivi par le généralissime Tchiang Kai Chek est l'unité du pays.

D'autre part, une nouvelle Constitution a été préparée. Elle devait être votée le 12 de ce mois par l'Assemblée nationale, mais, la convocation de cette dernière ayant été renvoyée à une date ultérieure, le vote n'aura lieu qu'au mois de mars prochain.

Beaucoup a été fait pour l'instruction du peuple. De nombreuses écoles primaires ont été ouvertes. L'enseignement supérieur n'a d'ailleurs pas été négligé. En même temps une œuvre considérable de réorganisation juridique a été entreprise par le gouvernement chinois, à laquelle deux conseillers français : M. G. Padoux, ministre plénipotentiaire, et M. Jean Escarra, professeur à la faculté de droit de l'université de Paris, prennent une part active.

Dans l'ordre économique, le programme de reconstruction est, comme on l'a vu, très chargé. Il ne s'en exécute pas moins. Le chapitre de l'hygiène et celui des communications sont peut-être ceux qui témoignent le plus grand souci des autorités, sans doute parce que ce sont ceux qui étaient jusqu'à présent le plus négligés. Sous les auspices et avec l'appui de la section du contrôle d'hygiène de Nankin, des services d'hygiène publique ont été introduits au courant de cette année dans sept provinces; les soins médicaux, l'hygiène dans les écoles, les inoculations préventives ont été particulièrement développés.

D'un autre côté le ministère des communications a élaboré toute une série de projets tendant à contribuer à l'œuvre de la reconstruction nationale; le service postal, le télégraphe, la radiotélégraphie, le téléphone, la navigation et l'aviation ont été poussés. Le réseau ferroviaire a fait l'objet d'une étude spéciale, et d'énormes travaux sont décidés. Les gouvernants chinois comprennent enfin que la condition essentielle du progrès pour leur vaste pays est la multiplicité des moyens de transport. Il est curieux de voir la Chine tendre aujourd'hui à réaliser des projets que Sun Yat Sen, avec un sens aigu, sinon des difficultés de réalisation, du moins des nécessités matérielles, avait envisagés, il y a vingt-cinq ans, au lendemain même de

sa révolution. Après lui les autorités chinoises concédèrent aux étrangers la construction des voies ferrées; mais longtemps ces concessions ne reçurent pas même un commencement d'exécution parce que les troubles généralisés dans toute la Chine rendaient de grands travaux impossibles, mais aussi parce que les gouvernants chinois n'en sentaient pas assez la nécessité. Ce n'est qu'à présent qu'une active reprise de ces questions, essentielles pour la Chine, se fait sentir.

Le développement technique de l'agriculture ne saurait non plus être oublié dans le programme économique d'un pays tel que la Chine, et il l'est d'autant moins que la production agricole des années 1934 et 1935 a été très mauvaise. Le blé, l'orge, le soja, les fèves et l'avoine ont souffert des intempéries; de même les cotonniers, les arbres à thé et les mûriers. Il s'agit de tirer parti de la terre avec tous les impedimenta qu'elle présente, et de connaître par conséquent les moyens à employer pour cela.

Ainsi les Chinois ont entrepris une œuvre extrêmement vaste, sur laquelle nous avons dès 1934 attiré l'attention des lecteurs. Depuis lors d'incontestables progrès ont été faits, et la volonté autant que l'esprit de progrès s'est maintenue chez eux intacte et même elle s'est accrue. Certes on peut critiquer, on peut dire que chez certains le désir de progrès n'est que snobisme, imitation de l'Occident, affaire de mode; que d'autres agissent en cela sans discernement, sans assez de ménagement pour ce qui existait dans le passé. On peut dire cela et d'autres choses encore, mais ce que l'on ne peut plus dire c'est que ce désir ne soit qu'une velléité. Le mouvement de la « Vie nouvelle » créé par Tchiang Kai Chek, qui résume tout le programme de la Chine moderne et qui se traduit par la « reconstruction » nationale, a pris, est entré dans les mœurs; partout se laissent voir les méthodes et les buts nouveaux. Au fait n'y a-t-il pas là une évolution toute naturelle?

Or l'évolution ne saurait constituer un danger en soi. Ce qui est à craindre c'est seulement que les Chinois ne soient trop pressés et ne veuillent brûler trop d'étapes. Ils ne feront pas que leur population ne soit obligée de compter avec le temps pour acquérir ce

qu'elle recherche aujourd'hui. Si l'esprit de progrès de l'élite peut avoir été l'accompagnement, voire même la cause de la révolution chinoise, il ne peut être utilement propagé dans les masses, et sans inconvénients de toute sorte pour elles-mêmes, que grâce à l'évolution plus ou moins lente de ces dernières. Les révolutions ne sauraient tenir lieu d'évolution. A des conditions de vie nouvelles il faut une adaptation dont aucune autorité, aucune puissance au monde, quel que soit le nom qu'on lui donne, ne saurait exempter un peuple.

1937

L'accord anticommuniste germano-japonais détermine la politique anglo-américaine. Les idéologies s'opposent du reste à travers le monde jusqu'en Extrême-Orient. Cependant, en dépit des influences du dehors, un rapprochement fondé sur l'intérêt pratique s'esquissait entre la Chine et le Japon, quand éclata le conflit sino-japonais. Celui-ci se déroule d'abord au nord de la Chine puis à Shanghai où les Chinois profitent des difficultés créées à leurs adversaires par la présence des étrangers dans les concessions. Moscou, par le canal des membres du parti kouomintang, s'impose au gouvernement de Nankin et l'idéologie démocratique de plusieurs grandes puissances soutient les Chinois. Mais les Japonais signent avec l'Allemagne et l'Italie un protocole anticommuniste, refusent de se rendre à la conférence de Bruxelles, et forcent les troupes chinoises à évacuer Shanghai.

RETOUR AU PACIFIQUE

15 Janvier 1937.

Si l'accord signé le 25 novembre entre l'Allemagne et le Japon n'a guère ajouté aux liens, plus souples qu'une alliance, qui depuis assez longtemps déjà ont rapproché Berlin et Tokio, cet accord offre cette particularité qu'il a ramené sur le devant de la scène le problème du Pacifique.

Ce problème, qui n'a jamais été pour nous que le problème américain-japonais, s'était estompé, avait glissé vers la toile de fond, pour faire place à des difficultés russo et sino-japonaises plus accentuées que de coutume, et surtout à des expériences économiques américaines et à des soucis anglais occasionnés par la conquête de l'Ethiopie.

Américains et Anglais sont à présent délivrés de ces soucis, du moins ils n'en sont plus accablés. Mais voici qu'ils reposent un problème dangereux.

S'étonner qu'un accord germano-japonais puisse avoir pour conséquence de déterminer ces deux puissances dans le sens que nous indiquons, ne serait pas se représenter exactement l'enchevêtrement des affaires politiques internationales à notre époque, et l'obligation où se trouvent par conséquent les gouvernements de ne pas se cantonner dans la sauvegarde de leurs intérêts les plus proches, mais de regarder constamment au delà. Il semble pourtant que ce soit le moment que certains d'entre eux ont choisi pour réduire le rôle de leur diplomatie.

Bref, l'Angleterre s'est émue à la nouvelle de l'accord germano-japonais, et son émoi a été d'autant plus grand qu'elle sait que le Japon a profondément

ressenti la blessure d'amour-propre qu'elle lui a faite, il y a quinze ans, à la conférence de Washington, par la dénonciation déguisée de son alliance avec lui. Elle est donc encline à voir dans l'accord d'aujourd'hui l'intention des Japonais de la remplacer par l'Allemagne, et sans doute, jusqu'à un certain point, n'a-t-elle pas tort. Sa mauvaise humeur et ses craintes pour ses intérêts commerciaux en Extrême-Orient, elle ne les a pas cachées, pas assez peut-être. En tout cas, les États-Unis n'y restent pas indifférents.

Chaque fois que quelque désaccord règne entre Londres et Tokio, les États-Unis s'en saisissent pour tâcher de resserrer les liens qui, en politique internationale, existent malgré tout d'une façon latente entre eux et l'Angleterre. Il est donc naturel que le rapprochement germano-japonais et le mécontentement qu'il crée à Londres rétablissent entre les deux grands systèmes anglo-saxons de plus puissants courants.

Le problème du Pacifique ne saurait se poser entre les Japonais et des terriens comme les Russes et les Chinois qui n'ont jamais eu pour ambition la maîtrise du Grand Océan. Seules des puissances navales comme les États-Unis, la Grande-Bretagne et le Japon peuvent le poser. Les États-Unis ont prouvé à plusieurs reprises que seuls ils ne s'y risqueraient pas, mais qu'au contraire avec la Grande-Bretagne à leurs côtés, ils n'hésiteraient pas.

Cependant, en même temps qu'elle montrait sa mauvaise humeur, l'Angleterre cherchait à écarter toute menace de conflit, et proposait à Tokio d'ouvrir des négociations tendant à proroger l'application de l'article 19 du traité de Washington sur la limitation des armements navals qui devait expirer le 31 décembre 1936, c'est-à-dire l'accord de non-fortification des territoires et possessions insulaires respectifs des États-Unis, de l'empire britannique et du Japon.

Le traité de Washington depuis lors est devenu caduc. La proposition anglaise subsiste. Bien que la presse japonaise se montre favorable à une acceptation, l'amirauté japonaise paraît devoir s'opposer au renouvellement de l'article 19 s'il n'y était apporté de notables modifications. Quant aux Américains, après

s'être opposés à des négociations dans le sens désiré par l'Angleterre, ils semblent à présent s'y rallier.

Les négociations que l'on envisage auraient pour but d'éviter la course aux armements que peut faire craindre l'expiration du traité. Celui-ci garantissait la paix par la quasi-impossibilité où il tenait, au terme de son article 19, les puissances signataires de s'atteindre faute de points d'appui intermédiaires entre elles. Mais, depuis 1922, une arme, l'aviation, a agrandi presque démesurément son rayon d'action, au point que dans les milieux militaires américains on parle à présent de défendre, le cas échéant, les lointaines Philippines par le moyen de cette arme.

On sent qu'en dépit de ce qui a été fait le sort de ces îles n'est peut-être pas encore définitivement réglé. On sait que la loi sur l'indépendance des Philippines oblige le président des États-Unis à obtenir la neutralité des îles avant la proclamation de leur indépendance fixée à l'année 1946. D'ici là l'idée de neutralité peut faire place à celle de protection indéfinie par les États-Unis et de défense en cas de conflit avec le Japon.

Quelle que soit la valeur de l'opinion des stratèges américains, elle n'indique pas chez eux un état d'esprit très résigné, et fait plutôt redouter des préparatifs militaires gigantesques.

Toutefois ces mêmes stratèges ne séparent pas leur action de celle de la flotte britannique de Singapour, et c'est encore la coalition des forces anglo-américaines dans le Pacifique qu'on entrevoit.

Si nous ne craignons de revenir trop souvent sur l'expérience personnelle que nous pouvons avoir de cette politique latente anglo-saxonne que la conférence de Washington avait révélée à certains hommes politiques qui eussent dû la connaître, nous rappellerions les entretiens que nous avons eus en 1935, à Tokio, avec l'ambassadeur des États-Unis, et qui témoignaient, de la part de ces derniers, d'un désir constant de conjuguer leur politique et leurs forces dans le Pacifique avec celles de la Grande-Bretagne. Des diversions peuvent avoir lieu, des intérêts européens plus pressants que ceux d'Asie peuvent solliciter

l'attention tout entière de l'Angleterre, ou bien un rapprochement peut se dessiner entre Londres et Tokio : l'Amérique attend jusqu'à ce que le moment lui semble propice à un retour au Pacifique. Ceux qui poussent alors à une collusion anglo-américaine ne se rendent pas toujours compte du danger qu'elle offre pour la paix.

LES IDÉES DE M. WANG CHING WEI

3 Mars 1937.

Le gouvernement de Nankin s'avisa dernièrement que l'absence prolongée de M. Wang Ching Wei, principal disciple de Sun Yat Sen avec feu Hou Han Min et grand chef du Kouomintang, était préjudiciable à la Chine. Il lui demanda donc de rentrer.

Après un an passé à l'étranger, où il se soignait depuis la tentative d'assassinat dont il avait été l'objet, M. Wang Ching Wei, qui en dernier lieu se trouvait à Bad-Nauheim, en Allemagne, est revenu dans son pays il y a quelques semaines.

« Reçu partout avec enthousiasme, écrit M. A. Monestier dans la *Politique de Pékin*, l'ancien collaborateur de Tchiang Kai Chek, dont il a été le bras droit durant ces dernières années, s'affirme déjà comme devant reprendre dans le parti la place de tout premier plan que seul Hou Han Min, de son vivant, pouvait lui disputer. Le 18 janvier, au siège central du Kouomintang, il prononçait un discours qui était une véritable profession de foi et que l'opinion en général accueillait avec faveur. »

Si ce discours fut une profession de foi, l'on peut dire, vu la personnalité de l'orateur, qu'il fut aussi un programme gouvernemental. Il mérite par conséquent d'être médité en Europe aussi bien qu'en Asie.

On y trouve tout d'abord l'approbation sans réserve de l'effort de Tchiang Kai Chek pour la « reconstruction » du pays, sur un ton de cordialité qui a certainement frappé les auditeurs sans toutefois les étonner.

Puis la question des relations de la Chine avec l'étranger fut immédiatement abordée avec une très intéressante allusion au Japon. « La Chine, dit M. Wang, est prête à coopérer sur une base de réci-

procité avec tout pays qui n'a aucun dessein agressif. Pour les nations qui même se sont montrées agressives, comme cela est prouvé par leurs actes, la Chine désire sincèrement montrer la plus grande patience, dans l'espoir que l'agresseur reviendra à de meilleurs sentiments, de manière que les deux pays puissent s'engager sur la route de la coexistence et de la coprosperité. »

Ainsi, malgré le sentiment d'inimitié marqué au début, l'allusion au Japon se termine par un espoir qui est en même temps un vœu, et que l'on retrouve à présent chez beaucoup de personnalités politiques chinoises.

Aussi bien, du côté japonais une politique d'entente avec la Chine se dessine nettement depuis l'arrivée au pouvoir du général Hayashi, et nous serions surpris si le choix du futur ministre des Affaires étrangères japonais ne devait pas l'accentuer encore. Les déclarations qu'a faites le général Hayashi à ce sujet nous rappellent celles qui nous ont été faites à nous-même par des personnalités japonaises.

Une autre idée exprimée par M. Wang Ching Wei, et qui doit retenir tout particulièrement l'attention, est celle qui a trait à l'Union soviétique. « Je doute, déclare-t-il sans ambages, de la sincérité de l'intention des communistes de s'allier avec le gouvernement central dans sa résistance à l'agression étrangère. En 1929, au moment où les communistes s'unirent au Kouomintang, ils déclarèrent que leur seul but était d'assister celui-ci dans sa révolution, et ils promirent de ne se livrer à aucune propagande politique. Mais les événements qui suivirent se chargèrent de nous démontrer que les « rouges » n'avaient pas tenu leur promesse. Il est donc impossible de dire que leur attitude était sincère et qu'ils ont tenu parole. »

Ce jugement sévère a eu son écho et pour ainsi dire sa consécration à la session plénière du comité exécutif central du Kouomintang qui s'est ouverte à Nankin le 15 février dernier.

Rappelons que le comité exécutif central du Kouomintang constitue, dans l'intervalle qui sépare les congrès nationaux du parti, l'autorité politique suprême non seulement du Kouomintang, mais même

du gouvernement chinois. En vertu de la loi organique de 1928, le parti Kouomintang exerce actuellement une tutelle politique sur le gouvernement de la Chine.

Or, dans une séance de sa session plénière qui vient de se dérouler, le comité exécutif central décida *de continuer la campagne anticomuniste* que le maréchal Tchiang Kai Chek mène maintenant avec succès contre les armées rouges, dont il nettoie le territoire et qu'il pousse sans cesse vers l'ouest et le nord-ouest.

Le comité exécutif central précisa que la réconciliation ne serait possible que sur les bases d'une complète reddition des armées communistes et de la cessation de toute propagande communiste. Le Kouomintang déclara « qu'il ne saurait admettre qu'une minorité ne fût pas soumise aux lois nationales », et que d'ailleurs « aucun pays indépendant ne pouvait tolérer l'existence de groupements contre l'État ou qui dépendent de l'extérieur ».

Tel vient d'être l'écho du discours de M. Wang Ching Wei au comité exécutif central du Kouomintang.

LA « RECONSTRUCTION » DE LA CHINE

13 Juin 1937 (Nankin, Mai.)

Depuis 1928, Nankin est redevenue la capitale de la Chine. Elle le fut de 317 à 582, puis de 1368 à 1403. Malheureusement les derniers monuments qui jadis lui donnèrent de l'éclat ont été détruits tant au milieu du dix-neuvième siècle, par les Taï-Ping qu'au commencement du vingtième par les troupes que Yuan Che Kaï dirigea contre les partisans de Sun Yat Sen.

Par ses larges avenues et ses *houtongs*, c'est-à-dire ses étroites rues, elle m'a rappelé Pékin; mais, n'ayant pas de monuments, elle n'a pas la magnifique grandeur de la capitale du Nord. Elle fut la capitale du Sud dont les anciennes splendeurs sont totalement éteintes. Les ministères, qui maintenant s'élèvent des deux côtés d'un long boulevard, sont encore trop neufs pour lui conférer le caractère majestueux de Pékin.

Tout est à reconstruire dans cette cité grande comme était Paris dans ses fortifications; mais elle est passée en quelques années de 300.000 à un million d'habitants, et la région est si peuplée, si riche, et l'aide internationale si empressée, que tout paraît devoir aller vite.

L'impression est que de tous les points du globe les gens accourent, offrant leurs bons offices. « Messieurs, semblent d'ailleurs dire les Chinois, on n'attend que vous pour continuer, car, vous le voyez, ce n'est pas terminé. Seulement, plus de concessions, plus de zones comme autrefois : votre collaboration si vous voulez. » Ils n'ajoutent pas : « Et si ce n'est pas la vôtre, ce sera celle de votre voisin », mais ils le pensent.

Qui leur donnerait tort? Les Chinois savent profiter de l'occasion. Le vent en ce moment leur est franche-

ment favorable. Du crédit? On leur en donne; on est prêt à leur en donner davantage. Des techniciens? Il en arrive par terre, par mer et par air. Du reste, ils ont les leurs. Les Européens conseillent, les Chinois construisent eux-mêmes. A remarquer l'affluence des Allemands de tout poil qui ne se montrent vraiment pas exclusifs, et, malgré leurs bonnes relations avec les Japonais, veulent bien aussi s'intéresser à la « reconstruction » de la Chine.

La première impression que l'on a aujourd'hui dans une grande ville chinoise comme Nankin ou Shanghai, où l'on n'est pas revenu depuis un certain nombre d'années, est une impression de surprise en face d'agrandissements et d'améliorations multiples. D'une façon générale, l'on peut dire que le progrès matériel est incontestable. Et les moyens de communications ont aussi fait de tels progrès (chemins de fer, automobiles, avions), le réseau routier a été tellement développé qu'il paraît évident que le progrès des grandes villes s'étendra aux moins importantes et aux villages. La « reconstruction » est en train.

Le parallèle moral de cette reconstruction matérielle est ce que l'on a traduit par la « Vie nouvelle » inspirée par le maréchal Tchiang Kai Chek, fortement secondé dans cette partie de sa lourde tâche par Mme Tchiang Kai Chek.

On peut sourire de la façon simple dont certains préceptes nouveaux sont traduits dans la réalité de tous les jours, mais il ne faut pas perdre de vue qu'ils doivent être compris par le menu peuple autant que par les classes plus ou moins évoluées. Il suffit de lire les exposés ou les développements qu'en fait de temps à autre le maréchal pour s'apercevoir qu'ils tendent à l'établissement en Chine d'une sorte de socialisme nuancé de protestantisme, grâce auquel ils continueraient à être appliqués tout naturellement après le génial animateur qu'est le maréchal Tchiang Kai Chek. Mais souhaitons d'abord à la Chine de conserver celui-ci très longtemps.

LA QUESTION QU'ON SE POSE EN CHINE

18 Juin 1937 (*Nankin, Juin.*)

On n'entend parler que de progrès matériel, d'outillage industriel, de développement du réseau ferroviaire et routier, en même temps que d'évolution des mœurs et des coutumes, de « vie nouvelle » dans cette Chine qui paraît être entrée dans la voie des réalisations.

Cependant, d'après beaucoup de gens, un certain scepticisme s'impose, au moins quant à la durée de l'effort incontestable d'aujourd'hui. Sont tentés de se montrer sceptiques ceux qui pensent que tout repose entre les mains d'un seul homme, le généralissime Tchiang Kai Chek, et qu'après lui on retombera dans des difficultés intérieures qui entraîneront l'incohérence ou la cessation pure et simple de l'effort.

Il faudrait se croire un don de prophétie pour se prononcer catégoriquement à ce sujet, aussi me contenterai-je de faire quelques réflexions dont ne s'étonneront pas et que me reprocheront moins encore ceux qui connaissent l'âme chinoise. Quant à mes amis de Nankin, ils m'ont demandé la plus grande franchise.

Tchiang Kai Chek allie au sens des réalités un esprit méthodique et discipliné assez rare en Chine. Avec ou sans lui, c'est grâce à cet esprit que pourra être accomplie jusqu'au bout l'œuvre commencée; en outre, l'effort actuel ne se maintiendra dans les sphères dirigeantes et administratives que si l'on y a conscience qu'il est nécessaire.

Or les Chinois se suggestionnent aisément eux-mêmes, et l'empressement que mettent à présent les étrangers à collaborer de toutes manières avec eux risque de ruiner leur persévérance et de la changer en un état de contentement et de sûreté de soi absolument contraire à l'action.

Ces réflexions qui peut-être auront aux yeux des lecteurs l'apparence de réserves n'impliquent en tout cas aucune intention désobligeante de ma part; elles me sont inspirées par le désir de mettre au point des appréciations diverses rencontrées ici sur l'avenir du pays. Si l'état d'esprit favorable au progrès ne devait pas se maintenir après Tchiang Kai Chek ou si des difficultés entre provinces devaient renaître, si l'unification relative déjà réalisée par le généralissime n'était que superficielle et momentanée, ceux qui auraient conservé leur tête froide au milieu de l'enthousiasme des autres seraient moins déçus.

Je m'en voudrais de décourager qui que ce soit. Je sais que rien de grand ne se fait sans enthousiasme et je suis heureux de la collaboration franco-chinoise qui se traduit de façon si complète par la construction de voies ferrées. Elle fait suite à la collaboration anglo-chinoise qui existe pleinement depuis le séjour en Chine de Sir Frederick Leith-Ross, il y a deux ans. Je suis d'avis que plus que toute autre, une politique des chemins de fer peut créer des liens solides entre la Chine et nous. Je souhaite que cette politique soit menée de part et d'autre avec un sens des réalités sans lequel non plus rien de grand et d'avantageux ne saurait être accompli.

Pour éviter les déceptions, il faut s'attendre au moins aux difficultés du provincialisme qui déjà se fait sentir. J'entends par là, et je m'empresse de le dire aux Chinois qui ont attiré là-dessus mon attention, non pas un sentiment régionaliste comme on en peut trouver ailleurs qu'en Chine et qui dresse spontanément, dans un cas déterminé et pour des raisons profondes, la population d'une fraction du territoire national contre une autre fraction du même territoire, j'entends par provincialisme un moyen, un prétexte si l'on préfère pour des autorités militaires ou civiles d'une ou plusieurs provinces, avides de succès et de profits, à batailler contre le gouvernement central au nom de droits provinciaux plus ou moins justifiés. Quel que soit le point de départ, le résultat reste le même : Nankin peut se trouver de nouveau gêné de la même façon qu'avant l'état de choses créé par le talent et l'habileté de Tchiang Kai Chek, et

même, lui étant là, il est facile à des autorités locales hostiles d'entraver sur place l'exécution de grands travaux.

Il paraît donc sage de s'attendre à des difficultés de ce genre afin d'y parer dans la mesure du possible.

LA DÉMOCRATIE ET LES RAPPORTS SINO-JAPONAIS

5 Juillet 1937 (*Shanghai, Juin.*)

J'ai entendu des Chinois haut placés tenir sur le Japon des propos plus raisonnables que n'en tiennent beaucoup d'Européens. J'ai trouvé chez maints hommes politiques de Nankin, à l'égard du Japon, un esprit conciliant qui m'a paru inspiré par un sens de la réalité plus profitable que ne saurait l'être l'animosité de principe adoptée par certains d'entre nous. Il est bien évident que, d'une façon générale, les relations sino-japonaises ne brillent pas par leur cordialité, mais je ne vois pas l'intérêt que nous aurions à les envenimer.

Les hommes politiques chinois auxquels je fais allusion savent que la diplomatie ne consiste pas à négocier qu'avec les gens qui vous sont sympathiques, mais avec les autres aussi et surtout avec les autres. C'est pourquoi ils marquent une heureuse tendance à ne jamais rompre, à ne pas perdre le contact avec Tokio, les questions les plus graves devraient-elles être remises à plus tard et les résultats à poursuivre immédiatement ne devraient-ils être que d'ordre secondaire. Quiconque a quelque idée de la diplomatie n'ignore pas qu'un résultat tenu aujourd'hui pour secondaire peut demain ou dans dix ans en permettre un autre de grande importance.

J'ai trouvé à Nankin la compréhension de ces choses. Le gouvernement chinois ressent comme les gouvernements de l'Europe, et plus encore, les effets gênants de l'expansion japonaise. Il y veut remédier par la méthode pacifique des accords. Je préfère cette méthode à celle qui consiste à « cristalliser la résistance au Japon en Extrême-Orient » dans une politique de coalition, la plus dangereuse qui soit.

Il y a deux ans, lors de mon séjour au Japon, j'avais remarqué que les tendances antijaponaises des milieux diplomatiques se traduisaient surtout par la recherche d'une collusion anglo-américaine dont les chances de succès variaient avec le degré de température des relations anglo-japonaises. Suivant que elles-ci étaient bonnes ou mauvaises, la diplomatie américaine était, à Londres et ailleurs, plus ou moins pressante. J'en avais fait la remarque à l'ambassadeur des Etats-Unis qui n'avait pas osé en disconvenir. Cette année je constate, en Chine, qu'à la collusion anglo-américaine tendent à se joindre d'autres puissances. Je ne parle pas spécialement de l'U. R. S. S. dont les rapports directs avec le Japon sont meilleurs que précédemment. M. Bogomolof, ambassadeur des Soviets à Nankin, voulut bien reconnaître en effet devant moi que « le danger russo-japonais était moins menaçant », danger que pour ma part, mes lecteurs se le rappelleront, je n'ai jamais trouvé véritablement menaçant.

Je redoute un bien autre danger : celui qu'une politique de coalition contre le Japon fait courir à la paix mondiale. Il y a cependant assez d'économistes de par le monde pour trouver, semble-t-il, un moyen de remédier à la concurrence du Japon sans recourir à des coalitions politiques. En tout cas, si j'ai pu écrire ici même que la collusion anglo-américaine contre le Japon menait droit à la guerre, c'est avec plus de conviction encore que je dénonce le péril que fait courir au monde l'adjonction d'une ou plusieurs puissances aux deux premières.

Je n'ignore pas qu'à une volonté de défense économique vient s'ajouter chez certains celle de défendre le principe démocratique contre le principe impérialiste. Je vois se former en Extrême-Orient contre l'impérialisme envahissant du Japon la coalition qui s'est formée naguère en Europe contre le même impérialisme de l'Allemagne. Le parallèle s'impose à l'observateur impartial, qui ne peut que se demander si le même but vaut la peine, expérience faite, de recourir au même moyen, ou s'il ne serait pas préférable d'en chercher un autre.

Les hommes apprennent peu, même des générations qui les ont immédiatement précédés et les mêmes pas-

sions les animant, le même acharnement les pousse vers leur destin dont ils restent le jouet. Puisqu'il m'a été donné, au cours de ces dernières années, de voir grandir brusquement, aux antipodes de notre continent, un péril que beaucoup discernent à présent, je dirai la terrible responsabilité qu'assument les idéologues de notre temps.

Certes, il faut tenir aux principes, mais l'application doit en être commandée par les exigences de la réalité. Si la démocratie peut avoir une même forme d'expression chez les différents peuples d'Europe, dont les conditions de vie sont à peu près les mêmes pour tous, cette forme ne saurait convenir chez les populations d'Extrême-Orient. En outre, il faut s'entendre sur le sens des mots.

Dans un livre récent, intitulé *La Chine — passé et présent*, chef-d'œuvre de concision et de clarté, le professeur Jean Escarra, conseiller du gouvernement chinois, écrit en note, page 54 : « En France, des politiciens, les uns illuminés, les autres de mauvaise foi, font volontiers des phrases sur la Chine, regardée comme « une république sœur ». S'il s'agit de prétendre qu'il existe en Chine des conceptions démocratiques, c'est en partie exact; mais ce qu'il y a de réellement démocratique tient à des vertus propres à la civilisation chinoise et qui sont d'ordinaire inconnues des politiciens auxquels je pense. Et s'il s'agit de faire croire que la Chine a des institutions républicaines au sens technique de l'expression, ceux qui répandent cette affirmation montrent qu'ils ne craignent pas le ridicule. »

Sous la plume de M. Escarra, cette opinion, en vérité, a une portée et une saveur particulières. Je la partage entièrement et j'en conclus que les hommes politiques chinois qui cherchent à régler pacifiquement leurs différends avec le Japon, sont plus réalistes et plus sages que les Européens qui prétendent travailler pour la paix et poussent, en fait, des peuples à se coaliser contre un autre, au nom d'un principe qui, d'ailleurs, n'est plus tout à fait le même quand il passe d'Europe en Extrême-Orient.

LES ÉVÉNEMENTS DU NORD DE LA CHINE

3 Août 1937.

J'ai passé de longs moments à Nankin, il y a deux mois, avec mon éminent ami M. Ouang Tchung Hoei, ministre des affaires étrangères de Chine. Nous nous connaissons depuis vingt ans et nous avons causé librement des relations de la Chine avec les pays étrangers.

M. Ouang Tchung Hoei, sans être vieux, a déjà une carrière bien remplie. C'est un juriste qui fut ministre de la justice et juge à la Cour de la Haye. Il est, depuis le 3 mars dernier, ministre des affaires étrangères. Naguère, à Pékin, j'appréciais son esprit pondéré, son calme, et chaque fois qu'à Paris nous nous retrouvions j'admirais davantage les qualités que je lui connaissais.

C'est avec infiniment de plaisir que je me suis entretenu avec lui à Nankin. M. Sato était alors ministre des affaires étrangères à Tokio. L'ayant également beaucoup connu durant sa mission diplomatique à Paris, sachant l'esprit de conciliation qui l'inspirait en toutes choses, j'imaginai aisément le degré de compréhension auquel pouvaient atteindre ces deux hommes dans leurs relations politiques pour le plus grand bien de leurs pays.

Pour des raisons que les militaires japonais connaissent, M. Sato ne put rester au pouvoir. Un incident éclata sur le fleuve Amour, un autre au nord de la Chine. La politique japonaise passait d'une période de calme et de négociations à une période plus agitée.

Les événements qui se sont déroulés depuis les manœuvres japonaises de la nuit du 7 au 8 juillet aux environs de Pékin sont connus ; également connue la contestation sur le droit qu'avaient les Japonais de

manœuvrer dans les conditions où ils l'ont fait et même d'avoir des troupes dans la région intéressée. On reviendra là-dessus plus tard. Ce qu'il serait bon de dégager dès à présent, c'est le plan japonais ou plutôt le point où l'exécution de ce plan en est arrivée.

Après la réalisation manchoue, le plan japonais comportait les fameuses cinq provinces qui, à leur tour, devaient être placées sous un régime spécial à la fin de 1935. Trop de précipitation conduisit à un échec. Pourtant un pas avait été fait le 31 mai 1933. A cette date de l'armistice de Tang-Kou démilitarisait une zone chinoise au sud du Jehol jusqu'à 25 kilomètres au nord de Pékin et de Tien-Tsin ; de la province du Hopei où sont ces deux villes, la partie orientale était détachée et déclarée indépendante, mais en fait était placée sous le contrôle japonais.

Un autre pas avait été fait le 10 juin 1935. L'accord Ho-Umetzu (général chinois Ho et vice-ministre actuel des affaires étrangères japonais Umetzu) était signé ce jour-là. Il était convenu par cet accord que les troupes gouvernementales de Nankin ne pénétreraient pas dans la province du Hopei, et que seules y pourraient stationner les troupes chinoises aux ordres d'un conseil politique (conseil du Hopei-Tchahar) nommé par le gouvernement de Nankin et agréé par le Japon, mais en fait plus à la dévotion de Tokio que de Nankin. (C'était un pas qui comptait ! Le gouvernement eût encore été à Pékin qu'il n'aurait pu être question de dégarnir le Hopei de troupes gouvernementales ; mais la province du Hopei ne contenait plus la capitale...)

La suite du plan japonais devait se dérouler avec les retards dus à la trop grande précipitation du début.

En juillet 1937, les Japonais en sont à vouloir le contrôle du nord de la Chine en se défendant de toute ambition territoriale et en laissant par conséquent la souveraineté de cette région à Nankin. Une telle situation existe déjà au Hopei et au Tchahar, mais les Japonais veulent l'accentuer et l'étendre au delà de ces deux provinces. Leurs raisons sont à la fois stratégiques et économiques. Les premières : défense de la frontière occidentale du Mandchoukouo, séparation

de la Mongolie extérieure de la Chine afin de tenir loin de celle-ci les troupes et la propagande bolcheviques, sont moins impérieuses que les raisons économiques.

Pour l'expliquer, je ne saurais mieux faire que de citer M. Roger Labonne qui, au milieu d'un concert d'appréciations pour le moins fantaisistes, a fait entendre hier dans le *Figaro* une voix autorisée.

Ce que le Japon industriel entend réaliser dans le nord de la Chine, dit-il, en détachant ces provinces de Nankin, c'est s'assurer la propriété des précieux gisements du Shansi, dont le gouverneur Yen Si Shan est à sa dévotion; et aussi l'exclusivité d'un marché important. Il y est en partie parvenu en inondant les cinq provinces de ses marchandises, grâce à une contrebande méthodiquement conduite qui fait peu à peu passer au voisinage de zéro les revenus des douanes. Ayant ainsi tari ses sources de revenus, il escompte que le gouvernement de Nankin, pratique et commercial, se montrera moins âpre à empêcher la constitution d'un régime autonome dans une contrée ne présentant plus pour lui d'intérêt positif.

La tactique du Japon est du reste indiquée dans le télégramme de Tokio du 30 juillet qui commente la formation du « comité de vigilance » qui a été créé à Pékin après l'entrée des troupes japonaises. C'est le parallèle de l'affaire de Mandchourie que les Japonais voudraient pousser jusqu'au bout.

Il est possible, dit le porte-parole du ministère des Affaires étrangères japonais, que ce comité de vigilance se transforme en autorité autonome qui aurait des contacts avec les autorités japonaises; celles-ci seraient amenées à lui donner des conseils et à le protéger contre les organisations perturbatrices.

L'expérience a montré que les mouvements autonomistes suscitent toujours des organisations d'opposition. Lors de l'affaire de Mandchourie les autorités japonaises s'abstinrent au début d'intervenir en faveur des comités de vigilance, mais elles furent obligées de le faire plus tard. Toutefois, le Japon considérerait l'apparition d'un mouvement autonomiste en Chine du Nord comme une affaire intérieure chinoise.

Ce qui veut dire plus simplement que si les Chinois du nord recherchaient l'appui du Japon pour l'établissement d'un régime autonome, il se pourrait que cette aide leur fût donnée.

Autonomie, affaire intérieure chinoise, conseils et protection du Japon : qui ne sent et ne se rappelle les phases et le vocabulaire japonais de 1931 ! Seulement il y a aujourd'hui quelque chose de nouveau en Chine :

il y a la présence et le prestige de Tchiang Kai Chek et l'état d'esprit qu'il a créé dans le pays. Le parallèle avec l'affaire de Mandchourie peut s'arrêter en chemin. Mais ni M. Ouang Tchong Hoei, j'en suis sûr, ni ses collègues du ministère, ni le maréchal lui-même ne veulent la *guerre*, celle qui ferait jouer les pactes, qui entraînerait les interventions, qui ouvrirait la porte au conflit mondial. L'attitude des puissances, les déclarations des ministres britanniques et américains montrent assez que le conflit actuel n'est pas cette guerre-là et que les gouvernements font tout pour qu'elle n'éclate pas, témoignant ainsi de plus de prudence qu'ils n'en ont montré depuis un an dans leurs rapports avec les Chinois. La sagesse chinoise doit savoir que les conseillers ne sont pas les payeurs.

AUTOUR DU CONFLIT SINO-JAPONAIS

27 Août 1937.

Après un mois de batailles dans le nord de la Chine, région où les intérêts étrangers ne sont pas énormes, voilà que soudain les hostilités s'étendent à une ville comme Shanghai, où les puissances occupent au contraire des positions économiques de premier ordre.

Les gouvernements étrangers, jusqu'alors impassibles, du moins en apparence, s'émeuvent et songent, sinon à proposer leur médiation, du moins à faire avec une louable prudence des suggestions tendant à limiter les ruines déjà grandes. Même ces simples intentions, avant qu'elles fussent traduites en paroles, reçurent officieusement un si clair accueil, au moins d'une des parties, qu'on jugea préférable de ne pas les formuler officiellement...

(On s'étonna beaucoup dès le principe à Tokio que l'Allemagne et l'Italie ne fussent pas cette fois auprès de l'Angleterre, de la France et des États-Unis, comme elles y étaient quelques jours plus tôt, le 10 ou le 11 août, pour remettre au gouvernement de Nankin et au représentant du Japon en Chine une note commune demandant au gouvernement chinois de retirer ses troupes, et à celui du Japon de ne pas envoyer de renforts à Shanghai. En outre, l'Italie composait, avec les trois dernières puissances, la commission mixte qui garantit en 1932, lors de l'incident de Shanghai, l'accord qui amena la cessation des hostilités entre Chinois et Japonais, et au respect duquel ces derniers veulent ramener les Chinois.)

Au même moment, l'on vit Tokio prendre des dispositions financières pour une guerre de longue durée, et cela parut plus inquiétant que « la guerre d'usure »

dont avait précédemment parlé Nankin. Tout l'aléa d'une longue guerre apparut tout à coup avec l'entrée en jeu éventuelle des éléments toujours prêts à profiter des situations troublées. L'horizon s'assombrissait, et la crainte des complications commença à poindre.

La rumeur venait d'ailleurs de se répandre que des dissensions régnaient à Nankin entre dirigeants et que le chef des troupes rouges descendues du Souei-Yuan pour collaborer à la défense du Nord avec l'armée du maréchal Tchiang Kai Chek était en désaccord avec celui-ci sur la suite à donner au conflit ou plutôt sur la façon dont l'affaire devait être conduite, Tchiang Kai Chek et le général Ho Yin Ching, ministre de la guerre, étant plus modérés et laissant toujours la porte ouverte à la diplomatie, l'autre, d'accord avec le général Feng Yu Siang, voulant pousser la guerre à fond sans plus rien attendre que du sort des armes. Cette rumeur, démentie par les ambassades de Chine au dehors, n'en appela pas moins l'attention sur le silence des Soviets depuis les débuts de l'affaire.

On avait d'abord échafaudé quelques hypothèses sur l'activité du général Blucher, commandant de l'armée soviétique de la Province-Maritime, puis l'on s'en était désintéressé. On y revient à présent. De même c'est à peine si la presse avait signalé le risque d'une collaboration des troupes communistes si longtemps combattues et refoulées vers le nord par Tchiang Kai Chek. Nous avons cru pour notre part devoir poser dans le *Temps* cette question: ces troupes, que leur loyalisme ramène sous le drapeau de la Chine, ont-elles fait amende honorable, ou la Chine, pour sa défense, a-t-elle donné des gages au communisme et s'orienté-telle, comme on semble déjà le craindre dans certains milieux à l'étranger, vers « une acceptation du communisme? »

Sans nous arrêter spécialement à ce point, constatons pourtant que l'attitude des Soviets est assez énigmatique. On se demande si leur silence ne cache point un plan qui s'exécute sans eux, c'est-à-dire sans qu'ils aient à se montrer. Des télégrammes de Tokio disent que les milieux politiques et diplomatiques japonais sont, sur ce point, très perplexes. Dès juillet, la presse japonaise affirmait que l'U.R.S.S. avait promis d'aider

la Chine en cas d'hostilités généralisées avec le Japon, en lui envoyant des avions et des pilotes. Elle y revient aujourd'hui.

Quoi qu'il en soit, quand on se rappelle les campagnes du maréchal Tchiang Kai Chek contre les rouges, ses déclarations et celles du gouvernement de Nankin, on a de plus en plus le sentiment que celui-ci et le maréchal lui-même ont dû compter dans toute cette affaire avec les éléments communistes qui ne manquent pas et sans lesquels les accords sino-japonais du 11 et du 19 juillet eussent terminé le conflit.

L'existence du conseil politique du Hopeï-Tchahar, créé en 1935, était même tenue par des Chinois comme une aubaine, puisqu'elle permettait au gouvernement de Nankin de demeurer en dehors de l'incident initial des manœuvres de Lou-Kou-Chiao, le conseil se chargeant de régler celui-ci sur place avec les autorités militaires japonaises. Témoin le télégramme qu'adressa Tchang Tsu Tchang, maire de Tien-Tsin, au gouvernement de Nankin, et dans lequel il déclarait que, « si tous les problèmes présentant un intérêt pour toute la Chine doivent être réglés par le gouvernement central, un incident local peut très bien être aplani par l'intermédiaire du conseil politique du Hopeï-Tchahar ».

Mais les communistes contestèrent la portée de l'accord même de 1935. A partir de ce moment il ne fut plus question de règlement possible que par le gouvernement de Nankin.

En vérité tout cela peut donner à penser qu'autour du conflit sino-japonais que nous voyons se dérouler, des influences rôdent, difficiles encore à déterminer, mais dont le jeu se révélera sans doute quelque jour plus efficace qu'on ne le pense. On commence en tout cas à distinguer l'erreur de ceux d'entre nous qui croient encore fermement pouvoir rester simples spectateurs, mieux encore : profiter d'événements lointains comme ceux qui se passent en Extrême-Orient s'ils devaient s'amplifier et se prolonger.

Notre avis est au contraire que les Européens n'ont rien à gagner à un long conflit entre Chinois et Japonais, qui sortiraient de là d'autant plus disposés à se rapprocher que l'Europe serait demeurée impassible

en face de leur discorde. Les Chinois surtout, dont on a cherché à « cristalliser la résistance au Japon » dans certaines sphères étrangères, s'étonneraient pour le moins qu'aux moments les plus graves une aide effective ne leur fût pas venue du dehors. Les Japonais, eux, n'ont escompté de l'étranger que l'attitude présente; toutefois ce n'est pas eux qui refuseraient de collaborer uniquement avec les Chinois; ils déclarent assez ne rechercher que cela!

Rapprochement sino-japonais, éloignement moral un peu plus profond des jaunes et des blancs, de l'Asie et de l'Europe, voilà ce que l'on peut attendre du conflit actuel.

LES PUISSANCES DÉMOCRATIQUES ET LE CONFLIT D'EXTRÊME-ORIENT

15 Septembre 1937.

Une dépêche d'agence datée de Washington il y a quelques jours commençait ainsi : « Bien que M. Roosevelt soit en vacances à Hyde Park, il demeure en communication constante avec M. Hull au sujet des développements de la situation en Chine. La préoccupation dominante de MM. Roosevelt et Hull est double. Il s'agit de conserver une attitude très ferme sur le plan moral tout en montrant sur le plan pratique une certaine souplesse. »

Qu'en termes diplomatiques ces choses-là sont dites! J'ignore si c'est cette dépêche qui inspira à mon vieil ami américain Morton-Fullerton, dont la verve est toujours jeune, son article récent sur l'attitude de son gouvernement en face du conflit sino-japonais; toujours est-il qu'on y lisait ceci :

Après tout, quel est le véritable intérêt américain, la grande préoccupation de Washington? Ce n'est pas d'hypothéquer l'avenir par une solide entente avec l'Angleterre. C'est d'être débarrassé de la hantise d'une guerre du Pacifique. C'est de pouvoir se tranquilliser au sujet de la descente subreptice d'un essaim d'hommes jaunes tout le long des rives de la Basse-Californie, tout autour de la sortie du canal de Panama ou dans les parages tout proches de l'ambigu Mexique.

Or, plus le pays nippon s'enfoncera dans le continent chinois limitrophe, plus les inquiétudes américaines s'apaiseront. Oh! Washington sera toujours d'accord avec Londres pour ne rien céder de sa marotte de la *Open Door*. Mais jamais les États-Unis ne seront assez sots pour tâcher de refréner l'expansion japonaise dans des régions éloignées de leur propre sphère d'influence, les îles hawaïennes.

La manœuvre de l'Angleterre, qu'elle n'a pas encore avouée, consistera à se servir de l'imbroglieo actuel pour racheter l'inimaginable bêtise de la rupture, il y a seize ans, de son

alliance avec le Japon, geste, disons-le en passant, qui est à l'origine de toute l'anarchie actuelle. Tandis que les États-Unis se garderont à carreau, comme nous l'avons dit, contre toutes velléités d'arrêter l'heureuse marche des choses qui écartera le Japon de leurs propres rives et qui finira par en faire — jusqu'au cou! — une puissance continentale.

Cette conclusion n'est pas celle à laquelle aurait souscrit naguère l'opinion américaine; mais l'aspect de la politique internationale en Extrême-Orient a changé depuis le début de la poussée japonaise actuelle sur le continent en 1931. Jusque-là aucun choix n'était permis aux États-Unis entre laisser les Japonais pénétrer dans l'Asie continentale et se défendre contre leur descente subreptice le long des côtes américaines, de sorte que les battre apparaissait comme le seul moyen d'échapper à leur menace. Aujourd'hui que les Américains peuvent pour ainsi dire choisir, ils n'hésitent pas, préférant voir baisser leurs importations en Chine et celles du Japon augmenter, à faire les frais d'une guerre.

Sans doute ils approuvent leur gouvernement de stigmatiser les nations qui n'acceptent pas la thèse américaine sur la paix universelle, mais tout leur paraît préférable à une guerre ou même à quelque engagement des États-Unis dans des alliances compromettantes.

« L'opinion américaine, écrit très justement M. Etienne Dennery dans les *Annales de géographie* du 15 juillet, estime que les intérêts du Nouveau Monde en Extrême-Orient ne sont plus suffisants pour permettre d'envisager des risques nationaux dans le seul but de leur défense. »

Cependant Washington éprouve le besoin de chercher des excuses à son attitude prudente dans celle de Londres et de Paris. Une dépêche annonçait hier qu'un haut fonctionnaire du département d'État avait déclaré : « La position américaine n'est pas différente au fond de celle de la France et de l'Angleterre. La France et l'Angleterre veulent affirmer comme nous leur attachement à la paix, mais elles ne veulent pas plus que nous assumer la responsabilité d'actes qui

pourraient à tort ou à raison être interprétés comme des provocations par d'autres nations. » Ce qui veut dire en français : pas de guerre ! Les puissances démocratiques ne veulent pas de guerre, Les Japonais n'en ont d'ailleurs jamais douté. Les Chinois, dont ces mêmes puissances ont « cristallisé la résistance au Japon » plus ou moins ouvertement au cours des dernières années, ont pu se faire illusion à ce sujet. Mises soudain face à face avec les conclusions logiques des propos encourageants de leur diplomatie « démocratique », elles n'ont pas sauté le pas qui séparait la théorie de la pratique, chacune ayant pour cela ses raisons intérieures ou extérieures, économiques ou politiques ou toutes ensemble.

N'empêche que de plus en plus l'opinion publique a l'impression, exacte d'ailleurs, que l'on joue à présent avec le feu et que d'incidents plus ou moins graves en Extrême-Orient peut naître le plus grand péril.

Ce n'est pas d'aujourd'hui que date ma crainte des dangers réels d'une propagande idéologique parmi les Chinois. Quand, en juin dernier, après un séjour précédent en Extrême-Orient en 1935, j'écrivais de Shanghai les lignes suivantes, je ne pensais pas être si près d'événements qui montrent au moins aux Chinois que chez les blancs les théories ne s'appliquent pas nécessairement et que, comme chez eux-mêmes, ce qui est du domaine des principes ne passe pas toujours dans la pratique. Sun Yat Sen ne l'oubliait pas lorsque, dans son « Triple démisme », il parlait du communisme.

Puisqu'il m'a été donné, écrivais-je, de voir grandir brusquement, au cours de ces dernières années, aux antilopes de notre continent, un péril que beaucoup discernent à présent, je dirai la terrible responsabilité qu'assument les idéologues de notre temps. Certes, il faut tenir aux principes, mais l'application doit en être commandée par les exigences de la réalité. Si la démocratie peut avoir une même forme d'expression chez les différents peuples d'Europe dont les conditions de vie sont à peu près les mêmes pour tous, cette forme ne saurait convenir chez les populations

d'Extrême-Orient. En outre, il faut s'entendre sur le sens des mots. Et je citais cette phrase du professeur Jean Escarra, conseiller du gouvernement chinois :

« S'il s'agit de faire croire que la Chine a des institutions républicaines au sens technique de l'expression, ceux qui répandent cette affirmation montrent qu'ils ne craignent pas le ridicule. »

DU DISCOURS DE CHICAGO A LA CONFÉRENCE DE BRUXELLES

26 Octobre 1937.

Le discours prononcé le 5 octobre, à Chicago, par le président Roosevelt a profondément remué beaucoup de personnes, qui y voient l'annonce d'une collaboration effective des États-Unis à la bonne marche de la politique mondiale, et leur a inspiré des réflexions d'un lyrisme presque religieux. « C'est une grande espérance qui se lève sur les hommes de bonne volonté », lisait-on dans une grande revue...

Jusqu'ici, cependant M. Roosevelt a gardé son secret, c'est-à-dire le moyen « de punir effectivement l'*illégalité internationale* sans risquer d'entraîner son pays dans une guerre ». (C'est le *New York Times* qui parle.) En outre, il a fait dire plusieurs fois, et hier encore en dépêchant son délégué, M. Norman Davis, à la conférence qui doit s'ouvrir à Bruxelles le 30 octobre, que le gouvernement des États-Unis ne prenait aucun engagement vis-à-vis des autres gouvernements participants.

Nous savons que l'on peut prétendre, et l'on ne s'en fait pas faute, que la conférence de Bruxelles permettra des échanges de vues sur les très nombreuses questions qui se posent en Extrême-Orient, et ne serait-ce que pour cela il vaut la peine qu'elle soit réunie... Ce n'est pas si sûr!

La complexité de ces questions est telle que les faire traiter « à l'occasion » entre gouvernements et sans conversations préalables, comme ce sera le cas à Bruxelles, est plus dangereux qu'utile.

Et puis, en somme, que veut-on? Amener le Japon à participer afin de faire cesser si possible le conflit actuel. Or, le Japon a déclaré dès le principe qu'il ne

répondrait à aucune invite qui de près ou de loin lui paraîtrait venir même indirectement de la Société des Nations. Genève se défend d'ailleurs d'être pour si peu que ce soit dans l'invention de cette conférence. N'empêche que M. Eden disait jeudi dernier aux Communes : « Parler à l'avance de ce qui sera traité ou non à la conférence de Bruxelles serait très peu sage. Nous avons notre ordre du jour précis qui nous a été fixé par la Société des Nations (*our definite agenda given us by the League*), et la procédure à suivre est de faire, en consultation avec les autres signataires du traité [des Neuf puissances], tout ce qui sera en notre pouvoir pour exécuter ce mandat. » On ne comprend plus très bien, mais peut-être les Japonais comprennent-ils trop bien, et ce n'est pas une manière d'aider ceux qui d'entre eux sont plus ou moins disposés à accepter l'invitation du gouvernement belge.

Tout cela donne l'impression d'une improvisation qui n'entraîne ni ne flatte les Japonais. Certes, il est souhaitable que ces derniers se rendent à Bruxelles si leur présence offre quelque chance de ramener la paix en Extrême-Orient, et l'on ne voit guère du reste ce que l'on y ferait de très pratique sans eux. Mais nous ne perdrons pas de temps à nous le demander; un autre intérêt nous sollicite et nous paraît plus clair.

Pour nous le discours de M. Roosevelt prouve surtout que lorsque le gouvernement américain semble enclin à abandonner son attitude délibérée d'observateur impassible de la politique mondiale, c'est qu'il trouve en face de lui le Japon. Nous répéterons une fois de plus ce que nous n'avons jamais cessé d'écrire: les deux adversaires du Pacifique sont les Américains et les Japonais; le problème du Pacifique est un problème américain-japonais posé par la Chine, quelles que soient les réserves que l'on puisse faire sur la puissance d'achat des Chinois et l'intérêt que ceux-ci, en tant qu'acheteurs, présentent aux yeux des deux peuples.

Aussi bien n'y a-t-il pas que des Chinois dans les cinq provinces du Nord de la Chine; il s'y trouve aussi, entre autres choses, les plus grandes mines de charbon du monde, celles du Chan-Si, ce qui infirme la thèse suivante laquelle le Japon n'entreprendrait de

contre l'U. R. S. S. Nous ne nions certainement pas le côté politique de l'opération, que prouve assez la dépêche suivante de Tokio publiée dans le *Temps* du 21 octobre : « Le prix de Pao-Téou, point terminus de la ligne du chemin de fer de Pékin-Soueï-Yuan, et l'occupation de tout le secteur environnant, barre la route dite « des Rouges » conduisant d'Oulan-Bator, en Mongolie extérieure, vers les provinces du Turkestan chinois... Le chemin de fer de Pékin-Soueï-Yuan est maintenant au pouvoir des troupes nippon-mongoles qui facilitent l'autonomie de la Mongolie intérieure et dressent un rempart contre la poussée rouge. »

Il y a là de souligné plus qu'un succès militaire qui empêche les envois de munitions soviétiques à la Chine à travers la Mongolie extérieure; il y a encore la possibilité de réaliser, dans un délai qui peut être bref, l'autonomie de la Mongolie intérieure.

Tout compte fait, politique et économique sont évidemment à la base de l'opération japonaise, et ce mélange n'est pas pour faciliter l'œuvre de la conférence de Bruxelles, si celle-ci se risque, comme naguère la Société des Nations à propos de la Mandchourie, à rechercher les causes. Elle n'a même pas la ressource, comme alors la Société des Nations, de pouvoir donner, pour la face, à la Chine, la satisfaction d'entendre déclarer le Japon coupable d'agression.

La conférence de Bruxelles peut augmenter les difficultés au lieu de les aplanir, ou pour le moins rester inopérante, que les Japonais y participent ou n'y participent pas.

TABLE DES CHRONIQUES

Avertissement	5
---------------------	---

1931

Les Japonais sur le continent Asiatique	8
Affaires chinoises	11
Avant la Convention Nationale chinoise	14
Après la Convention Nationale chinoise	17
Les Japonais en Mongolie intérieure	21
En Mandchourie	24

1932

Autour de l'affaire de Mandchourie	30
Bourrasque sur le Pacifique	33
Les Philippines et le problème du Pacifique	36
L'influence actuelle de l'armée au Japon	40
Les rapports nippo-américains en face de l'Etat Mand- chou	43
Les Américains et le problème du Pacifique	46
L'indépendance du Thibet	49

1933

Les tiers entre Chinois et Japonais	54
Le projet d'indépendance des Philippines	57
Des nuages sur la Mongolie	60
La collaboration de la S.D.N. avec la Chine	64
Les Américains et l'Asie	67
Les rapports actuels de la Chine et du Japon	70
Les influences étrangères au Thibet	73

1934

La République du Turkestan de l'Est	78
Au Turkestan chinois	82

Vers une politique économique en Chine	86
L'imbroglia du Turkestan chinois	89
L'indépendance des Philippines	93
Sin-Kiang, Thibet et Mongolie	96
Le rapprochement sino-japonais et les Etats-Unis	100
Préoccupations anglaises en Extrême-Orient	103
D'Extrême-Orient en Asie Centrale	106
En Mongolie intérieure	109
Rapprochement anglo-japonais en Asie	112

1935

La Mongolie et la politique d'Extrême-Orient	116
Coup d'œil sur la politique intérieure japonaise	120
Au Mandchoukouo	124
L'armée : élément permanent de la politique japonaise ..	129
Le Mandchoukouo, la Chine et le Sud-Mandchourien ..	132
Le Mandchoukouo et l'esprit du Meiji	135
L'Asie et les assembleurs de nuages	139

1936

Signification et résultat des événements de Tokio	144
L'armée et le nouveau cabinet japonais	148
Les avatars de la Mongolie	151
L'aide anglo-japonaise à la Chine	155
Les négociations sino-japonaises	158
La volonté de progrès des Chinois	161

1937

Retour au Pacifique	166
Les idées de M. Wang Ching Wei	170
La « reconstruction » de la Chine	173
La question qu'on se pose en Chine	175
La démocratie et les rapports sino-japonais	178
Les événements du Nord de la Chine	181
Autour du conflit sino-japonais	185
Les puissances démocratiques et le conflit d'Extrême- Orient	189
Du discours de Chicago à la conférence de Bruxelles	193



Imp.-Lib. Milit. Univers. L. FOURNIER et Cie, Paris.
